Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le 16/10/2026
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

VILLE DE MONS EN BARŒUL

DÉPARTEMENT DU NORD

SÉANCE DU 14 OCTOBRE 2026

ADOPTÉ

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2026-DEL-057

OBJET : ADOPTION DE LA DÉCISION BUDGÉTAIRE MODIFICATIVE N° 1

Le Budget Primitif de la Ville pour l'exercice 2026 a été adopté par le conseil municipal lors de la séance du 9 avril 2026.

Au regard des niveaux de dépenses et de recettes à la fois relevés à date et projetés pour la fin de l'exercice, une Décision Modificative est nécessaire afin de modifier les inscriptions portées au budget de l'exercice 2026, tant en section de fonctionnement qu'en section d'investissement.

A – SECTION DE FONCTIONNEMENT

L'ensemble des mouvements présentés dans cette Décision Modificative n'entraîne pas de modification du montant global des dépenses et des recettes de la section de fonctionnement. Ils correspondent à des ajustements de crédits entre chapitres budgétaires et sous-fonctions, ainsi qu'à l'inscription de dépenses et de recettes nouvelles intégralement compensées au sein de la section.

- *Dépenses de personnel*

Les principaux mouvements proposés concernent un redéploiement des crédits relevant des frais de personnel entre les différents chapitres budgétaires. Les montants ne correspondent pas à une modification particulière des effectifs. Il s'agit davantage de traduire budgétairement, avant la fin de l'exercice, plusieurs évolutions récentes.

D'une part, certaines mesures récentes ou événements survenus en cours d'exercice n'avaient pas pu être anticipés lors de la préparation du Budget Primitif.

Ainsi, l'arrêté interministériel du 22 mai 2026 a acté une revalorisation de +2,41 % du salaire minimum de croissance (SMIC), à compter du 1er juin 2026. Depuis cette date et conformément aux règles en vigueur, la Ville verse aux agents dont le traitement indiciaire (défini par les grilles propres à chaque cadre d'emploi) pourrait s'avérer inférieur au SMIC un complément de rémunération appelé « indemnité différentielle »,

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

afin de garantir qu'aucun agent ne perçoit une rémunération inférieure au salaire minimum en vigueur dans le secteur privé.

Par ailleurs, certains besoins de remplacement d'agents, liés notamment à des absences pour raisons médicales, ont appelé la consommation de crédits supérieurs aux prévisions, notamment pour ce qui relève du chapitre budgétaire 937 (Environnement). L'effet des recrutements réalisés en cours d'année, mais aussi des avancements de grade décidés par l'autorité territoriale et produisant leurs effets à partir du mois d'août, doit également être pris en compte dans la perspective de la fin d'exercice.

D'autre part, à la suite de travaux engagés depuis plusieurs mois pour améliorer les pratiques en matière de ressources humaines, la Ville a mené début 2026 une refonte de l'organigramme intégré à son logiciel métier. En parallèle, un travail autour de la qualité comptable a été engagé par la direction des Ressources humaines en lien avec la direction des Finances, afin d'accroître les capacités d'étude analytique en matière de masse salariale. Ce travail a permis d'identifier, pour un certain nombre d'agents et pour des raisons souvent liées à leur carrière au sein des services municipaux, des erreurs entre l'imputation budgétaire de leur rémunération et la sous-fonction correspondant aux missions exercées actuellement.

Suite à ce constat, les imputations de paies et charges pour certains agents ont été modifiées en cours d'année dans le logiciel métier, ce qui devra être pris en compte lors de l'analyse du Compte Financier Unique 2026 qui sera présenté au premier semestre 2027. Cette démarche visant à assurer une meilleure concordance entre l'imputation budgétaire des dépenses de personnels et les missions effectivement exercées appelle le transfert de sommes (allant de - 561 000 € à + 921 000 €) entre les 7 chapitres budgétaires comportant des dépenses réelles de fonctionnement.

On notera toutefois que, malgré le volume financier de ces mouvements inter-chapitres, l'ajout de crédits pour les dépenses de personnel est limité, dans la présente Décision Modificative, à la somme de 146 000 €, soit moins de 1 % des crédits initialement votés lors du Budget Primitif.

- *Autres dépenses*

Hors crédits RH, la présente Décision Modificative vient allouer la somme de 154 000 € à des dépenses réelles de fonctionnement supplémentaires par rapport au Budget Primitif, soit parce qu'elles ont dû être réévaluées dans leur montant, soient parce qu'elles résultent d'événement imprévus survenus depuis lors.

Au chapitre budgétaire 930 (Services généraux), le montant des crédits alloués à l'alimentation en énergie (électricité ou gaz) des bâtiments administratifs municipaux est réhaussé de 66 000 €, au regard des augmentations tarifaires constatées et de la prise en compte de factures reçues tardivement pour des consommations antérieures. A l'inverse, 24 000 € de dépenses de fluides et de chauffage sont reprises sur d'autres chapitres, notamment du fait de la réouverture du stade Félix Peltier après la fin de la période de chauffe.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

Pour les autres montants les plus significatifs, des sommes supplémentaires sont mobilisées au chapitre 930 en matière de maintenance, de frais d'affranchissement ou encore de frais de télécommunication (+ 27 000 €), suite au retard pris par le déploiement de la nouvelle solution de téléphonie. Le coût correspondant à l'adhésion à l'Association des Maires de France et au dispositif d'accompagnement des particuliers pour la destruction des nids de frelons à pattes jaunes ainsi qu'une augmentation (+ 1 200 €) des frais de mission des élus municipaux ont été intégrés, de même qu'une revalorisation significative des frais de formation des élus municipaux (8 000 € venant s'additionner aux 6 000 € inscrits au BP, soit un budget total de 14 000 €).

Dans les autres chapitres, des crédits supplémentaires sont alloués pour la location d'un véhicule destiné à la police municipale, suite à une panne, ainsi que pour le lancement d'une mission d'accompagnement en matière de prospective scolaire (50 000 €), complémentaire au travail engagé avec le Schéma Directeur Immobilier et Énergétique. La régularisation tardive de charges de copropriété liées à des exercices antérieurs donne également lieu à des inscriptions complémentaires, tout comme les prestations d'entretien de l'éclairage public.

A l'inverse, des crédits sont repris lorsqu'ils étaient fléchés sur des prestations pour lesquelles les besoins ont été moindres ou les consultations ont abouti à des dépenses moins élevées qu'initialement envisagé (nettoyage de locaux, élagage).

Certaines inscriptions sont ajustées aux différents chapitres pour permettre le mandatement des admissions en non-valeur et créances éteintes, qui font l'objet d'une délibération spécifique. Par ailleurs, les provisions pour risques et charges (dépréciation des comptes de tiers) donnent lieu à l'ouverture de crédits supplémentaires (+ 4 000 €). Enfin, une recette de 30 000 € est inscrite en opération d'ordre afin d'abonder les crédits nécessaires aux écritures des subventions d'investissement transférées au compte de résultat.

L'équilibre de la section de fonctionnement conduit à réviser le montant du virement à la section d'investissement, à hauteur de 4 012 083 € contre 4 312 083 € initialement prévu au BP (- 7 %).

- *Recettes*

Le Budget Primitif avait été préparé avant que l'État ne fasse parvenir à la commune les montants définitifs liés à la fiscalité locale et aux dotations.

Aussi, les ajustements à apporter en recettes de fonctionnement portent principalement sur les dotations, notamment la Dotation de Solidarité Urbaine qui se révèle supérieure à ce qui avait été projeté (+ 115 300 €). Le montant du FCTVA perçu en fonctionnement s'avère également supérieur aux prévisions initiales (+ 26 503 €).

Des recettes inférieures à la prévision sont toutefois relevées pour la Dotation Nationale de Péréquation, pour la compensation de taxe foncière suite à une mesure nouvelle intégrée à la Loi de Finances pour 2026 (- 35 003 €), ainsi que pour le

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

remboursement partiel par l'État des frais liés à l'organisation des élections municipales, dès lors qu'un seul tour a été organisé à Mons en Barœul et non deux.

Compte tenu de l'avancement du chantier du dojo Sébastien Leroy, celui-ci ne sera achevé qu'en 2027. Aussi, les sommes correspondantes au solde de la Dotation Politique de la Ville obtenue pour ce projet sont retirées des recettes attendues en 2026.

Enfin, une reprise sur les provisions est prévue pour un montant de 38 499 €, les sommes dues à la Ville ayant été remboursées par les tiers concernés (salaires indûment perçus ou travaux exécutés d'office pour le compte de tiers).

B – SECTION D'INVESTISSEMENT

Les inscriptions modificatives de la section d'investissement n'entraînent pas de modification du montant total des dépenses et des recettes de la section. Elles correspondent à des redéploiements de crédits entre les chapitres ainsi qu'à des opérations d'ordre.

- *Dépenses*

Les dépenses d'investissement donnent lieu à plusieurs ajustements afin d'absorber des dépenses non prévues au Budget Primitif et, à moins de trois mois du terme de l'exercice, d'actualiser les crédits au regard de l'état d'avancement des projets et de leur calendrier prévisionnel de réalisation.

Au chapitre 900 (Services généraux), il est procédé à une réduction de 15 000 € des crédits inscrits en concessions et droits similaires, au regard du montant inférieur aux prévisions du marché de réalisation du nouveau site internet de la Ville. De même, au chapitre 908 (Transports), une réfection de voirie communale (parking Bossuet) a pu être menée pour un montant inférieur aux prévisions, et permet d'abonder le chapitre 905 (Aménagement des territoires et Habitat) pour réaliser des travaux supplémentaires d'amélioration des aires de jeux.

Une dépense supplémentaire est inscrite au chapitre 901 (Sécurité) afin d'acquérir du matériel de transmission au profit de la police municipale, suite à des dysfonctionnements. De même, au chapitre 904 (Santé et Action sociale), 10 000 € sont ajoutés afin de répondre aux besoins du marché de travaux d'été dans les bâtiments municipaux, suite à des résultats de marché supérieurs aux prévisions.

Plusieurs projets font l'objet de décalages de calendrier, ce qui amène à réduire les crédits afférents : la mise en place d'une Gestion Technique Centralisée à la piscine (seules les études ayant pu être menées à bien en 2026) ainsi que la mise en sécurité du Fort de Mons, au chapitre 903 (Culture, Vie sociale, Jeunesse, Sports et loisirs) ; l'éclairage extérieur de l'éco-parc du Barœul, au chapitre 905 (Aménagement des territoires et Habitat).

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

Enfin, la Décision Modificative vient ajouter 55 000 € de crédits au chapitre 904 (Santé et Action sociale) dans le cadre des premières mesures souhaitées par la Ville pour mieux adapter ses équipements de petite enfance au réchauffement climatique. Un système de climatisation de certains espaces sera ainsi installé au sein de la crèche Joséphine Baker et du multi-accueil Camille Guérin.

- *Recettes*

La Décision Modificative vient constater plusieurs recettes perçues par la Ville mais qui n'avaient pas été inscrites au stade du Budget Primitif. D'une part, l'État a versé à la commune une somme complémentaire de 45 292 €, dans le cadre du fonds d'urgence pour les communes impactées par les émeutes de l'été 2023. D'autre part, la Ville a perçu cette année encore de la part de son assureur des indemnités liées à la rénovation des équipements municipaux touchés par les sinistres de juin 2023, pour un montant de 780 188 €.

Au regard du décalage de la livraison du dojo Sébastien Leroy, qui interviendra en 2027, les crédits correspondants aux soldes des subventions attendues de la part des partenaires de la Ville (État et Région Hauts-de-France au titre de l'ANRU et MEL au titre de ses fonds de concours) sont retirés des recettes attendues en 2026, pour un montant de 470 480 €.

Une recette de 115 000 €, associée à la vente prévue d'une cellule commerciale appartenant à la Ville au sein de la galerie de l'Europe, est également retirée, cette vente n'étant plus d'actualité à l'initiative de l'acquéreur déclaré.

Au niveau des opérations d'ordre, 60 000 € d'opérations patrimoniales, internes à la section d'investissement, sont prévus afin de régulariser les écritures d'avances forfaitaires sur marchés. 30 000 € sont inscrits en outre au titre des opérations entre les sections, afin d'abonder les crédits relatifs aux écritures des subventions d'investissement transférées au compte de résultat.

Enfin, comme déjà évoqué, le montant du virement de la section de fonctionnement, initialement prévu à hauteur de 4 312 083 €, est révisé à hauteur de 4 012 083 € (- 7 %).

Les tableaux repris ci-après présentent les incidences financières de ces inscriptions modificatives, chapitre par chapitre. La maquette budgétaire correspondante est également annexée à la présente délibération.

Il est proposé au conseil municipal d'adopter la Décision Modificative n° 1 du budget de l'exercice 2026 et d'autoriser les nouvelles dépenses et recettes telles que décrites ci-dessus et précisées ci-après, le budget se présentant de la manière suivante :

- une section de fonctionnement équilibrée à hauteur de 29 859 194,49 € en dépenses et en recettes (montant inchangé par rapport au Budget Primitif),
- une section d'investissement équilibrée à hauteur de 19 221 987,34 € en dépenses et en recettes (montant inchangé par rapport au Budget Primitif).

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

SECTION DE FONCTIONNEMENT

	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	BP	DM	Budget total
930	SERVICES GENERAUX	5 776 885,49	174 188,00	5 951 073,49
931	SECURITE	1 147 387,00	22 484,00	1 169 871,00
932	ENSEIGNEMENT - FORMATION PRO	5 806 913,00	-304 845,00	5 502 068,00
933	CULTURE - VIE SOCIALE - JEUNESSE -SPORTS	5 124 911,00	878 661,00	6 003 572,00
934	SANTE ET ACTION SOCIALE	3 819 611,00	-553 434,00	3 266 177,00
935	AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT	2 728 114,00	-7 639,00	2 720 475,00
937	ENVIRONNEMENT	392 290,00	86 585,00	478 875,00
945	PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES	1 000,00	4 000,00	5 000,00
	Sous-total Dépenses réelles	***24 797 111,49***	***300 000,00***	***25 097 111,49***
946	TRANSFERT ENTRE SECTIONS	750 000,00		750 000,00
953	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	4 312 083,00	-300 000,00	4 012 083,00
	Sous-total Dépenses d'ordre	***5 062 083,00***	***-300 000,00***	***4 762 083,00***
	TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**29 859 194,49**	**0,00**	**29 859 194,49**

	RECETTES DE FONCTIONNEMENT	BP	DM	Budget total
930	SERVICES GENERAUX	338 802,00	-1 668,00	337 134,00
931	SECURITE	34 077,00		34 077,00
932	ENSEIGNEMENT - FORMATION PROFESSIONNEL	662 600,00		662 600,00
933	CULTURE	1 027 124,00	6 024,00	1 033 148,00
934	SANTE ET ACTION SOCIALE	920 016,00		920 016,00
935	AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT	303 617,00		303 617,00
940	IMPOSITION DIRECTE	7 617 000,00		7 617 000,00
941	AUTRES IMPOTS ET TAXES	4 461 373,00	-35 003,00	4 426 370,00
942	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	12 155 904,00	-37 852,00	12 118 052,00
945	PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES	0,00	38 499,00	38 499,00
	Sous-total Recettes réelles	***27 520 513,00***	***-30 000,00***	***27 490 513,00***
946	TRANSFERT ENTRE SECTIONS	39 500,00	30 000,00	69 500,00
	Sous-total Recettes d'ordre	***39 500,00***	***30 000,00***	***69 500,00***
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	2 299 181,49		2 299 181,49
	TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**29 859 194,49**	**0,00**	**29 859 194,49**

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

SECTION D'INVESTISSEMENT					
	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**Budget Primitif**	**Reports**	**DM**	**Budget Total**
900	SERVICES GENERAUX	1 605 288,00	645 964,36	-15 000,00	2 236 252,36
901	SECURITE	149 657,00	52 645,22	6 500,00	208 802,22
902	ENSEIGNEMENT - FORMATION PRO	3 730 348,00	71 337,97		3 801 685,97
903	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS	3 886 289,00	2 361 717,25	-96 500,00	6 151 506,25
904	SANTE ET ACTION SOCIALE	79 500,00	2 557,54	65 000,00	147 057,54
905	AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT	2 200 063,00	475 758,30	-42 000,00	2 633 821,30
908	TRANSPORTS	30 000,00	1 110,00	-8 000,00	23 110,00
	Sous-total Dépenses réelles	***11 681 145,00***	***3 611 090,64***	***-90 000,00***	***15 202 235,64***
925	OPERATIONS PATRIMONIALES	145 000,00		60 000,00	205 000,00
926	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	39 500,00		30 000,00	69 500,00
	Sous-total Dépenses d'ordre	***184 500,00***	***0,00***	***90 000,00***	***274 500,00***
001	RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE	3 745 251,70			3 745 251,70
	TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**15 610 896,70**	**3 611 090,64**	**0,00**	**19 221 987,34**

	RECETTES D'INVESTISSEMENT	**Budget Primitif**	**Reports**	**DM**	**Budget Total**
900	SERVICES GENERAUX	44 607,00		45 292,00	89 899,00
901	SECURITE	67 898,00			67 898,00
902	ENSEIGNEMENT - FORMATION PRO	2 329 854,00			2 329 854,00
903	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS	2 361 652,00		-470 480,00	1 891 172,00
905	AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT	65 551,00			65 551,00
922	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	9 030 342,34			9 030 342,34
954	PRODUITS DES CESSIONS	115 000,00		665 188,00	780 188,00
	Sous-total Recettes réelles	***14 014 904,34***		***240 000,00***	***14 254 904,34***
925	OPERATIONS PATRIMONIALES	145 000,00		60 000,00	205 000,00
926	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	750 000,00			750 000,00
951	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	4 312 083,00		-300 000,00	4 012 083,00
	Sous-total Recettes d'ordre	***5 207 083,00***		***-240 000,00***	***4 967 083,00***
	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	**19 221 987,34**		**0,00**	**19 221 987,34**

Cette délibération est adoptée avec 32 ***voix pour,*** 3 ***conseillers ayant voté contre*** (Mmes SCAVENNEC, EL IDRISSI et M. BOUTTIER)
et 0 ***s'étant abstenus***

Le/La secrétaire de séance

MAIRIE DE MONS-EN-BAROEUL — NORD

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et en susdits,
Pour extrait conforme,
La Maire,

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le 16/10/2026
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE MONS EN BAROEUL

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus

Numéro SIRET : 21590410300011

Poste comptable : VILLENEUVE D'ASCQ

Décision modificative 1
Voté par fonction

relatif à l'exercice 2026

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL VILLE

Instruction budgétaire et comptable M.57
applicable aux collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 6
B - Modalités de vote 7
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats Sans Objet
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses Sans Objet
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes Sans Objet

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Vote et reports 8
A2 - Vue d'ensemble - Ventilation des opérations réelles et d'ordre 10
B1 - Présentation des AP votées Sans Objet
B2 - Présentation des AE votées Sans Objet
C - Récapitulation par groupes fonctionnels 11
D1 - Equilibre financier du budget - Investissement 17
D2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 19
E1 - Balance générale - Dépenses 21
E2 - Balance générale - Recettes 23

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 25
A.900 - Services généraux 29
A.900-5 - Gestion des fonds européens 32
A.901 - Sécurité 33
A.902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 34
A.903 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 37
A.904 - Santé et action sociale (hors RSA) 40
A.904-4 - RSA 43
A.905 - Aménagement des territoires et habitat 44
A.906 - Action économique 47
A.907 - Environnement 49
A.908 - Transports 52
A.921 - Taxes non affectées 56
A.922 - Dotations et participations 57
A.923 - Dettes et autres opérations financières 58
A.925 - Opérations patrimoniales 59
A.926 - Transferts entre les sections 60
A.95 - Chapitres de prévision sans réalisation 62
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 63
B.930 - Services généraux 67
B.930-5 - Gestion des fonds européens 70
B.931 - Sécurité 71

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

B.932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage
B.933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs
B.934 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/régularisation de RMI) 78
B.934-3 - APA 81
B.934-4 - RSA/Régularisation de RMI 82
B.935 - Aménagement des territoires et habitat 83
B.936 - Action économique 86
B.937 - Environnement 88
B.938 - Transports 91
B.940 - Impositions directes 95
B.941 - Autres impôts et taxes 96
B.942 - Dotations et participations 97
B.943 - Opérations financières 98
B.944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus 99
B.945 - Provisions et autres opérations mixtes 100
B.946 - Transferts entre les sections 101
B.947 - Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement 102
B.95 - Chapitres de prévision sans réalisation 103

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 104
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 108
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 111
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 112
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 113
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 116
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 119
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 122
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 123
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 126
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 128
A1.908 - Fonction 8 - Transports 131
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 135
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 138
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 144
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 145
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 146
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 150
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 156
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 159
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 160
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 161

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

A2.936 - Fonction 6 - Action économique
A2.937 - Fonction 7 - Environnement
A2.938 - Fonction 8 - Transports 169

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers Sans Objet
B6 - Prêts Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus Sans Objet
B8 - Subventions versées Sans Objet
B9 - Etat du personnel Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire Sans Objet
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses Sans Objet
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes Sans Objet

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)

D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 173

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

les chapitres des groupes 90 et 93 ne comprennent pas les opérations non ventilables de la rubrique 01 ;

les chapitres des groupes 92, 94 et 95 constituent les éléments de la rubrique 01 – opérations non ventilables ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	21153

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	54321.00

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1173.28
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1303.98
3	Dépenses d'équipement brut / population	725.85
4	Encours de dette / population (2) (3)	0.00
5	DGF / population	515.53
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	62.07
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	89.98
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	55.66
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	0.00
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	10.02

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I

B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement.

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°… du ...

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS

II
A1

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	0,00	0,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	0,00	0,00

TOTAL DU BUDGET (5)	0,00	0,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3)Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.
(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VENTILATION DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE

II
A2

VENTILATION DES OPÉRATIONS RÉELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES (1)	ORDRE	TOTAL	REELLES (1)	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	-90 000,00	90 000,00	0,00	240 000,00	-240 000,00	0,00
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	300 000,00	-300 000,00	0,00	-30 000,00	30 000,00	0,00
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	210 000,00	-210 000,00	0,00	210 000,00	-210 000,00	0,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS

II
C

SECTION	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + VOTE)
AP VOTEES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dont dépenses imprévues (950)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**
AE VOTEES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dont dépenses imprévues (952)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**19 221 987,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
90 Opérations ventilées	15 292 235,64	0,00	-90 000,00	-90 000,00	-90 000,00
- en AP/CP (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AP/CP (2)	15 292 235,64	0,00	-90 000,00	-90 000,00	-90 000,00
Dont opérations pour comptes de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	184 500,00	0,00	90 000,00	90 000,00	90 000,00
001 Solde exécution invest. reporté	3 745 251,70		0,00	0,00	0,00
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**19 221 987,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
90 Opérations ventilées	4 869 562,00	0,00	-425 188,00	-425 188,00	-425 188,00
- Recettes affectées	4 869 562,00	0,00	-425 188,00	-425 188,00	-425 188,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	2 569 000,00	0,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00
954 Produit des cessions d'immobilisations	115 000,00	0,00	665 188,00	665 188,00	665 188,00
951 Virement de la section de fonctionnement	*4 312 083,00*		*-300 000,00*	*-300 000,00*	*-300 000,00*
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	7 356 342,34		0,00	0,00	0,00
001 Solde exécution invest. reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**29 859 194,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
93 Services ventilés	24 796 111,49	0,00	296 000,00	296 000,00	296 000,00
- en AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AE/CP	24 796 111,49	0,00	296 000,00	296 000,00	296 000,00
94 Services communs non ventilés	751 000,00	0,00	4 000,00	4 000,00	4 000,00
953 Virement à la section d'investissement	*4 312 083,00*		*-300 000,00*	*-300 000,00*	*-300 000,00*
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**29 859 194,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
93 Services ventilés	3 286 236,00	0,00	4 356,00	4 356,00	4 356,00
94 Services communs non ventilés	24 273 777,00	0,00	-4 356,00	-4 356,00	-4 356,00

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

SECTION	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles	Vote de [illegible]	TOTAL (RAR N-1 + VOTE)
002 Résultat de fonctionnement reporté	2 299 181,49		0,00	0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 1) — C

SECTION	DONT Fonction 0 Services généraux (hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
AP VOTEES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dont dépenses imprévues (950)						
AE VOTEES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dont dépenses imprévues (952)						
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**-15 000,00**	**0,00**	**6 500,00**	**0,00**	**-96 500,00**	**65 000,00**
90 Opérations ventilées	-15 000,00	0,00	6 500,00	0,00	-96 500,00	65 000,00
- en AP/CP (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AP/CP (2)	-15 000,00	0,00	6 500,00	0,00	-96 500,00	65 000,00
Dont opérations pour comptes de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées						
001 Solde exécution invest. reporté						
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**45 292,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-470 480,00**	**0,00**
90 Opérations ventilées	45 292,00	0,00	0,00	0,00	-470 480,00	0,00
- Recettes affectées	45 292,00	0,00	0,00	0,00	-470 480,00	0,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	60 000,00					
954 Produit des cessions d'immobilisations						
951 Virement de la section de fonctionnement						

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

SECTION	DONT Fonction 0 Services généraux (hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés						
001 Solde exécution invest. reporté						
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**174 188,00**	**0,00**	**22 484,00**	**-304 845,00**	**878 661,00**	**-553 434,00**
93 Services ventilés	174 188,00	0,00	22 484,00	-304 845,00	878 661,00	-553 434,00
- en AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AE/CP	174 188,00	0,00	22 484,00	-304 845,00	878 661,00	-553 434,00
94 Services communs non ventilés						
953 Virement à la section d'investissement						
002 Résultat de fonctionnement reporté						
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**-1 668,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 024,00**	**0,00**
93 Services ventilés	-1 668,00	0,00	0,00	0,00	6 024,00	0,00
94 Services communs non ventilés						
002 Résultat de fonctionnement reporté						

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport aubudget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 2) — C

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
AP VOTEES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
Dont dépenses imprévues (950)							
AE VOTEES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
Dont dépenses imprévues (952)							
DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**-42 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-8 000,00**	
90 Opérations ventilées		0,00	-42 000,00	0,00	0,00	-8 000,00	
- en AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- hors AP/CP (2)		0,00	-42 000,00	0,00	0,00	-8 000,00	
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées							
001 Solde exécution invest. reporté							
RECETTES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- Recettes affectées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)							
954 Produit des cessions d'immobilisations							
951 Virement de la section de fonctionnement							
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés							
001 Solde exécution invest. reporté							
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**	**-7 639,00**	**0,00**	**86 585,00**	**0,00**	
93 Services ventilés (dont APA et RSA)	0,00	0,00	-7 639,00	0,00	86 585,00	0,00	

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
- en AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- hors AE/CP	0,00	0,00	-7 639,00	0,00	86 585,00	0,00	
94 Services communs non ventilés							
953 Virement à la section d'investissement							
002 Résultat de fonctionnement reporté							
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
93 Services ventilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
94 Services communs non ventilés							
002 Résultat de fonctionnement reporté							

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport aubudget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – INVESTISSEMENT — D1

OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
90 Opérations ventilées	**-90 000,00**	**-425 188,00**
900 Services généraux	-15 000,00	45 292,00
900-5 Gestion des fonds européens	0,00	0,00
901 Sécurité	6 500,00	0,00
902 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00
903 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	-96 500,00	-470 480,00
904 Santé et action sociale (hors RSA)	65 000,00	0,00
904-4 RSA	0,00	0,00
905 Aménagement des territoires et habitat	-42 000,00	0,00
906 Action économique	0,00	0,00
907 Environnement	0,00	0,00
908 Transports	-8 000,00	0,00
909 Fonction en réserve		
92 Opérations non ventilées	**0,00**	**0,00**
921 Taxes non affectées	0,00	0,00
922 Dotations et participations (sauf affectations au R1068)	0,00	0,00
923 Dettes et autres opérations financières	0,00	0,00
95 Chapitres de prévision sans réalisation		**665 188,00**
954 Produit des cessions d'immobilisations		665 188,00
TOTAL	I **-90 000,00**	II **240 000,00**

OPERATIONS D'ORDRE

925 Opérations patrimoniales	60 000,00	60 000,00
926 Transferts entre les sections (2)	*30 000,00*	*0,00*
951 Virement de la section de fonctionnement		*-300 000,00*
TOTAL	III **90 000,00**	IV **-240 000,00**

AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE = R(926 + 951) - D926 :…….	**-330 000,00**

001 Solde exécution invest. reporté (3)	V	0,00	VI	0,00
922 – 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés			VII	0,00

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	**0,00**	II + IV + VI + VII	0,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – FONCTIONNEMENT — D2

OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
93 Services ventilés	**296 000,00**	**4 356,00**
930 Services généraux	174 188,00	-1 668,00
930-5 Gestion des fonds européens	0,00	0,00
931 Sécurité	22 484,00	0,00
932 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	-304 845,00	0,00
933 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	878 661,00	6 024,00
934 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)	-553 434,00	0,00
934-3 APA	0,00	0,00
934-4 RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00
935 Aménagement des territoires et habitat	-7 639,00	0,00
936 Action économique	0,00	0,00
937 Environnement	86 585,00	0,00
938 Transports	0,00	0,00
939 Fonction en réserve		
94 Services communs non ventilés	**4 000,00**	**-34 356,00**
940 Impositions directes	0,00	0,00
941 Autres impôts et taxes	0,00	-35 003,00
942 Dotations et participations	0,00	-37 852,00
943 Opérations financières	0,00	0,00
944 Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00
945 Provisions et autres opérations mixtes (2)	4 000,00	38 499,00
TOTAL	I **300 000,00**	II **-30 000,00**

OPERATIONS D'ORDRE

946 Transferts entre les sections (2)	*0,00*	*30 000,00*
947 Transferts à l'intérieur de la section	*0,00*	*0,00*
953 Virement à la section d'investissement	*-300 000,00*	
TOTAL	III **-300 000,00**	IV **30 000,00**

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D(946 + 953) - R946 :…… -330 000,00

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

002 Résultat de fonctionnement reporté	V	0,00	VI	
TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	**0,00**	II + IV + VI	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Les comptes 68 et 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE – DEPENSES

II
E1

	INVESTISSEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses d'investissement – Total		**19 221 987,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**15 292 235,64**	**0,00**	**-90 000,00**	**-90 000,00**	**-90 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	8 167,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018)	459 798,88	0,00	-10 000,00	-10 000,00	-10 000,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf 018)	7 900 242,24	0,00	-80 000,00	-80 000,00	-80 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324 et 018)	6 924 027,52	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitre d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		***184 500,00***		***90 000,00***	***90 000,00***	***90 000,00***
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3)*	*39 500,00*		*30 000,00*	*30 000,00*	*30 000,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*145 000,00*		*60 000,00*	*60 000,00*	*60 000,00*
001	Solde exécution invest. reporté	3 745 251,70			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(4) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE – DEPENSES

II

E1

	FONCTIONNEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses de fonctionnement – Total		**29 859 194,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**24 797 111,49**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**	**300 000,00**
011	Charges à caractère général (hors 016 et 017)	6 324 821,00	0,00	126 613,00	126 613,00	126 613,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (hors 016 et 017)	15 368 788,49	0,00	144 000,00	144 000,00	144 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586, 016 et 017)	3 099 802,00	0,00	25 387,00	25 387,00	25 387,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (hors 016 et 017)	2 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (hors 016 et 017)	1 000,00		4 000,00	4 000,00	4 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		***5 062 083,00***		***-300 000,00***	***-300 000,00***	***-300 000,00***
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3)*	*750 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
023	*Virement à la section d'investissement*	*4 312 083,00*		*-300 000,00*	*-300 000,00*	*-300 000,00*
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE – RECETTES

II
E2

	INVESTISSEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Recettes d'investissement – Total		**19 221 987,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**6 658 562,00**	**0,00**	**240 000,00**	**240 000,00**	**240 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 672 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	4 870 562,00	0,00	-425 188,00	-425 188,00	-425 188,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018) (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324et 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	115 000,00	0,00	665 188,00	665 188,00	665 188,00
Sous total des opérations d'ordre		***5 207 083,00***		***-240 000,00***	***-240 000,00***	***-240 000,00***
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*750 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*145 000,00*		*60 000,00*	*60 000,00*	*60 000,00*
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*4 312 083,00*		*-300 000,00*	*-300 000,00*	*-300 000,00*
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	7 356 342,34		0,00	0,00	0,00
001	Solde exécution invest. reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Exceptionnellement, les chapitres 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE – RECETTES

II
E2

	FONCTIONNEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Recettes de fonctionnement – Total		**29 859 194,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**27 520 513,00**	**0,00**	**-30 000,00**	**-30 000,00**	**-30 000,00**
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 463 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 836 230,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	8 444 120,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (sauf 016 et 017)	14 357 750,00	0,00	-68 499,00	-68 499,00	-68 499,00
75	Autres produits de gestion courante (sauf 016 et 017)	403 913,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (sauf 016 et 017)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (sauf 016 et 017)	0,00		38 499,00	38 499,00	38 499,00
013	Atténuations de charges (sauf 016 et 017)	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		***39 500,00***		***30 000,00***	***30 000,00***	***30 000,00***
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3)*	*39 500,00*		*30 000,00*	*30 000,00*	*30 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
002	Résultat de fonctionnement reporté	2 299 181,49		0,00	0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
90	**Opérations ventilées**	**15 292 235,64**	**0,00**	**0,00**	**-90 000,00**	**-90 000,00**	**0,00**	**-90 000,00**	**-90 000,00**
900	Services généraux	2 251 252,36	0,00	0,00	-15 000,00	-15 000,00	0,00	-15 000,00	-15 000,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	202 302,22	0,00	0,00	6 500,00	6 500,00	0,00	6 500,00	6 500,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 801 685,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	6 248 006,25	0,00	0,00	-96 500,00	-96 500,00	0,00	-96 500,00	-96 500,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	82 057,54	0,00	0,00	65 000,00	65 000,00	0,00	65 000,00	65 000,00
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	2 675 821,30	0,00	0,00	-42 000,00	-42 000,00	0,00	-42 000,00	-42 000,00
906	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
907	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	31 110,00	0,00	0,00	-8 000,00	-8 000,00	0,00	-8 000,00	-8 000,00
909	Fonction en réserve								
92	**Opérations non ventilées**	**184 500,00**	**0,00**		**90 000,00**	**90 000,00**		**90 000,00**	**90 000,00**
921	Taxes non affectées	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
922	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
925	*Opérations patrimoniales*	*145 000,00*			*60 000,00*	*60 000,00*		*60 000,00*	*60 000,00*
926	*Transferts entre les sections*	*39 500,00*			*30 000,00*	*30 000,00*		*30 000,00*	*30 000,00*
95	***Chapitre de prévision sans réalisation***			**0,00**					
950	Dépenses imprévues			0,00					
TOTAL des groupes fonctionnels		**15 476 735,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (5)	**0,00**

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II

TOTAL	**0,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
90	**Opérations ventilées**	**4 869 562,00**	**0,00**	**-425 188,00**	**-425 188,00**	**-425 188,00**
900	Services généraux	44 607,00	0,00	45 292,00	45 292,00	45 292,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	67 898,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	2 329 854,00	0,00	0,00	0,00	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	2 361 652,00	0,00	-470 480,00	-470 480,00	-470 480,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	65 551,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
907	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Fonction en réserve					
92	**Opérations non ventilées**	**2 569 000,00**	**0,00**	**60 000,00**	**60 000,00**	**60 000,00**
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
922	Dotations et participations (sauf R922 - 1068)	1 674 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
925	*Opérations patrimoniales*	*145 000,00*		*60 000,00*	*60 000,00*	*60 000,00*
926	*Transferts entre les sections (4)*	*750 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
95	**Chapitre de prévision sans réalisation**	**4 427 083,00**	**0,00**	**365 188,00**	**365 188,00**	**365 188,00**
951	*Virement de la section de fonctionnement*	*4 312 083,00*		*-300 000,00*	*-300 000,00*	*-300 000,00*
954	Produit des cessions d'immobilisations	115 000,00	0,00	665 188,00	665 188,00	665 188,00
TOTAL des groupes fonctionnels		**11 865 645,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (5)	**0,00**

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (6)	**0,00**

TOTAL	**0,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée des résultats au budget primitif.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

(6) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 900

CHAPITRE 900 – Services généraux | **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-02 Administration générale				
	90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
Budget de l'exercice (2)	**2 218 450,06**	**0,00**	**32 802,30**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**-15 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**-15 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	-15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00
Budget de l'exercice (2)	**44 607,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**45 292,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**45 292,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	45 292,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00		0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 900

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 1)

Libellé	90-03 Conseils						
	90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
				90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 900

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 2)

Libellé	90-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
	90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-045 Actions internationales	90-048 Autres actions	
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 251 252,36**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-15 000,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-15 000,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**-15 000,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 607,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**45 292,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**45 292,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 292,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 900-5

CHAPITRE 900-5 – Gestion des fonds européens | **AP (1) =** **0,00**

Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			90-0580 FEADER	90-0581 FEAMP	
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 901

CHAPITRE 901 – Sécurité | **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**202 302,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**202 302,22**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**6 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 500,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**6 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 500,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	6 500,00	0,00	0,00	0,00	**6 500,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**67 898,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**67 898,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 902

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage | **AP (1) =** **0,00**

Libellé	90-20 Services communs	90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré			90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires
	90-201 Services communs	90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés		
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 733 759,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 329 854,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III
A 902

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	90-25 Formation professionnelle												
	90-251 Insertion sociale et professionnelle	90-252 Formation professionnalisante personnes	90-253 Formation certifiante des personnes	90-254 Formation des actifs occupés	90-255 Rémunération des stagiaires	90-256 CNFPT - Formation des actifs occupés					90-257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		90-258 Autres
						90-2561 Missions statutaires et règlementaires	90-2562 Développement des compétences	90-2563 Évolution et transition professionnelle	90-2564 Organisation des activités pédagogiques	90-2565 Autres	90-2571 Concours	90-2572 Missions administratives	
DEPENSES D'EQUIPEMENT													
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS													
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III
A 902

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**67 926,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 801 685,97**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 329 854,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | **AP (1) =** 0,00

Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
		90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**16 687,00**	**0,00**	**18 391,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**56 421,45**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Libellé	90-32 Sports (autres que scolaires)								
	90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives	90-327		
							90-3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	90-3272 Soutien aux clubs amateurs	90-3273 Autre soutien aux sportifs
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**114 062,92**	**0,00**	**5 460 734,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**-46 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**-46 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	-46 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**18 639,00**	**0,00**	**2 343 013,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-470 480,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-470 480,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	-470 480,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**42 995,31**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**538 713,44**	**0,00**	**6 248 006,25**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-50 000,00**	**0,00**	**-96 500,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-50 000,00**	**0,00**	**-96 500,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	-50 000,00	0,00	**-96 500,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 361 652,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-470 480,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-470 480,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-470 480,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) | **AP (1) =** **0,00**

Libellé	90-41 Santé					
	90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	90-418 Autres actions
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Libellé	90-42 Action sociale							
	90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance		
		90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4222 Multi accueil	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**25 000,00**	**0,00**	**0,00**	**57 057,54**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**37 500,00**	**0,00**	**0,00**	**27 500,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**37 500,00**	**0,00**	**0,00**	**27 500,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	37 500,00	0,00	0,00	27 500,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III
A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Libellé	90-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
	90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées	90-428 Autres interventions sociales	
	90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**82 057,54**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**65 000,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**65 000,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**65 000,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 904-4

CHAPITRE 904-4 – RSA **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat — **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
		90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**240 848,92**	**278 200,00**	**0,00**	**0,00**	**205 108,66**	**1 951 663,72**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 000,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 000,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	-50 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**65 551,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)				
				90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 675 821,30**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-42 000,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-42 000,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-42 000,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**65 551,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 906

CHAPITRE 906 – Action économique | **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles				
				90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
				90-6311 Laboratoire	90-6312 Marchés alimentaires	90-6318 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 906

CHAPITRE 906 –Action économique (suite)

Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 907

CHAPITRE 907 – Environnement | **AP (1) =** **0,00**

Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine					
			90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
				90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 907

CHAPITRE 907 – Environnement (suite 1)

Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
	90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 907

CHAPITRE 907 – Environnement (suite 2)

Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 908

CHAPITRE 908 – Transports | **AP (1) =** **0,00**

Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
			90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 1)

Libellé	90-83 Transports de marchandises						
	90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

CHAPITRE 908 – Transports (suite 2)

Libellé		90-84 Voirie							
	90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-848 Parkings	90-849 Sécurité routière
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 110,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-8 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-8 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**-8 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 3)

Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 110,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-8 000,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-8 000,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-8 000,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES
Détail par articles

A 921

CHAPITRE 921 – Taxes non affectées

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES
Détail par articles

A 922

CHAPITRE 922 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES (5)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**9 030 342,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 030 342,34**
10222	FCTVA	1 670 000,00	0,00	0,00	0,00	1 670 000,00
10226	Taxe d'aménagement	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	7 356 342,34	0,00	0,00	0,00	7 356 342,34
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(5) Reversement de dotations (trop perçu).

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES
Détail par articles

A 923

CHAPITRE 923 – Dettes et autres opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES
Détail par articles

A 925

CHAPITRE 925 – Opérations patrimoniales

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	***145 000,00***	***60 000,00***	***60 000,00***
21311	*Bâtiments administratifs*	*15 000,00*	*0,00*	*0,00*
21312	*Bâtiments scolaires*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*120 000,00*	*60 000,00*	*60 000,00*
	RECETTES (3)	***145 000,00***	***60 000,00***	***60 000,00***
2031	*Frais d'études*	*25 000,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*120 000,00*	*60 000,00*	*60 000,00*

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES
Détail par articles

A 926

CHAPITRE 926 – Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES DE L'EXERCICE (3)	**39 500,00**	**30 000,00**	**30 000,00**
	Reprises sur autofinancement	**4 500,00**	**30 000,00**	**30 000,00**
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	1 000,00	22 900,00	22 900,00
139151	*Subv. transf. GFP de rattachement*	0,00	6 000,00	6 000,00
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	3 500,00	1 100,00	1 100,00
	Charges transférées	**35 000,00**	**0,00**	**0,00**
21312	*Bâtiments scolaires*	5 000,00	0,00	0,00
21318	*Autres bâtiments publics*	30 000,00	0,00	0,00
	RECETTES DE L'EXERCICE (4) (5)	**750 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Amortissement des immobilisations	**750 000,00**	**0,00**	**0,00**
28031	*Frais d'études*	2 000,00	0,00	0,00
28033	*Frais d'insertion*	2 900,00	0,00	0,00
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	2 900,00	0,00	0,00
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	40 000,00	0,00	0,00
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	46 000,00	0,00	0,00
28128	*Autres aménagements de terrains*	4 000,00	0,00	0,00
281318	*Autres bâtiments publics*	20 000,00	0,00	0,00
28138	*Autres constructions*	60 000,00	0,00	0,00
28152	*Installations de voirie*	4 200,00	0,00	0,00
281534	*Réseaux d'électrification*	5 600,00	0,00	0,00
281578	*Autre matériel technique*	2 000,00	0,00	0,00
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	200 000,00	0,00	0,00
281828	*Autres matériels de transport*	75 000,00	0,00	0,00
281831	*Matériel informatique scolaire*	14 000,00	0,00	0,00
281838	*Autre matériel informatique*	80 000,00	0,00	0,00
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	7 000,00	0,00	0,00
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	30 333,00	0,00	0,00
28185	*Matériel de téléphonie*	5 700,00	0,00	0,00
28188	*Autres immo. corporelles*	148 367,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	Autres	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnement.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISIONS SANS REALISATION	A 95

95 – Chapitre de prévision sans réalisation

Chapitre	Libellé	Budget de l'exercice (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AP lors de la séance budgétaire
	DEPENSES				**0,00**
950	Dépenses imprévues				0,00
	RECETTES	**4 427 083,00**	**365 188,00**	**365 188,00**	
951	*Virement de la section de fonctionnement*	*4 312 083,00*	*-300 000,00*	*-300 000,00*	
954	Produit des cessions d'immobilisations	115 000,00	665 188,00	665 188,00	

(1) Le contenu de la colonne « Budget de l'exercice » est défini dans l'état I-B.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4)	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
93	**Services ventilés**	**24 796 111,49**	**0,00**	**0,00**	**296 000,00**	**296 000,00**	**0,00**	**296 000,00**	**296 000,00**
930	Services généraux	5 776 885,49	0,00	0,00	174 188,00	174 188,00	0,00	174 188,00	174 188,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931	Sécurité	1 147 387,00	0,00	0,00	22 484,00	22 484,00	0,00	22 484,00	22 484,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	5 806 913,00	0,00	0,00	-304 845,00	-304 845,00	0,00	-304 845,00	-304 845,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	5 124 911,00	0,00	0,00	878 661,00	878 661,00	0,00	878 661,00	878 661,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	3 819 611,00	0,00	0,00	-553 434,00	-553 434,00	0,00	-553 434,00	-553 434,00
934-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	2 728 114,00	0,00	0,00	-7 639,00	-7 639,00	0,00	-7 639,00	-7 639,00
936	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937	Environnement	392 290,00	0,00	0,00	86 585,00	86 585,00	0,00	86 585,00	86 585,00
938	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939	Fonction en réserve								
94	**Services communs non ventilés**	**751 000,00**	**0,00**		**4 000,00**	**4 000,00**		**4 000,00**	**4 000,00**
940	Impositions directes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
943	Opérations financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (5)	1 000,00			4 000,00	4 000,00		4 000,00	4 000,00
946	*Transferts entre les sections (5)*	*750 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
947	*Transferts à l'intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
95	**Chapitre de prévision sans réalisation**	**4 312 083,00**		**0,00**	**-300 000,00**	**-300 000,00**		**-300 000,00**	**-300 000,00**
952	Dépenses imprévues			0,00					
953	*Virement à la section d'investissement*	*4 312 083,00*			*-300 000,00*	*-300 000,00*		*-300 000,00*	*-300 000,00*
TOTAL des groupes fonctionnels		**29 859 194,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (6)	0,00

TOTAL	**0,00**

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Les comptes 68 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(6) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
93	**Services ventilés**	**3 286 236,00**	**0,00**	**4 356,00**	**4 356,00**	**4 356,00**
930	Services généraux	338 802,00	0,00	-1 668,00	-1 668,00	-1 668,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931	Sécurité	34 077,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	662 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	1 027 124,00	0,00	6 024,00	6 024,00	6 024,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	920 016,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	303 617,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939	Fonction en réserve					
94	**Services communs non ventilés**	**24 273 777,00**	**0,00**	**-4 356,00**	**-4 356,00**	**-4 356,00**
940	Impositions directes	7 617 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	4 461 373,00	0,00	-35 003,00	-35 003,00	-35 003,00
942	Dotations et participations	12 155 904,00	0,00	-37 852,00	-37 852,00	-37 852,00
943	Opérations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (4)	0,00		38 499,00	38 499,00	38 499,00
946	*Transferts entre les sections (4)*	*39 500,00*		*30 000,00*	*30 000,00*	*30 000,00*
947	*Transferts à l'intérieur de la section*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL des groupes fonctionnels		**27 560 013,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (5)	**0,00**

TOTAL	**0,00**

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

(4) Les comptes 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.
(5) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-02 Administration générale				
	93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**5 344 585,49**	**0,00**	**18 335,00**	**28 415,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**165 073,00**	**0,00**	**-85,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**165 073,00**	**0,00**	**-85,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00		0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	165 073,00	0,00	-85,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**256 620,00**	**0,00**	**45 000,00**	**37 182,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-1 668,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-1 668,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 1)

Libellé	93-03 Conseils						
	93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
				93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**385 550,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**9 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**9 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	9 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.
(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 2)

Libellé		93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-045 Actions internationales	93-048 Autres actions	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 776 885,49**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**174 188,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**174 188,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**174 188,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**338 802,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-1 668,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-1 668,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.
(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 930-5

CHAPITRE 930-5 – Gestion des fonds européens | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			93-0580 FEADER	93-0581 FEAMP	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 931

CHAPITRE 931 – Sécurité | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**1 147 387,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 147 387,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**22 484,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 484,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**22 484,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 484,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	22 484,00	0,00	0,00	0,00	**22 484,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**34 077,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 077,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.
(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 932

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage — **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-20 Services communs	93-21 Enseignement du premier degré			93-22 Enseignement du second degré			93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires
	93-201 Services communs	93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**184 365,00**	**0,00**	**0,00**	**3 299 103,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**120 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-917 635,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**120 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-917 635,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	120 000,00	0,00	0,00	-917 635,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	93-25 Formation professionnelle												
	93-251 Insertion sociale et professionnelle	93-252 Formation professionnalisante personnes	93-253 Formation certifiante des personnes	93-254 Formation des actifs occupés	93-255 Rémunération des stagiaires	93-256 CNFPT - Formation des actifs occupés					93-257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		93-258 Autres
						93-2561 Missions statutaires et règlementaires	93-2562 Développement des compétences	93-2563 Évolution et transition professionnelle	93-2564 Organisation des activités pédagogiques	93-2565 Autres	93-2571 Concours	93-2572 Missions administratives	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT													
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT													
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.
(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III
B 932

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**2 213 950,00**	**0,00**	**0,00**	**109 495,00**	**0,00**	**0,00**	**5 806 913,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**508 155,00**	**0,00**	**0,00**	**-15 365,00**	**0,00**	**0,00**	**-304 845,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**508 155,00**	**0,00**	**0,00**	**-15 365,00**	**0,00**	**0,00**	**-304 845,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	508 155,00	0,00	0,00	-15 365,00	0,00	**0,00**	**-304 845,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**640 000,00**	**0,00**	**0,00**	**10 100,00**	**0,00**	**0,00**	**662 600,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.
(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 933

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
		93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**1 057 771,00**	**0,00**	**468 550,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**663 286,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**3 974,00**	**0,00**	**-2 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 800,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**3 974,00**	**0,00**	**-2 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 800,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	3 974,00	0,00	-2 300,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**50 000,00**	**141 524,00**	**0,00**	**3 100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**55 000,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**6 024,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**6 024,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.
(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 933

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Libellé	93-32 Sports (autres que scolaires)								
	93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives	93-327 Soutien aux sportifs		
							93-3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	93-3272 Soutien aux clubs amateurs	93-3273 Autre soutien aux sportifs
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**937 055,00**	**0,00**	**671 885,00**	**2 500,00**	**0,00**	**307 000,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**39 500,00**	**0,00**	**-16 313,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**39 500,00**	**0,00**	**-16 313,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	39 500,00	0,00	-16 313,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**15 000,00**	**0,00**	**324 000,00**	**0,00**	**25 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.
(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**550 844,00**	**0,00**	**466 020,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 124 911,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**930 785,00**	**0,00**	**-78 785,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**878 661,00**
Vote de l'assemblée (3)	**930 785,00**	**0,00**	**-78 785,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**878 661,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	930 785,00	0,00	-78 785,00	0,00	0,00	0,00	**878 661,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**390 500,00**	**0,00**	**23 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 027 124,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 024,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 024,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.
(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-41 Santé					
	93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	93-418 Autres actions
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**1 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.
(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite 1)

Libellé	93-42 Action sociale							
	93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
		93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**82 305,00**	**0,00**	**0,00**	**1 404 421,00**	**515 870,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**118 176,00**	**0,00**	**0,00**	**-352 400,00**	**-145 400,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**118 176,00**	**0,00**	**0,00**	**-352 400,00**	**-145 400,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	118 176,00	0,00	0,00	-352 400,00	-145 400,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**29 403,00**	**0,00**	**0,00**	**890 613,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.
(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite 2)

Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
	93-423 Famille et enfance			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
	93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**317 015,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 819 611,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**-173 810,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-553 434,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**-173 810,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-553 434,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	-173 810,00	0,00	0,00	0,00	**-553 434,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**920 016,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.
(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 934-3

CHAPITRE 934-3 – APA | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.
(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 934-4

CHAPITRE 934-4 – RSA / Régularisations de RMI | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.
(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat | **AE (1) =** **0,00**

Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
		93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**151 955,00**	**0,00**	**1 704 890,00**	**226 500,00**	**0,00**	**0,00**	**160 085,00**	**283 254,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**-17 500,00**	**0,00**	**4 500,00**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 361,00**	**-10 000,00**
Vote de l'assemblée (3)	**-17 500,00**	**0,00**	**4 500,00**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 361,00**	**-10 000,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	-17 500,00	0,00	4 500,00	10 000,00	0,00	0,00	5 361,00	-10 000,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**155 000,00**	**148 617,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)				
				93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage	93-555 Logement social
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**201 430,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.
(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 728 114,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-7 639,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-7 639,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-7 639,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**303 617,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.
(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 936

CHAPITRE 936 – Action économique | **AE (1) =** **0,00**

Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63 Actions sectorielles				
				93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
				93-6311 Laboratoire	93-6312 Marchés alimentaires	93-6318 Autres		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

CHAPITRE 936 –Action économique (suite)

Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.
(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 937

CHAPITRE 937 – Environnement | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72 Actions déchets et propreté urbaine					
			93-720 Services communs collecte et propreté	93-721 Collecte et traitement des déchets			93-722 Propreté urbaine	
				93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**392 290,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**86 585,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**86 585,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 585,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.
(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 937

CHAPITRE 937 – Environnement (suite 1)

Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
	93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 937

CHAPITRE 937 – Environnement (suite 2)

Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**392 290,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**86 585,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**86 585,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**86 585,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.
(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

B 938

Détail par articles

CHAPITRE 938 – Transports | **AE (1) =** **0,00**

Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
			93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

CHAPITRE 938 – Transports (suite 1)

Libellé	93-83 Transports de marchandises						
	93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.
(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 938

CHAPITRE 938 – Transports (suite 2)

Libellé		93-84 Voirie							
	93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-848 Parkings	93-849 Sécurité routière
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.
(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

CHAPITRE 938 – Transports (suite 3)

Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.
(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES
Détail par articles

B 940

CHAPITRE 940 – Impositions directes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**7 617 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 617 000,00**
73111	Impôts directs locaux	7 615 000,00	0,00	0,00	0,00	7 615 000,00
73118	Autres contributions directes	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES
Détail par articles

B 941

CHAPITRE 941 – Autres impôts et taxes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**4 461 373,00**	**0,00**	**-35 003,00**	**-35 003,00**	**4 426 370,00**
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	575 000,00	0,00	0,00	0,00	575 000,00
73132	Taxe sur les pylônes électriques	6 500,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00
73141	Accise sur l'électricité	220 000,00	0,00	0,00	0,00	220 000,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	24 000,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00
73211	Attribution de compensation	2 082 928,00	0,00	0,00	0,00	2 082 928,00
73212	Dotation de solidarité communautaire	432 645,00	0,00	0,00	0,00	432 645,00
732221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	320 000,00	0,00	0,00	0,00	320 000,00
7482	Compens. perte taxe add. droits enreg.	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	750 000,00	0,00	-35 003,00	-35 003,00	714 997,00
74836	Attrib. fonds départ. péréquat. de la TP	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES
Détail par articles

B 942

CHAPITRE 942 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**12 155 904,00**	**0,00**	**-37 852,00**	**-37 852,00**	**12 118 052,00**
73221	FNGIR	657,00	0,00	0,00	0,00	657,00
74111	Dotation forfaitaire des communes	3 426 752,00	0,00	14 524,00	14 524,00	3 441 276,00
741123	DSU des communes	6 960 000,00	0,00	115 300,00	115 300,00	7 075 300,00
741127	DNP des communes	493 399,00	0,00	-11 644,00	-11 644,00	481 755,00
744	FCTVA	0,00	0,00	26 503,00	26 503,00	26 503,00
748372	Dotation politique de la ville (DPV)	1 275 096,00	0,00	-182 535,00	-182 535,00	1 092 561,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES
Détail par articles

B 943

CHAPITRE 943 – Opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES (5)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES (6)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Pour information : détail du calcul des ICNE

Compte D66112 (5)	Montant des ICNE de l'exercice	0,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00
Compte R7622 (6)	Montant des ICNE de l'exercice	0,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES
Détail par articles

B 944

CHAPITRE 944 – Frais de fonctionnement des groupes d'élus

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES
Détail par articles

III
B 945

CHAPITRE 945 – Provisions et autres opérations mixtes (opérations semi-budgétaires)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)
	DEPENSES (4)	**1 000,00**	**4 000,00**	**4 000,00**
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	1 000,00	4 000,00	4 000,00
	RECETTES (4)	**0,00**	**38 499,00**	**38 499,00**
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0,00	38 499,00	38 499,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES
Détail par articles

B 946

CHAPITRE 946 – Transferts entre les sections
(A l'exclusion du virement à la section d'investissement)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)
	DEPENSES (4) (6)	**750 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Dot. aux amortissements et provisions	**750 000,00**	**0,00**	**0,00**
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	750 000,00	0,00	0,00
	Autres	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES (5) (6)	**39 500,00**	**30 000,00**	**30 000,00**
	Reprises sur autofinancement	**4 500,00**	**30 000,00**	**30 000,00**
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	4 500,00	30 000,00	30 000,00
	Transfert de charges	**35 000,00**	**0,00**	**0,00**
722	*Immobilisations corporelles*	35 000,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Egales aux recettes du chapitre 926 en investissement.
(5) Egales aux dépenses du chapitre 926 en investissement.
(6) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES
Détail par articles

III
B 947

CHAPITRE 947 – Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)
	DEPENSES (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Les dépenses sont égales aux recettes du chapitre.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATIONS	B 95

95 – Chapitre de prévision sans réalisation

Articles	Libellé	Budget de l'exercice (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AE lors de la séance budgétaire
	DEPENSES	**4 312 083,00**	**-300 000,00**	**-300 000,00**	**0,00**
952	Dépenses imprévues				0,00
953	*Virement à la section d'investissement*	*4 312 083,00*	*-300 000,00*	*-300 000,00*	

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A1

Chapitre nature	Libellé	0 Services généraux (hors Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**2 236 252,36**	**0,00**	**208 802,22**	**3 801 685,97**	**6 151 506,25**	**147 057,54**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	411 554,88	0,00	0,00	0,00	5 280,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	711 979,12	0,00	208 802,22	308 233,26	3 856 869,80	117 057,54	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	1 111 218,36	0,00	0,00	3 493 452,71	2 289 356,45	30 000,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**89 899,00**	**0,00**	**67 898,00**	**2 329 854,00**	**1 891 172,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

Chapitre nature	Libellé	0 Services généraux (hors Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	5 RSA
13	Subventions d'investissement	88 899,00	0,00	67 898,00	2 329 854,00	1 891 172,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**2 633 821,30**	**0,00**	**0,00**	**23 110,00**		**15 202 235,64**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	6 667,00	0,00	0,00	0,00		8 167,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	32 964,00	0,00	0,00	0,00		449 798,88
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	2 594 190,30	0,00	0,00	23 110,00		7 820 242,24
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		6 924 027,52
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**65 551,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**14 254 904,34**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		780 188,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		9 028 342,34
13	Subventions d'investissement	65 551,00	0,00	0,00	0,00		4 445 374,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		1 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	90-02 Administration générale				
		90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**2 203 450,06**	**0,00**	**32 802,30**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	278 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	123 776,88	0,00	9 178,00	0,00	0,00
213	Constructions	20 000,00	0,00	23 624,30	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	324 034,02	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	344 320,80	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	1 111 218,36	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**89 899,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	88 899,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-03 Conseils						
		90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
					90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-045 Actions internationales	90-048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 236 252,36**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	278 600,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	132 954,88
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 624,30
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	324 034,02
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	344 320,80
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 111 218,36
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**89 899,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 899,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				90-0580 FEADER	90-0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**208 802,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**208 802,22**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	196 892,22	0,00	0,00	0,00	196 892,22
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	11 910,00	0,00	0,00	0,00	11 910,00
RECETTES		**0,00**	**67 898,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**67 898,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	67 898,00	0,00	0,00	0,00	67 898,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	90-20 Services communs	90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré			90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires
		90-201 Services communs	90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 733 759,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	195 012,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	45 293,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	3 493 452,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 329 854,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	2 329 854,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-25 Formation professionnelle												
		90-251 Insertion sociale et professionnelle	90-252 Formation professionnalisante personnes	90-253 Formation certifiante des personnes	90-254 Formation des actifs occupés	90-255 Rémunération des stagiaires	90-256 CNFPT - Formation des actifs occupés					90-257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		90-258 Autres
							90-2561 Missions statutaires et règlementaires	90-2562 Développement des compétences	90-2563 Évolution et transition professionnelle	90-2564 Organisation des activités pédagogiques	90-2565 Autres	90-2571 Concours	90-2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**67 926,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 801 685,97**
213	Constructions	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210 012,86
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	52 926,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 220,40
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 493 452,71
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 329 854,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 329 854,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
			90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**16 687,00**	**0,00**	**18 391,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**56 421,45**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	16 687,00	0,00	18 391,30	0,00	0,00	0,00	15 819,22	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	602,23	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-32 Sports (autres que scolaires)								
		90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives	90-327 Sports (autres que scolaires)		
								90-3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	90-3272 Soutien aux clubs amateurs	90-3273 Autre soutien aux sportifs
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**67 562,92**	**0,00**	**5 460 734,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	5 280,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	50 700,00	0,00	3 177 826,93	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	16 862,92	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	2 257 627,90	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**18 639,00**	**0,00**	**1 872 533,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	18 639,00	0,00	1 872 533,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres		
DEPENSES		**42 995,31**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**488 713,44**	**0,00**	**6 151 506,25**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 280,00
213	Constructions	30 000,00	0,00	0,00	0,00	457 587,12	0,00	3 756 114,05
218	Autres immobilisations corporelles	12 995,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 755,75
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	31 126,32	0,00	2 289 356,45
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 891 172,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 891 172,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-41 Santé					
		90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	90-418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale							
		90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance		
			90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4222 Multi accueil	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**62 500,00**	**0,00**	**0,00**	**84 557,54**	**0,00**	**0,00**
213	Constructions	0,00	0,00	37 500,00	0,00	0,00	55 500,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	19 057,54	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées	90-428 Autres interventions sociales	
		90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**147 057,54**
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 057,54
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
			90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**240 848,92**	**228 200,00**	**0,00**	**0,00**	**205 108,66**	**1 959 663,72**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 667,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 444,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 520,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00	6,68
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	76 753,00	0,00	0,00	0,00	0,00	320 423,60
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 441,66	582 970,44
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	143 066,76	228 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	21 029,16	0,00	0,00	0,00	0,00	1 023 299,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**65 551,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	65 551,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)				
					90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 633 821,30**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 667,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 444,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 520,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 006,68
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	397 176,60
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	641 412,10
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	371 266,76
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 044 328,16
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**65 551,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 551,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles				
					90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
					90-6311 Laboratoire	90-6312 Marchés alimentaires	90-6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine					
				90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
					90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
		90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
				90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-83 Transports de marchandises						
		90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-84 Voirie								
		90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-848 Parkings	90-849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 110,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	23 110,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 110,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 110,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2

Chapitre nature	Libellé	0 Services généraux (hors Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**5 951 073,49**	**0,00**	**1 169 871,00**	**5 502 068,00**	**6 003 572,00**	**3 266 177,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	1 340 620,00	0,00	253 217,00	1 520 858,00	1 696 668,00	454 782,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	3 641 886,49	0,00	895 820,00	3 798 185,00	3 869 737,00	1 311 245,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	968 067,00	0,00	18 834,00	183 025,00	437 167,00	1 500 150,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	500,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**337 134,00**	**0,00**	**34 077,00**	**662 600,00**	**1 033 148,00**	**920 016,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	60 000,00	0,00	10 000,00	643 700,00	589 800,00	160 000,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	1 620,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	165 514,00	0,00	23 077,00	18 900,00	328 048,00	722 403,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	95 000,00	0,00	1 000,00	0,00	115 300,00	37 613,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

Chapitre nature	Libellé	0 Services généraux (hors Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	5 APA
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisations de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**2 720 475,00**	**0,00**	**478 875,00**	**0,00**		**25 097 111,49**
011	Charges à caractère général	0,00	1 016 289,00	0,00	169 000,00	0,00		6 451 434,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	1 686 125,00	0,00	309 790,00	0,00		15 512 788,49
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	17 861,00	0,00	85,00	0,00		3 125 189,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00		2 700,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 000,00
RECETTES		**0,00**	**303 617,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**27 490 513,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		15 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 463 500,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 836 230,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		8 444 120,00
74	Dotations et participations	0,00	148 617,00	0,00	0,00	0,00		14 289 251,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	155 000,00	0,00	0,00	0,00		403 913,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		38 499,00

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	93-02 Administration générale				
		93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**5 509 658,49**	**0,00**	**18 250,00**	**28 415,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	64 800,00	0,00	3 500,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	353 750,00	0,00	9 400,00	2 000,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	351 850,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	142 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	22 300,00	0,00	0,00	300,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	67 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	127 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	2 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	93 532,00	0,00	1 200,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	580,00	0,00	35,00	0,00	0,00
628	Divers	20 973,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	80 900,00	0,00	0,00	362,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	41 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	2 300 356,49	0,00	0,00	22 288,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	970 700,00	0,00	0,00	3 465,00	0,00
647	Autres charges sociales	168 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	20,00	0,00	115,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	619 943,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	42 954,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**256 620,00**	**0,00**	**45 000,00**	**35 514,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	93-02 Administration générale				
		93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
641	Rémunérations du personnel	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	15 000,00	0,00	45 000,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	1 620,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	130 000,00	0,00	0,00	1 732,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	33 782,00	0,00
752	Revenus des immeubles	95 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-03 Conseils						
		93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
					93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**394 750,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	4 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	37 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	45 905,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	305 035,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	93-03 Conseils						
		93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
					93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-045 Actions internationales	93-048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 951 073,49**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 300,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	365 150,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	355 850,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	142 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 600,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 700,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	127 500,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 600,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94 732,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	615,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 973,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 422,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 600,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 360 294,49
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 020 070,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	168 100,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	305 035,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	135,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	619 943,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 954,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**337 134,00**

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						
		93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-045 Actions internationales	93-048 Autres actions	CHAPITRE
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 620,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	131 732,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 782,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				93-0580 FEADER	93-0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**1 169 871,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 169 871,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	14 650,00	0,00	0,00	0,00	14 650,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	27 590,00	0,00	0,00	0,00	27 590,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	3 200,00	0,00	0,00	0,00	3 200,00
615	Entretien et réparations	0,00	43 963,00	0,00	0,00	0,00	43 963,00
618	Divers	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	2 800,00	0,00	0,00	0,00	2 800,00
628	Divers	0,00	156 014,00	0,00	0,00	0,00	156 014,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	19 240,00	0,00	0,00	0,00	19 240,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	627 800,00	0,00	0,00	0,00	627 800,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	248 780,00	0,00	0,00	0,00	248 780,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	6 184,00	0,00	0,00	0,00	6 184,00
655	Contributions obligatoires	0,00	650,00	0,00	0,00	0,00	650,00
656	Participations	0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
RECETTES		**0,00**	**34 077,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 077,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
747	Participations	0,00	23 077,00	0,00	0,00	0,00	23 077,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	93-20 Services communs	93-21 Enseignement du premier degré			93-22 Enseignement du second degré			93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires
		93-201 Services communs	93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés		
DEPENSES		**304 365,00**	**0,00**	**0,00**	**2 381 468,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	23 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	568 108,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	166 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	6 500,00	0,00	0,00	40 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	158 280,00	0,00	0,00	944 565,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	83 885,00	0,00	0,00	501 355,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	108 273,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	3 667,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	12 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-25 Formation professionnelle												
		93-251 Insertion sociale et professionnelle	93-252 Formation professionnalisante personnes	93-253 Formation certifiante des personnes	93-254 Formation des actifs occupés	93-255 Rémunération des stagiaires	93-256 CNFPT - Formation des actifs occupés					93-257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		93-258 Autres
							93-2561 Missions statutaires et règlementaires	93-2562 Développement des compétences	93-2563 Évolution et transition professionnelle	93-2564 Organisation des activités pédagogiques	93-2565 Autres	93-2571 Concours	93-2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	93-25 Formation professionnelle												
		93-251 Insertion sociale et professionnelle	93-252 Formation professionnalisante personnes	93-253 Formation certifiante des personnes	93-254 Formation des actifs occupés	93-255 Rémunération des stagiaires	93-256 CNFPT - Formation des actifs occupés					93-257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		93-258 Autres
							93-2561 Missions statutaires et règlementaires	93-2562 Développement des compétences	93-2563 Évolution et transition professionnelle	93-2564 Organisation des activités pédagogiques	93-2565 Autres	93-2571 Concours	93-2572 Missions administratives	
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**2 722 105,00**	**0,00**	**0,00**	**94 130,00**	**0,00**	**0,00**	**5 502 068,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	584 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	607 300,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	67 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	635 958,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
613	Locations	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	24 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	190 500,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	1 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 900,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	55 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	1 524 930,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 627 775,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	453 170,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 038 410,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	6 955,00	0,00	0,00	130,00	0,00	0,00	7 085,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 000,00	0,00	0,00	172 273,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 667,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**640 000,00**	**0,00**	**0,00**	**10 100,00**	**0,00**	**0,00**	**662 600,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	640 000,00	0,00	0,00	3 700,00	0,00	0,00	643 700,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 400,00	0,00	0,00	18 900,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
			93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**1 061 745,00**	**0,00**	**466 250,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**665 086,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	18 926,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 500,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	120 900,00	0,00	48 450,00	0,00	0,00	0,00	61 500,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	44 300,00	0,00	3 660,00	0,00	0,00	0,00	118 376,00	0,00
613	Locations	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	31 174,00	0,00	10 600,00	0,00	0,00	0,00	24 800,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	5 950,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	6 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 350,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	1 400,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	200,00	0,00	30,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	24 100,00	0,00	11 190,00	0,00	0,00	0,00	27 650,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 500,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	496 735,00	0,00	261 640,00	0,00	0,00	0,00	251 750,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	290 060,00	0,00	123 380,00	0,00	0,00	0,00	99 410,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
			93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	19 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	2 400,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	4 150,00	0,00
RECETTES		**50 000,00**	**147 548,00**	**0,00**	**3 100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**55 000,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	64 000,00	0,00	2 800,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00
747	Participations	0,00	83 548,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00
752	Revenus des immeubles	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-32 Sports (autres que scolaires)								
		93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives	93-327 Soutien aux sportifs		
								93-3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	93-3272 Soutien aux clubs amateurs	93-3273 Autre soutien aux sportifs
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**976 555,00**	**0,00**	**655 572,00**	**2 500,00**	**0,00**	**307 000,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	244 700,00	0,00	239 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	800,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	122 000,00	0,00	106 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	1 800,00	0,00	1 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	1 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	54 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	17 190,00	0,00	8 175,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	378 390,00	0,00	193 270,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	152 375,00	0,00	93 240,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	10 187,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	307 000,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**15 000,00**	**0,00**	**324 000,00**	**0,00**	**25 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	15 000,00	0,00	9 000,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	93-32 Sports (autres que scolaires)								
		93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives	93-327 Soutien aux sportifs		
								93-3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	93-3272 Soutien aux clubs amateurs	93-3273 Autre soutien aux sportifs
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
DEPENSES		**1 481 629,00**	**0,00**	**387 235,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 003 572,00**
604	Achats d'études, prestations de services	150 474,00	0,00	17 000,00	0,00	0,00	0,00	205 900,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	101 533,00	0,00	1 470,00	0,00	0,00	0,00	818 353,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	166 336,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 300,00
615	Entretien et réparations	20 200,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	318 274,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 950,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 100,00
624	Transports biens, transports collectifs	39 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	325,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	10 225,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 530,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	23 746,00	0,00	5 130,00	0,00	0,00	0,00	117 181,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 500,00
641	Rémunérations du personnel	733 041,00	0,00	296 300,00	0,00	0,00	0,00	2 611 126,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	317 630,00	0,00	62 335,00	0,00	0,00	0,00	1 138 430,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	30,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 267,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	93 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	419 350,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 550,00
RECETTES		**390 500,00**	**0,00**	**23 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 033 148,00**
706	Prestations de services	205 000,00	0,00	23 000,00	0,00	0,00	0,00	589 800,00
747	Participations	185 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	328 048,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	115 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-41 Santé					
		93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	93-418 Autres actions
DEPENSES		**1 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale							
		93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
			93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**200 481,00**	**0,00**	**0,00**	**1 052 021,00**	**370 470,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	7 100,00	0,00	0,00	59 820,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	37 800,00	0,00	0,00	40 600,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	128 756,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	8 666,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	5 500,00	0,00	0,00	10 400,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	560,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	1 200,00	0,00	0,00	800,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	700,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	4 150,00	0,00	0,00	20 850,00	9 830,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	107 775,00	0,00	0,00	517 165,00	238 540,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	27 590,00	0,00	0,00	231 720,00	122 100,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**29 403,00**	**0,00**	**0,00**	**890 613,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	29 403,00	0,00	0,00	693 000,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 613,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
		93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**143 205,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 266 177,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	36 300,00	0,00	0,00	0,00	103 220,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	21 280,00	0,00	0,00	0,00	99 680,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	129 056,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 666,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	1 200,00	0,00	0,00	0,00	17 100,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	560,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	590,00	0,00	0,00	0,00	590,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	40 105,00	0,00	0,00	0,00	42 105,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	9 975,00	0,00	0,00	0,00	9 975,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	2 200,00
628	Divers	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	1 160,00	0,00	0,00	0,00	35 990,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	1 330,00	0,00	0,00	0,00	1 330,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	23 380,00	0,00	0,00	0,00	886 860,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	6 985,00	0,00	0,00	0,00	388 395,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**920 016,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	722 403,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 613,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisations de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
			93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**134 455,00**	**0,00**	**1 709 390,00**	**236 500,00**	**0,00**	**0,00**	**165 446,00**	**273 254,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	154 149,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	207 600,00	119 000,00	0,00	0,00	0,00	23 900,00
613	Locations	0,00	0,00	2 000,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	124 535,00	34 955,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	97 000,00	109 500,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	18 000,00	5 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	1 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 250,00
628	Divers	0,00	0,00	450,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	3 500,00	0,00	33 810,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 350,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	97 125,00	0,00	901 330,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	33 830,00	0,00	415 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	361,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**155 000,00**	**148 617,00**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	148 617,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)				
					93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage	93-555 Logement social
DEPENSES		**201 430,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	4 655,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	138 075,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	58 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 720 475,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	154 149,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 500,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	159 490,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	228 500,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 850,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 450,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 965,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 350,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 136 530,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	507 630,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	361,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 500,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**303 617,00**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	148 617,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63 Actions sectorielles				
					93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
					93-6311 Laboratoire	93-6312 Marchés alimentaires	93-6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72 Actions déchets et propreté urbaine					
				93-720 Services communs collecte et propreté	93-721 Collecte et traitement des déchets			93-722 Propreté urbaine	
					93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**478 875,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 955,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	218 715,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 120,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
		93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**478 875,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 955,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	218 715,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 120,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
				93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-83 Transports de marchandises						
		93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-84 Voirie								
		93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-848 Parkings	93-849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_057-DE

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le 20/10/2026
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_058-DE

ADOPTÉ

VILLE DE MONS EN BARŒUL

DÉPARTEMENT DU NORD

SÉANCE DU 14 OCTOBRE 2026

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2026-DEL-058

OBJET : ADMISSIONS EN NON-VALEUR ET CRÉANCES ÉTEINTES

Le Service de Gestion Comptable de Villeneuve d'Ascq a transmis à l'administration municipale la liste des créances proposées en admissions en non-valeur ainsi que la liste des créances éteintes pour l'année 2026.

Admission en non-valeur

L'admission en non-valeur est décidée par l'assemblée délibérante, sur demande du comptable public. Cette procédure correspond à un apurement comptable qui ne fait pas obstacle à l'exercice des poursuites. Elle n'éteint pas la dette du redevable : le titre émis garde son caractère exécutoire et l'action en recouvrement demeure possible dès qu'il apparaît que le débiteur revient à « meilleure fortune ».

Le comptable public a présenté une liste (référencée 7630810533/2026) des créances à admettre en non-valeur, dont le détail est le suivant :

Sous-rubrique	Catégorie de recettes	Nombre de créances	Montant restant à recouvrer (€)
93020	Administration générale	2	50,00
9311	Police (fourrières)	45	3 914,44
93281	Restaurants scolaires	95	3 881,12
93284	Affaires scolaires	12	173,70
93511	Espaces verts urbains	1	360,80
937222	Propreté urbaine	1	85,00
TOTAL		**156**	**8 465,06**

Créances éteintes

Les créances éteintes sont des créances dont l'irrécouvrabilité résulte d'une décision juridique extérieure définitive, qui s'impose à la collectivité et qui s'oppose à toute action en recouvrement.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_058-DE

Il s'agit en l'occurrence d'un jugement de clôture de liquidation judiciaire d'une entreprise. Le montant cumulé des créances éteintes identifiées par le comptable public (liste référencée 8058300133/2026) s'élève à 10 186,43 €.

Compte tenu des règles comptables et juridiques reprises ci-dessus, il est proposé au conseil municipal :

- d'arrêter le montant des créances admises en non-valeur à hauteur de 8 465,06 €, qui seront mandatés sur les crédits ouverts aux comptes de nature 6541 des sous-rubriques précisées ci-avant,
- d'arrêter le montant des créances éteintes à 10 186,43 €, qui seront mandatés sur les crédits ouverts au compte de nature 6542 de la sous-rubrique 93325.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Le/La secrétaire
de séance

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et en susdits,
Pour extrait conforme,
La Maire,

MAIRIE DE MONS-EN-BARŒUL
NORD

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le 20/10/2026
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_059-DE

VILLE DE MONS EN BARŒUL

DÉPARTEMENT DU NORD

SÉANCE DU 14 OCTOBRE 2026

ADOPTE

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2026-DEL-059

OBJET : CESSION DU BIEN IMMOBILIER COMMUNAL SIS 14 AVENUE DES ACACIAS

La Ville de Mons en Barœul est actuellement propriétaire de la maison située 14 avenue des Acacias, sur la parcelle cadastrée AM1. Ce bien avait été acquis en 2021 dans le cadre du projet de requalification du parc des Sarts.

Ce projet ayant été récemment recentré et les emprises nécessaires à sa mise en œuvre réévaluées, le 14 avenue des Acacias ne fait plus partie du périmètre d'intervention nécessaire à la future requalification du parc des Sarts. C'est pourquoi sa cession est dorénavant envisagée.

La valeur du bien a été évaluée par France Domaine à 143 000 € avec une marge d'appréciation de 10 %, conformément à l'avis repris en annexe.

Suite à l'organisation de plusieurs visites, la Ville a récemment reçu une offre d'achat au montant de 148 000 € (dont 8 000 € de frais d'agence à la charge de l'acquéreur). Cette offre peut être considérée comme satisfaisante au regard de l'étiquette énergétique (G) et des travaux nécessaires pour la réhabilitation de ce bien.

Il est proposé au conseil municipal :

- d'autoriser la cession à Monsieur et Madame ZEBAKH, ou toute autre personne physique ou morale se substituant à eux avec leur accord, du bien immobilier sis 14 avenue des Acacias (parcelle cadastrée AM1), au prix de 140 000 € net vendeur, auquel viennent s'ajouter 8 000 € de frais d'agence à la charge de l'acquéreur,
- d'autoriser Madame la Maire à signer tous les actes et documents relatifs à cette opération et notamment l'acte notarié de transfert de propriété, qui sera rédigé par Maître EMAILLE, Notaire à Mons en Barœul,
- d'inscrire la recette correspondante au budget de l'exercice concerné.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré les jour, mois et en susdits,

Le/La secrétaire de séance

MAIRIE DE MONS-EN-BARŒUL — NORD

Pour extrait conforme,
La Maire

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le 20/10/2026
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_059-DE
7302 - SD

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale Des Finances Publiques

Direction régionale des Finances Publiques des Hauts-de-France et du département du Nord

Pôle d'évaluation domaniale
82 avenue JF Kennedy
cs 51801
59881 LILLE cedex 9

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Didier LECORNET
Courriel :drfip59.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 03 20 62 80 87

Réf DS:24753159
Réf OSE : 2025-59410-44760

Le 17/06/2025

Le Directeur régional des Finances publiques

à

Ville de Mons-en-Baroeul
27 avenue Robert Schuman
59370 Mons-en-Baroeul

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

Nature du bien :	Maison
Adresse du bien :	14 Rue des Acacias, 59370 Mons-en-Baroeul
Valeur :	143000 € *(des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)*

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_059-DE

1 - CONSULTANT

Ville de Mons-en-Baroeul

Affaire suivie par : HENGUELLE Clémentine

2 - DATES

de consultation :	13/06/2025
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	
du dossier complet :	13/06/2025

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	Amiable ☒

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	☒
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016[1] :	☐
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	☐

3.3. Projet et prix envisagé

Cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers par les collectivités locales, leurs groupements et leurs établissements publics : CGCT, art. L.2241-1, L.3213-2, L.4221-4, L.5211-37 et L.5722-3 et articles R correspondants.

Bien à céder dont la commune n'a plus l'usage.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

1 Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_059-DE

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie

4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

Commune	Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie	Nature réelle
Mons-en-Baroeul	AM 1	14 Rue des Acacias	231	Maison
		TOTAL		

4.4. Descriptif

Maison mitoyenne de 1954

4.5. Surfaces du bâti

50m², garage 10m², cave 8m², sup 57m²

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble : Commune de Mons-en-Baroeul

5.2. Conditions d'occupation : loué

6 - URBANISME

6.1.Règles actuelles :

UCO 2.2

6.2.Date de référence et règles applicables :

PLU 3 entré en vigueur le 18 Octobre 2024.

7 - MÉTHODE(S) D'ÉVALUATION MISE(S) EN ŒUVRE

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_059-DE

La valeur vénale est déterminée selon la méthode par comparaison.

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

Termes de comparaison

Biens non bâtis – valeur vénale									
N	date mutation	commune adresse	cadastre	surface terrain / SdP		urba-nisme	prix	Prix/m²	Observations
1									
2									
3									
4									
							moyenne		
							dominante		

Biens bâtis : maison – appartement – entrepôt… - valeur vénale									
N	date mutation	commune adresse	cadastre	surface terrain / SU		urba-nisme	Prix €	Prix/m²	Observations
	11/09/2024	7 Rue des Acacias, 59370 Mons-en-Baroeul	AO 817		57		140000	2456	
	28/04/2021	11 Rue des Acacias, 59370 Mons-en-Baroeul	AO 815		57		172800	3032	
	30/01/2023	1 rue Edouard Lalo, Mons-en-Baroeul	AM 88		52,6		169000	3213	
	02/02/2023	49 rue Marcel Pinchon, Mons en B.	AM 752		57,4		183750	3201	
	20/03/2024	33 rue Marcel Pinchon, Mons en B.	AM 762		60,2		197500	3280	

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_059-DE

moyenne		
dominante		

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

La valeur vénale est maintenue par rapport à d'autres immeubles comparables, pour 2500 €/m² soit 57m² * 2500 €/m² = 142500 € arrondie à 143000 €

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à 143000 €

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 %

portant la valeur maximale d'acquisition sans justification particulière à - € (arrondie).

> *La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.*

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

> **pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_059-DE

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration [illegible] une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur Régional des Finances Publiques
des Hauts de France et du département du Nord,
et par délégation,

L'Inspecteur des Finances Publiques

Didier LECORNET

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le 20/10/2026
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_060-DE

VILLE DE MONS EN BARŒUL

DÉPARTEMENT DU NORD

SÉANCE DU 14 OCTOBRE 2026

ADOPTE

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2026-DEL-060

OBJET : CESSION PARTIELLE DE FONCIER COMMUNAL POUR LA PARCELLE AO238

La Ville de Mons en Barœul est actuellement propriétaire de la parcelle AO238 (terrain bâti sis 154 rue du Général de Gaulle), d'une surface totale de 791 m².

Le propriétaire de la parcelle AO239, voisine, a sollicité la Ville afin de procéder à l'acquisition d'un délaissé d'environ 43 m² situé en fond de parcelle, dans le but d'agrandir son jardin.

La portion concernée ne constituant pas un enjeu majeur pour l'avenir de ce terrain, les démarches en vue du détachement et de la cession ont été engagées.

La valeur du bien est évaluée par France Domaine à 2 600 €, conformément à l'avis repris en annexe. Les frais de géomètre ainsi que le coût de la clôture à édifier seront supportés par l'acquéreur.

Il est proposé au conseil municipal :

- d'autoriser la cession à Monsieur DUJARDIN d'une partie de la parcelle AO238, pour une surface d'environ 43 m² et conformément au plan annexé, au prix de 2 600 € net vendeur,
- d'autoriser Madame la Maire à signer tous les actes et documents relatifs à cette opération et notamment l'acte notarié de transfert de propriété, qui sera rédigé par Maître PERARD, Notaire à Mons en Barœul,
- d'inscrire la recette correspondante au budget de l'exercice concerné.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et en susdits,

Pour extrait conforme,

Le/La secrétaire de séance

La Maire,

MAIRIE DE MONS-EN-BARŒUL – NORD –

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le 20/10/2026
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_060-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale Des Finances Publiques

Direction régionale des Finances Publiques des Hauts-de-France et du département du Nord

Pôle d'évaluation domaniale
82 avenue JF Kennedy
CS 51801
59881 LILLE cedex 9

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Didier LECORNET
Courriel :drfip59.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 03 20 62 80 87

Réf DS:32753534
Réf OSE : 2026-59410-51149

Le 29/07/2026

Le Directeur régional des Finances publiques

à

Ville de Mons-en-Baroeul
27 avenue Robert Schuman
59370 Mons-en-Baroeul

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

Nature du bien :	Jardin
Adresse du bien :	154 Rue du Général de Gaulle 59370 Mons-en-Baroeul
Valeur :	2600 €, assortie d'une marge d'appréciation de 10 % *(des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)*

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_060-DE

1 - CONSULTANT

Ville de Mons-en-Baroeul

Affaire suivie par : HENGUELLE Clémentine

2 - DATES

de consultation :	28/07/2026
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	
le cas échéant, de visite (extérieure) de l'immeuble :	
du dossier complet :	

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	Amiable ☒

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	☒
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016[1] :	☐
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	☐

3.3. Projet et prix envisagé

Cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers par les collectivités locales, leurs groupements et leurs établissements publics : CGCT, art. L.2241-1, L.3213-2, L.4221-4, L.5211-37 et L.5722-3 et articles R correspondants.

Présence sur place d'un élément qui pourrait être un ancien quai de déchargement. Acquisition souhaitée par le propriétaire des parcelles contigües AO239 et AO228.

1 Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_060-DE

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

Commune	Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie	Nature réelle
Mons-en-Baroeul	AO 238p	154 Rue du Général de Gaulle	Env 43m²	Jardin
		TOTAL		

4.4. Descriptif

Parcelle en nature de jardin jouxtant l'habitation du riverain mitoyen.

4.5. Surfaces du bâti

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble : Ville

5.2. Conditions d'occupation : libre

6 - URBANISME

6.1.Règles actuelles :

UCO 3 .1

6.2.Date de référence et règles applicables :

PLU 3.1 modifié entré en vigueur le 16 Décembre 2026

7 - MÉTHODE(S) D'ÉVALUATION MISE(S) EN ŒUVRE

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_060-DE

La valeur vénale est déterminée selon la méthode par comparaison.

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

Termes de comparaison

Biens non bâtis – valeur vénale									
N	date mutation	commune adresse	cadastre	surface terrain / SdP		urba-nisme	prix	Prix/m²	Observations
1	20/12/2024	Rue Robert Schumann, Wasquehal	AZ 572	47			3525	75	
2	05/07/2024	Rue du Sable Rouge, Lesquin	AO 503	62			5874	95	
3	Jugement 20/01/2020	13 rue du Faubourg des Postes, Lille	DR 421	30			2400	80	
4	10/09/2024	33 rue des Postes, Lille	OS 283	57			5000	88	
5	13/12/2022	Rue Bobillot, Hellemmes	298 AI 296	1642		A	50000	30,32	
							moyenne		
							dominante		

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

La valeur est reconduite pour une valeur de jardin encombré à 60 €/m², soit 60 €/m² x 43m² = 2580 € arrondie à 2600 €.

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale des biens est arbitrée à 2600 €.

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 %

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_060-DE

portant la valeur minimale de vente sans justification particulière à 2248 € (deux mille)

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_060-DE

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des dispositions relatives à la liberté d'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur Régional des Finances Publiques
des Hauts de France et du département du Nord,
et par délégation,

L'Inspecteur des Finances Publiques

Didier LECORNET

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.


Rue du Général de Gaulle
Rue Florimond Delemer
Rue Henri Poissonnier
AD 568
AD 444
AD 443
AO 53
AO 52
AO 54
AO 55
AO 56
AO 57
AO 58
AO 234
AO 235
AO 236
AO 237
AO 238
AO 239
AO 225
AO 226
AO 227
AO 228
AO 229
AO 230
AO 231
AO 232
AO 233
AO 245
AO 244
AO 246
AO 247
AO 243
AO 242
AO 241
AO 240
AO 224
AO 223
AO 222
AO 221
AO 220
AO 217
142
144
146
148
150
152
154
156
158
160
162
164
165
167
169
171
173
175
177
1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
20
22

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le 20/10/2026
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_061-DE

VILLE DE MONS EN BAROEUL

DÉPARTEMENT DU NORD

SÉANCE DU 14 OCTOBRE 2026

ADOPTE

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2026-DEL-061

OBJET : CRÉATION ET SUPPRESSION D'EMPLOIS PERMANENTS AU TABLEAU DES EFFECTIFS

Conformément au Code Général de la Fonction Publique, il appartient au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement du service et notamment de procéder aux créations et suppressions de postes.

Direction des Ressources humaines

Afin de favoriser le recrutement d'un agent fonctionnaire, il est proposé d'ouvrir le poste de Gestionnaire Ressources humaines (H/F), actuellement ouvert au grade de rédacteur principal de deuxième classe, à tous les grades du cadre ainsi qu'à tous les grades du cadre d'adjoint administratif territorial.

Afin de favoriser le recrutement d'un agent fonctionnaire, il est proposé d'ouvrir le poste de Gestionnaire Ressources humaines (H/F), actuellement ouvert au seul grade d'adjoint administratif territorial, à tous les grades du cadre.

Pôle Administration générale et Finances / Direction des Finances

Afin de favoriser le recrutement d'un agent fonctionnaire, il est proposé d'ouvrir le poste de Directeur des Finances et du Contrôle de gestion (H/F), actuellement ouvert au grade d'attaché territorial, aux grades d'avancement du cadre d'emploi de rédacteur territorial.

Pôle Aménagement / Service des Équipements sportifs

Afin d'accéder à une demande de changement de filière d'un agent (actuellement adjoint territorial d'animation), en cohérence avec le projet professionnel de ce dernier et avec les besoins du service, il est proposé de créer un poste d'adjoint technique territorial au sein du service Équipements sportifs. La suppression de son poste actuel sera proposée après intégration de l'agent dans son nouveau poste et sera sans incidence sur le nombre d'agents en fonction au sein de la collectivité.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_061-DE

Pôle Vivre ensemble / Service des Sports

Afin de favoriser le recrutement d'un agent fonctionnaire, il est proposé d'ouvrir le poste d'Agent d'accueil et d'entretien de la piscine (H/F), actuellement ouvert au seul grade des adjoints techniques territoriaux principaux de deuxième classe, à l'ensemble des grades du cadre.

Afin de favoriser le recrutement d'un agent fonctionnaire, il est proposé d'ouvrir le poste de Maître-nageur Sauveteur-chef de bassin (H/F), ouvert au seul grade d'éducateur territorial des APS, à tous les grades du cadre.

Pôle Vivre ensemble / Direction Famille et Vie éducative/ Service Vie scolaire

Il est proposé de supprimer deux postes à temps complet d'Agents des écoles et des temps périscolaires (H/F) ouverts au grade d'adjoint technique territorial.

Pôle Vivre ensemble / Direction Famille et Vie éducative
/ Service Enfance et Jeunesse

Il est proposé d'ouvrir le poste de Référent de territoire (H/F), actuellement ouvert au seul grade d'adjoint d'animation territorial, au grade d'adjoint d'animation principal de deuxième classe.

Pôle Vivre ensemble / Direction de la Culture

Afin d'accompagner un agent en reconversion professionnelle, il est proposé de créer un poste d'Assistant administratif à la culture (H/F), à temps complet, ouvert au grade d'adjoint administratif territorial.

Pôle Vivre ensemble / Direction de la Culture / Service Bibliothèque

Il est proposé de supprimer le poste d'Adjoint territorial du patrimoine principal de première classe, à temps complet, suite à un départ à la retraite.

Suite à la campagne d'avancements de grades pour l'année 2026, il y a également lieu de supprimer les emplois à temps complet suivants :

- 3 postes d'adjoints administratifs territoriaux principaux de 2ème classe,
- 1 poste d'adjoint territorial du patrimoine,
- 1 poste d'adjoint du patrimoine principal de 2ème classe,
- 1 poste d'éducateur sportif des APS,
- 1 poste d'éducateur sportif des APS principal de 2ème classe,
- 4 postes d'adjoints techniques territoriaux,

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_061-DE

- 1 poste d'adjoint technique territorial principal de 2ème classe,
- 1 poste de gardien brigadier.

Ces suppressions de postes sont proposées suite à l'avancement des agents occupants ces postes. Elles n'impliquent aucune diminution du nombre d'agents au sein de la collectivité :

Après avis du Comité Social Territorial réuni le 12 octobre 2026, il est proposé au conseil municipal :

- d'autoriser les créations et suppressions des emplois mentionnés ci-avant,
- d'autoriser la modification du tableau des effectifs de la Ville en conséquence,
- d'autoriser Madame la Maire à recruter des agents contractuels dans les conditions fixées par l'article L332-13 du Code Général de la Fonction Publique afin de remplacer des fonctionnaires ou des agents contractuels momentanément indisponibles,
- d'autoriser Madame la Maire à signer tous les actes individuels ayant trait à ces créations et suppressions d'emplois,
- d'inscrire les crédits correspondants au budget de l'exercice concerné.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et en susdits,

Pour extrait conforme,

La Maire,

Le/La secrétaire

de séance

MAIRIE DE MONS-EN-BAROEUL
NORD

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le 20/10/2026
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_062-DE

VILLE DE MONS EN BAROEUL

DÉPARTEMENT DU NORD

SÉANCE DU 14 OCTOBRE 2026

ADOPTE

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2026-DEL-062

OBJET : AUTORISATION DE RECOURIR AU CONTRAT D'ENGAGEMENT ÉDUCATIF ET CRÉATION D'EMPLOIS NON PERMANENTS

Au cours de l'été 2026, la Ville a eu recours pour la première fois aux Contrats d'Engagement Éducatif (CEE) afin d'assurer le fonctionnement de ses accueils de loisirs, conformément à la délibération 2026-DEL-027 du 9 avril 2026.

Ce dispositif créé par le décret n° 2006-950 du 28 juillet 2006 a permis de faciliter le recrutement d'une partie du personnel intervenant dans les centres de loisirs en juillet et août, en complément des équipes constituées d'agents titulaires et contractuels de la collectivité.

Pour permettre l'organisation et la tenue des prochains centres de loisirs, il est proposé d'élargir la possibilité de recourir au CEE à l'ensemble des vacances scolaires. Ainsi, dans l'éventualité où le nombre d'enfants inscrits le nécessiterait, la Ville pourra procéder par ce biais à de nouveaux recrutements afin de permettre la tenue des accueils de loisirs.

Il est rappelé que le CEE est un contrat de travail de droit privé destiné aux animateurs et directeurs des accueils collectifs de mineurs. Il permet une organisation du temps de travail spécifique et distincte des règles issues du Code du Travail ou du Code Général de la Fonction Publique, adapté à l'organisation des centres. La durée de l'engagement ne peut être supérieure à 80 jours de travail sur 12 mois consécutif, conformément à l'article L432-4 du Code de l'Action sociale et des Familles.

En outre, aucune disposition législative ou règlementaire ne fait obstacle au recrutement par les collectivités territoriales de titulaires de Contrats d'Engagement Éducatif en vue de l'organisation d'accueils collectifs de mineurs, dès lors qu'il s'agit de satisfaire à un besoin occasionnel de recrutement et qu'elles sont responsables de l'organisation de ce type d'activités. Pour répondre aux exigences de qualification du personnel d'un accueil collectif de mineurs, l'équipe doit être constituée d'au moins 50 % de personnes diplômées BAFA/BAFD ou équivalent, de 20 % maximum de personnes non qualifiées, et de 30 % maximum de stagiaires en cours de formation BAFA/BAFD ou équivalent.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_062-DE

Le Contrat d'Engagement Éducatif donne lieu à une rémunération journalière forfaitaire. Les cotisations salariales et patronales sont, elles aussi, calculées sur des bases forfaitaires journalières, hebdomadaires ou mensuelles. Cette rémunération forfaitaire ne peut être inférieure à 4,3 fois le montant du SMIC par jour de travail.

Ces recrutements permettront d'assurer des fonctions d'animation ou de direction au sein des centres de loisirs municipaux, dans les limites exprimées ci-dessous :

	Plafond d'emplois non permanents	Nombre maximum de jours travaillés
Centres de loisirs Juillet	44	21
Centres de loisirs Août	31	21
Centres de loisirs Vacances de la Toussaint	28	11
Centres de loisirs Vacances de Noël	17	6
Centres de loisirs Vacances d'hiver	28	11
Centres de loisirs Vacances de printemps	28	11

La rémunération sera calculée selon les missions assurées et le niveau de qualification, sur la base d'une rémunération par jour de travail calculée sur la base d'un coefficient multiplicateur du SMIC horaire :

Centres de loisirs sans hébergement			
Fonction	**Qualification**	**Coefficient du SMIC horaire**	***Soit, à titre indicatif (montants bruts oct. 2026)***
Directeur	Titulaire BAFD	10	*123,10 €*
Directeur adjoint	Avec ou sans BAFD	9,5	*116,95 €*
Animateur	Titulaire BAFA	8	*98,48 €*
Animateur	Formation BAFA en cours	7	*86,17 €*
Animateur	Non diplômé	6	*73,86 €*

Centres de loisirs avec hébergement			
Fonction	**Qualification**	**Coefficient du SMIC horaire**	***Soit, à titre indicatif (montants bruts oct. 2026)***
Directeur	Titulaire BAFD	11	*135,41 €*
Directeur adjoint	Avec ou sans BAFD	10,5	*129,26 €*
Animateur	Titulaire BAFA	9	*110,79 €*
Animateur	Formation BAFA en cours	8	*98,48 €*
Animateur	Non diplômé	7	*86,17 €*

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_062-DE

Il est précisé que les montants monétaires reportés dans le tableau ci-dessus sont donnés à titre indicatif. Les rémunérations seront automatiquement indexées sur la valeur du SMIC et suivront son évolution.

Par ailleurs, lorsque les fonctions exercées supposent une présence continue auprès des publics accueillis, la nourriture et l'hébergement sont intégralement à la charge de l'organisateur de l'accueil et ne peuvent en aucun cas être considérés comme des avantages en nature, conformément à l'article D432-2 du Code de l'Action sociale et des Familles.

Il est proposé au conseil municipal :

- d'autoriser la Ville à recourir au dispositif des Contrats d'Engagement Éducatif pour le recrutement d'animateurs et directeurs des accueils collectifs de mineurs, dans les conditions présentées ci-dessus,
- de créer annuellement les emplois non permanents correspondants sous forme de Contrat d'Engagement Éducatif,
- d'autoriser Madame la Maire à signer tous les actes ayant trait à ces créations d'emplois et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération,
- d'inscrire les crédits correspondants au budget de l'exercice concerné.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Le/La secrétaire de séance

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et en susdits,

MAIRIE DE MONS-EN-BAROEUL — NORD

Pour extrait conforme,
La Maire,

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le 20/10/2026
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_063-DE

VILLE DE MONS EN BAROEUL

DÉPARTEMENT DU NORD

SÉANCE DU 14 OCTOBRE 2026

ADOPTE

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2026-DEL-063

OBJET : AUTORISATION DE RECOURIR À LA VACATION

Vu l'article premier du décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 2015-1869 du 30 décembre 2015 relatif à l'affiliation au régime général de sécurité sociale des personnes participant de façon occasionnelle à des missions de service public,

Il appartient au conseil municipal d'autoriser par délibération le recrutement d'agents vacataires. Les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent recruter des vacataires si les trois conditions suivantes sont réunies :

- recrutement pour exécuter un acte déterminé,
- recrutement discontinu dans le temps et répondant à un besoin ponctuel,
- rémunération attachée à l'acte.

Considérant que les besoins des services municipaux peuvent justifier le recours à la vacation dans certaines situations particulières, il est proposé d'autoriser le recours à la vacation pour les missions suivantes :

- La distribution ponctuelle et isolée de documents ou de matériel à la population, dès lors que cette mission ne peut être assurée par les agents titulaires ou contractuels de la collectivité ;
- Le soutien à l'inclusion par l'aide ponctuelle à la fréquentation de services publics municipaux. Ces missions peuvent notamment prendre la forme de médiation ou de traduction (LSF par exemple) afin de renforcer l'accessibilité des services aux personnes porteuses d'un handicap. Ces missions n'ont pas vocation à se substituer aux dispositifs de droit commun ;
- L'animation ponctuelle d'activités éducatives et/ou sportives à des fins de prévention et de santé publique par des personnels médicaux ou paramédicaux ou des animateurs sportifs ;
- L'assistance ponctuelle d'un agent public d'une autre collectivité en vue de réaliser ou d'apprendre à réaliser des opérations nécessaires au bon fonctionnement ou à la continuité du service et requérant un haut niveau de technicité, notamment dans l'usage de certains logiciels professionnels.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_063-DE

Compte tenu des différents niveaux de qualification requis pour exercer les missions reprises ci-dessus, il est proposé de rémunérer ces vacataires par référence à un coefficient horaire du SMIC, dans les limites suivantes :

	Coeff. mini	Coeff. maxi	Nombre d'heures maxi / an
Distribution ponctuelle et isolée de documents ou de matériel à la population	1	1,25	100
Soutien à l'inclusion par l'aide à la fréquentation ponctuelle de services publics municipaux	1	2	300
Animation ponctuelle d'activités éducatives et/ou sportives	1	3	80
Assistance ponctuelle par un agent public d'une autre collectivité	2	5	50

Le coefficient du SMIC sera fixé entre les contractants dans les limites indiquées ci-dessus. Le nombre d'heures annuelles maximum est à apprécier tous agents confondus pour la réalisation de la mission. En cas d'événement imprévu présentant un enjeu sanitaire ou de sécurité pour la population, il pourra être dérogé aux plafonds d'heures exprimés ci-dessus.

Il est précisé que le recours à la vacation ne peut être mobilisé qu'à titre exceptionnel et ne saurait se substituer aux recrutements sur les emplois permanents ou non permanents de la collectivité. Le cas échéant, ces missions pourront être exercées sous forme d'activité accessoires. De plus, les recours repris ci-dessus sont sans incidence sur les autres autorisations de recours à la vacation délibérées par la collectivité et prises notamment au titre de la réussite éducative.

Il est proposé au conseil municipal :

- d'autoriser la Ville à recourir à la vacation dans les conditions définies par la présente délibération,
- d'autoriser Madame la Maire à procéder aux recrutements nécessaires à la réalisation de ces missions,
- d'inscrire les crédits correspondants au budget de l'exercice concerné.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et en susdits,

Pour extrait conforme,

Le/La secrétaire

de séance

La Maire,

MAIRIE DE MONS-EN-BAROEUL
NORD

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le 20/10/2026
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_064-DE

VILLE DE MONS EN BAROEUL

DÉPARTEMENT DU NORD

SÉANCE DU 14 OCTOBRE 2026

ADOPTE

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2026-DEL-064

OBJET : MODIFICATION DE LA LISTE DES EMPLOIS OUVRANT DROIT À L'ATTRIBUTION D'UN LOGEMENT DE FONCTION

Conformément à l'article L721-1 du Code Général de la Fonction Publique, il appartient au conseil municipal de fixer la liste des emplois pour lesquels un logement de fonction peut être attribué gratuitement ou moyennant une redevance, en raison notamment des contraintes liées à l'exercice de ces emplois.

Suite à plusieurs départs récents ou prochains d'agents assurant des missions de gardiennage et de surveillance des équipements municipaux, il apparaît nécessaire de faire évoluer la liste des logements qui peuvent être affectés à l'usage de logements de fonction, à destination d'agents soumis à des astreintes en raison des nécessités du service.

Cette modification de la liste des postes et logements concernés intervient également au regard de la nécessité de procéder à la rénovation de certains logements appartenant au domaine privé de la commune, dans le but de permettre leur remise en occupation au terme de la période de travaux.

Il est précisé que l'ensemble des logements listés ne sera pas obligatoirement pourvu de façon simultanée, notamment en fonction de la diversité des compositions familiales des agents appelés à occuper ces emplois ou missions.

Après avis du Comité Social Territorial réuni le 12 octobre 2026, il est proposé au conseil municipal de modifier la liste des emplois ouvrant droit à l'attribution d'un logement de fonction, conformément au tableau ci-annexé.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_064-DE

Emploi / mission concerné(e)	Missions liées à la concession	Adresse et typologie du logement	Type de concession et avantage
Gardien du stade Peltier, de la halle Peltier et de la salle Renaissance	> Entretien, surveillance du site. > Ouverture et fermeture le soir en semaine, le week-end et les jours fériés. > Astreinte technique sur la ville la nuit, le week-end et les jours fériés. > Interventions d'urgence, mise en sécurité, protection des locaux. > Intervention l'hiver lors de conditions météorologiques difficiles pour mise en place du plan de déneigement.	5 rue Bossuet (appartement type IV)	Nécessité Absolue de Service Gratuité du loyer
Gardien du stade de Lattre	> Entretien, surveillance du site. > Ouverture et fermeture le soir en semaine, le week-end et les jours fériés. > Astreinte technique sur la ville la nuit, le week-end et les jours fériés. > Interventions d'urgence, mise en sécurité, protection des locaux.	8 rue du Becquerel (maison type IV)	Nécessité Absolue de Service Gratuité du loyer
Gardien du stade Michel Bernard	> Entretien, surveillance du site. > Ouverture et fermeture le soir en semaine, le week-end et les jours fériés. > Astreinte technique sur la ville la nuit, le week-end et les jours fériés. > Interventions d'urgence, mise en sécurité, protection des locaux. > Intervention l'hiver lors de conditions météorologiques difficiles pour mise en place du plan de déneigement.	13 rue Léon Blum (maison type IV)	Nécessité Absolue de Service Gratuité du loyer

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_064-DE

Emploi / mission concerné(e)	Missions liées à la concession	Adresse et typologie du logement	Type de concession et avantage
Gardiens des Établissements pour Personnes Âgées	> Surveillance du site, mise en sécurité des lieux. > Ouverture et fermeture le soir en semaine, le week-end et les jours fériés. > Astreinte la nuit et le week-end pour les Établissements pour Personnes Âgées. > Intervention auprès des personnes âgées. > Gestion et nettoyage des containers poubelles.	54 avenue Léon Blum / 201A (appartement type III) 54 avenue Léon Blum / 201B (appartement type IV) 194 rue Jean Jaurès (maison type IV)	Nécessité Absolue de Service Gratuité du loyer
Gardiens du Fort de Mons et de l'éco-parc du Barœul	> Surveillance des sites, gestion du système d'alarme et mise en sécurité des lieux. > Ouverture et fermeture le soir en semaine, le week-end et les jours fériés. > Gestion des locations et mises à disposition de salles et d'espaces, réalisation des états des lieux, gestion et nettoyage des containers poubelles.	10 rue de Normandie (maison type IV) 12 rue de Normandie (maison type IV) 43 rue de l'An Quarante (appartement type VI) 6 rue Charles Perrault (maison type III) *à compter du 01/10/2026* 11 rue du Barœul (maison type IV) *jusqu'au 31/10/2026 et à compter du 01/01/2028*	Nécessité Absolue de Service Gratuité du loyer

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_064-DE

Emploi / mission concerné(e)	Missions liées à la concession	Adresse et typologie du logement	Type de concession et avantage
Gardiens du groupe scolaire Montaigne, de la salle de sports Montaigne, de la salle Boum et du cimetière	> Surveillance des sites, gestion du système d'alarme et mise en sécurité des lieux. > Ouverture et fermeture le soir en semaine, le week-end et les jours fériés. > Gestion des locations de salles, réalisation des états des lieux, gestion et nettoyage des containers poubelles. > Intervention l'hiver lors de conditions météorologiques difficiles pour mise en place du plan de déneigement.	1 rue Paul Milliez (maison type IV) 3 rue Paul Milliez (maison type IV)	Nécessité Absolue de Service Gratuité du loyer
Gardien de la Maison des Associations et de la salle de sports Léo Lagrange	> Surveillance des installations, gestion du système d'alarme et mise en sécurité des lieux. > Ouverture et fermeture le soir en semaine, le week-end et les jours fériés.	19 rue Rollin (appartement type IV)	Nécessité Absolue de Service Gratuité du loyer
Gardien du groupe scolaire Guynemer-Rollin	> Surveillance du site, mise en sécurité des lieux. > Astreinte technique sur la ville la nuit, le week-end et jours fériés. > Interventions d'urgence, mise en sécurité, protection des locaux. > Intervention l'hiver lors de conditions météorologiques difficiles pour mise en place du plan de déneigement.	7 rue Mirabeau - Rez-de-chaussée (appartement type III)	Nécessité Absolue de Service Gratuité du loyer
Gardien de la salle Marie Curie et de la salle des Sarts	> Surveillance des sites, mise en sécurité des lieux. > Ouverture et fermeture le soir en semaine, le week-end et les jours fériés. > Gestion des locations de salles, réalisation des états des lieux, gestion des containers poubelles.	2 rue Pierre Curie (maison type IV)	Nécessité Absolue de Service Gratuité du loyer

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_064-DE

Emploi / mission concerné(e)	Missions liées à la concession	Adresse et typologie du logement	Type de concession et avantage
Gardien du Centre Technique Municipal	> Surveillance du site, mise en sécurité des lieux. > Astreinte technique sur la ville la nuit, le week-end et les jours fériés. > Interventions d'urgence, mise en sécurité, protection des locaux. > Intervention l'hiver lors de conditions météorologiques difficiles pour mise en place du plan de déneigement.	7 rue d'Auvergne (maison type IV)	Nécessité Absolue de Service Gratuité du loyer
Gardien du parc et de la salle des Franciscaines	> Surveillance du site, mise en sécurité des lieux. > Ouverture et fermeture le soir en semaine, le week-end et les jours fériés. > Gestion des locations de la salle, réalisation des états des lieux, gestion et nettoyage des containers poubelles.	5 rue du Général de Gaulle (maison type IV)	Nécessité Absolue de Service Gratuité du loyer
Gardien du parc du Trocadéro et de la salle Gabriel Pagnerre	> Surveillance du site, mise en sécurité des lieux. > Ouverture et fermeture le soir en semaine, le week-end et les jours fériés. > Gestion des locations de la salle, réalisation des états des lieux, gestion des containers poubelles.	8 avenue du Trocadéro (maison type IV)	Nécessité Absolue de Service Gratuité du loyer

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Le/La secrétaire

de séance

MAIRIE DE MONS-EN-BARŒUL — NORD

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et en susdits,

Pour extrait conforme,

La Maire,

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le 20/10/2026
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_065-DE

VILLE DE MONS EN BAROEUL

DÉPARTEMENT DU NORD

SÉANCE DU 14 OCTOBRE 2026

ADOPTE

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2026-DEL-065

OBJET : MODIFICATION DE L'ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL POUR LES AGENTS DU SERVICE DE LA POLICE MUNICIPALE, DE LA CRÈCHE MUNICIPALE ET DE LA HALTE-GARDERIE

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la Ponction Publique de l'État,

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale,

La définition, la durée et l'aménagement du temps de travail des agents territoriaux sont fixés par l'organe délibérant, après avis du Comité Social Territorial.

Les collectivités peuvent définir librement les modalités concrètes d'accomplissement du temps de travail dès lors que la durée annuelle de travail et les prescriptions minimales suivantes prévues par la réglementation sont respectées :

- la durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1 607 heures (soit 35 heures hebdomadaires) ;
- la durée quotidienne de travail d'un agent ne peut excéder 10 heures ;
- aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre 6 heures sans que les agents ne bénéficient d'une pause d'une durée minimale de 20 minutes ;
- l'amplitude de la journée de travail ne peut pas dépasser 12 heures ;

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_065-DE

- les agents doivent bénéficier d'un repos journalier de 11 heures au minimum ;
- le temps de travail hebdomadaire, heures supplémentaires comprises, ne peut dépasser 48 heures par semaine, ni 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives ;
- les agents doivent disposer d'un repos hebdomadaire d'une durée au moins égale à 35 heures et comprenant en principe le dimanche.

Service de la police municipale

Après avoir étudié les besoins exprimés par les agents de la police municipale et analysé les besoins du service, il est proposé de modifier l'organisation du temps de travail au sein de la police municipale afin de prendre en compte le temps d'équipement nécessaire aux agents.

Ainsi, à compter du 1er novembre 2026, l'organisation du temps de travail des agents du service sera organisée comme suit :

- Les agents de police municipale (hors agents administratifs et encadrement) seront soumis à un cycle de travail hebdomadaire à horaires fixes d'une durée hebdomadaire de 36 heures sur 4 jours, avec une durée de travail quotidienne variable selon les besoins du service ;

- Les agents de surveillance de la voie publique (ASVP) seront soumis à un cycle de travail hebdomadaire à horaires fixes, d'une durée hebdomadaire de 36 heures sur 5 jours, avec une durée de travail quotidienne variable selon les besoins du service.

La réalisation de ces cycles générera 6 journées de réduction du temps de travail (RTT) pour les agents à temps complet, proratisées en cas de variation de la quotité de travail.

Services de la crèche municipale et de la halte-garderie

La direction Famille et Vie éducative (pôle Vivre ensemble) a opéré une réorganisation des temps de travail au sein de plusieurs de ses services au cours de l'année 2026.

Suite à l'harmonisation engagée en décembre 2024, il est proposé de poursuivre cette dynamique en alignant l'organisation du temps de travail des agents de la halte-garderie Camille Guérin sur celle des agents de la crèche municipale Joséphine Baker.

Ainsi, à compter du 1er novembre 2026, les agents des deux services seront soumis à un cycle de travail hebdomadaire à horaires fixes, d'une durée hebdomadaire de 36 heures sur 5 jours.

La réalisation de ces cycles générera 6 journées de réduction du temps de travail (RTT) pour les agents à temps complet, proratisées en cas de variation de la quotité de travail.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_065-DE

Après avis du Comité Social Territorial réuni le 12 octobre 2026, il est proposé au conseil municipal :

- de modifier les modalités d'organisation du temps de travail pour les agents de police municipale et les agents de surveillance de la voie publique, dans les conditions décrites ci-dessus ;

- de modifier les modalités d'organisation du temps de travail pour les agents des services de la crèche municipale et de la halte-garderie, dans les conditions décrites ci-dessus.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Le/La secrétaire
de séance

MAIRIE DE MONS-EN-BARŒUL
NORD

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et en susdits,
Pour extrait conforme,
Le Maire,

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le 20/10/2026
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_066-DE

VILLE DE MONS EN BAROEUL

DÉPARTEMENT DU NORD

SÉANCE DU 14 OCTOBRE 2026

ADOPTE

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2026-DEL-066

OBJET : RENOUVELLEMENT DU PROJET ÉDUCATIF DE TERRITOIRE POUR L'ANNÉE 2026-2027

Vu les articles L551-1 et R551-13 du Code de l'Éducation ;

Le Projet Éducatif de Territoire (PEdT) constitue un cadre de référence permettant de coordonner et de mettre en cohérence les actions et interventions des différents acteurs éducatifs auprès des enfants et des jeunes, en complémentarité avec le service public de l'Éducation nationale. Il favorise la coopération entre la Ville, les établissements scolaires, les familles, les associations et les partenaires institutionnels afin de répondre aux besoins des enfants et des jeunes et de favoriser leur épanouissement, leur réussite et leur parcours vers l'autonomie.

Par délibération en date du 11 décembre 2025, le conseil municipal a approuvé le PEdT 2025-2026 de la commune.

Afin d'assurer la continuité des politiques éducatives conduites sur le territoire et de poursuivre la dynamique partenariale engagée, la Ville souhaite renouveler son Projet Éducatif de Territoire pour l'année 2026-2027. Ce renouvellement s'inscrit dans les orientations nationales relatives à la continuité éducative, visant à renforcer l'articulation des temps scolaire, périscolaire et extrascolaire au service des parcours des enfants et des jeunes.

La Ville entend inscrire ce PEdT dans une démarche de transition vers un PEdT de 2e génération, dont l'élaboration devra être conduite en concertation avec l'ensemble des partenaires concernés et finalisée en vue de l'année 2027/2028. Le projet présenté pour l'année 2026-2027, annexé à la délibération, doit permettre d'assurer la continuité des actions éducatives existantes.

Cette période de transition permettra notamment de réaliser un état des lieux des actions et dispositifs mis en œuvre, d'identifier les besoins des enfants, des jeunes et des familles, de renforcer la coordination entre les différents acteurs éducatifs et de définir les modalités d'évolution du futur PEdT.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_066-DE

Il est proposé au conseil municipal d'autoriser Madame la Maire :

- à signer avec le Préfet de la Région Hauts-de-France, Préfet du Nord, le Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale et la Directrice de la Caisse d'Allocations Familiales du Nord, la convention relative au Projet Éducatif de Territoire 2026-2027 ;
- de prendre tout acte et signer tout document nécessaire à sa mise en œuvre ainsi qu'à la préparation du futur PEdT de 2e génération.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Le/La secrétaire de séance

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et en susdits,
Pour extrait conforme,
La Maire,

MAIRIE DE MONS-EN-BARŒUL – NORD –

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le 20/10/2026
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_066-DE

VOUS ÊTES BIEN À
MONS
EN BARŒUL

PROJET EDUCATIF DE TERRITOIRE

2026/2027

Ville de Mons en Barœul

Enfants et Jeunes de 3 à 17 ans

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_066-DE

AVANT PROPOS

Le Conseil de l'enfance du Haut Conseil de la Famille de l'Enfance et de l'Age (HCFEA), a introduit la notion des « Temps et Lieux Tiers des enfants et des adolescents » TLT. Les TLT peuvent être considérés comme le 3ème éducateur des enfants. 25% du temps disponible des enfants relèvent des TLT, 32% du temps scolaire, 30% du temps du faire en famille, auquel s'ajoute le temps à la maison sans activité avec la famille. Une étude récente pointe cependant la grande disparité d'accès à des temps éducatifs périphériques de qualité.

La famille et l'école sont fondamentales pour le développement, l'éducation et l'épanouissement des enfants. Mais ce que ceux-ci font, vivent, découvrent, apprennent et créent par ailleurs, impacte également toutes les sphères de leur développement et de leur évolution globale : santé, affectivité, apprentissage, socialisation.

Convaincue de cette dynamique, la Mairie de Mons en Baroeul se saisit du plan mercredi pour repenser, partager, travailler un PEdT et répondre aux besoins éducatifs du territoire.

LE CONTEXTE

Le PEdT s'inscrit dans une dynamique partenariale impulsée par le déploiement de la Convention Territoriale Globale (CTG) avec la Caisse d'Allocations Familiales sur le territoire. Le diagnostic partagé de territoire réalisé à cet effet, permet de rattacher les priorités du PEdT aux enjeux de la convention. Ainsi il convient de développer les actions à destination de la jeunesse et de l'enfance, dans une logique partenariale et de cohérence.

Aussi, compte tenu de ces éléments, le PEdT 2026/2027 a été l'occasion d'inscrire son renouvellement dans un contexte de cohérence avec les autres dispositifs et structures. La collectivité a intégré la réflexion collective sur les objectifs éducatifs menée au sein des commissions de la CTG. Cette réflexion et ce travail collaboratif, coïncide notamment avec les échéances dans le cadre des orientations nationales relatives à la continuité éducative et au développement des Projets Éducatifs de Territoire de 2ème génération (PEdT2).

Dans l'ambition et le cadre stratégique du PEDT 2026-2027, la Ville se propose de structurer l'action éducative dans une transformation progressive vers le PEdT2, dépassant la simple organisation du temps périscolaire par l'inclusion de l'extrascolaire tout en définissant les orientations éducatives des jeunes de 12 à 17 ans.

Dans cette transition, il conviendra de constituer une gouvernance. Dans ce cadre, les élus des thématiques jeunesse, Vie scolaire et Périscolaire ainsi que les principaux acteurs éducatifs de la ville participant aux commissions enfance et jeunesse constitueront le COPIL.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_066-DE

I. FICHE PROJET PEdT / PLAN MERCREDI

Nom et prénom de l'élu(e) référent :	Nadine Salima BLONDIAUX	
Fonctions précises :	Adjointe en charge de la Jeunesse, de la vie associative et de la promotion du bénévolat	
Adresse administrative :	27 av Robert Schuman 59370 Mons en Baroeul	
Téléphone :	03.20.61.79.37	
Adresse électronique :	nblondiaux@ville-mons-en-baroeul.fr	
Périmètre du territoire concerné : Indiquer le nom des collectivités concernées	Commune (s)	Mons en Baroeul
	EPCI	Métropole Européenne de Lille
	Autre – Précisez	

CONTRIBUTIONS AU PEdT/PLAN MERCREDI	
Liste des acteurs locaux (dénomination des structures partenaires) contribuant à la mise en œuvre du PEdT/Plan Mercredi.	- Mairie de Mons en Baroeul : services jeunesse, sports et vie associative, vie scolaire, Petite Enfance, culture, politique de la ville - Associations : Centre social Imagine, Maison de quartier Caramel, Association Promesse (agrément DDCS pour l'accueil d'enfants en semaine), Association Mons Vacances - Tissu associatif de la commune - Inspection Education Nationale, circonscription Lille 3;
Nom et prénom du coordinateur de la collectivité désigné par le maire ou le président de la collectivité :	LEVEQUE Danielle
Fonction :	Directrice Famille et Vie éducative
Adresse :	27 av Schuman 59370 Mons en Baroeul
Téléphone :	03.20.61.79.37
Adresse électronique :	dleveque@ville-mons-en-baroeul.fr

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_066-DE

DONNEES GENERALES

Effectifs scolaires	public	privé	total
Ecoles maternelles	671	103	774
Ecoles élémentaires	1116	170	1286
Collèges	782	460	1242

Nombre total d'enfants concernés par le PEdT/Plan mercredi :	3713				
3- 6 ans :	845	6 -12 ans :	1388	12 – 15 ans	1480

II. PUBLICS CONCERNES

Liste des écoles concernées :	
Ecole De Gaulle	3 rue de Gascogne
Ecole Rollin	7 rue Mirabeau
Ecole Perrault	4 rue Parmentier
Ecole Anne Frank	41 rue Vincent de Paul
Ecole La Fontaine	43 rue de l'an Quarante
Ecole Reine Astrid	43 bis rue Lacordaire
Ecole Le Petit Prince	17 Bd Pierre Mendès France
Ecole Lamartine	2 bis rue Ile de France
Ecole Guynemer	9 rue Mirabeau
Ecole Sévigné	1 rue Jeanne d'Arc
Ecole Montaigne	1 rue de Gascogne
Ecole Ronsard	1 rue Bossuet
Ecole Hélène Boucher	41 rue Vincent de Paul
Ecole La Paix	6 rue du Becquerel
Ecole Saint-Honoré	22 rue Florimond Delemer
Ecole Les Provinces	1 bis rue d'Alsace

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_066-DE

III. Etats de lieux

A. Diagnostic de la CTG

Dans le cadre de la Convention Territoriale Globale (CTG) un diagnostic partagé par les acteurs du territoire a été réalisé.

La ville de Mons-en-Barœul compte 2 487 enfants âgés de 3 à 12 ans soumis à l'obligation scolaire, dont 649 enfants âgés de 3 à 5 ans et 1 838 enfants âgés de 6 à 12 ans *(Données nominatives Caf du Nord)*. Environ 85 % d'entre eux fréquentent les établissements scolaires monsois. La commune recense également 1 480 jeunes âgés de 13 à 17 ans *(Insee)*. Si la quasi-totalité de ces adolescents est scolarisée (97 %), le territoire n'a pas de lycée et enregistre une mobilité forcée de sa jeunesse vers les établissements de la Métropole Européenne de Lille dès la sortie du collège.

Les indicateurs de précarité sont globalement plus élevés que sur la métropole : 28% de la population générale est en situation de pauvreté (contre 18% à l'échelle de la MEL) *(Insee - Filosofi)*, et 43% à 45% des enfants de la commune se trouvent dans des foyers à bas revenus *(Caf du Nord / Insee - Filosofi)*.

Selon une enquête de la CAF du Nord sur la parentalité, la principale difficulté pour 57% des parents, est de trouver l'équilibre entre leur rôle de parents et leur vie professionnelle et pour 52% c'est d'être suffisamment disponible pour son enfant. Concernant l'éducation des enfants leurs principales difficultés sont les nouvelles technologies (51%), la scolarité (39%) et la relation entre parents et enfants (37%). Au sujet de leur rapport aux adolescents, la gestion des réseaux sociaux et du numérique devient le premier facteur de tension intrafamiliale (62 %), tandis que 44 % des parents expriment une difficulté à maintenir le dialogue et à accompagner la prise d'autonomie et l'orientation scolaire.

Les principaux enjeux du territoire qui ont été dressés au cours de ce travail sont les suivants :

- L'homogénéisation des pratiques
- La mise en place d'actions complémentaires, lisibles et communiqués à tous
- Le développement du travail en partenariat et la participation des habitants

Le PEdT/Plan mercredi de la commune s'inscrit pleinement dans cette démarche en s'appuyant notamment sur une offre éducative municipale conséquente à destination des familles et un tissu associatif riche et dynamique.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_066-DE

B. L'offre éducative sur le territoire

Les familles et les enfants Monsois bénéficient d'une offre éducative municipale conséquente sur le territoire :

- Un accès gratuit à la bibliothèque municipale pour les monsois, avec de nombreuses animations gratuites proposées par la bibliothèque dans les murs, hors les murs et sur le temps scolaire.
- Une programmation culturelle municipale conséquente à destination des familles, du jeune public et du public scolaire. Gratuité de nombreux spectacles et tarification très abordable.
- Un conservatoire ouvert sur l'extérieur avec de nombreuses interventions musicales en milieu scolaire.
- Une piscine municipale, tarification réduite pour les enfants et les familles Monsoises, cycles d'apprentissage dédiés aux scolaires.
- Un soutien important aux associations sportives et culturelles avec, entre autres, le monitorat technique permettant aux nombreuses associations de proposer des tarifs réduits aux monsois.
- Variété de l'offre d'accueil extrascolaire associative et municipale valorisée auprès des familles via une brochure commune.

Mercredis Récréatifs

Il propose aux familles Monsoises des **Mercredis Récréatifs** pour les enfants âgés de 3 à 12 ans. Les enfants de moins de 3 ans peuvent être accueillis dès lors qu'ils sont scolarisés.

L'accueil des mercredis est réparti sur deux sites :

- dans les locaux de l'école De Gaulle pour les maternelles
- au sein de l'éco-parc du Baroeul, rue du Baroeul pour les enfants scolarisés en école élémentaire.

L'accueil se fait soit en journée (de 9h à 17h), soit en demi-journée (de 9h à 12h). Une garderie est également proposée, le matin de 7h à 9h et le soir de 17h à 19h.

L'inscription se fait sur l'espace famille numérique Mons Ami Numérique, ou directement au guichet de la mairie. Les familles ont la possibilité de réserver un ou plusieurs mercredis à la fois. Elles peuvent également réserver l'année complète. Les inscriptions débutent dès le mois de Juin. Le tarif des Mercredis Récréatifs est en fonction du quotient familial de la famille. La Mairie est signataire auprès de la CAF de la convention LEA qui garantit aux familles aux QF inférieurs à 700 des tarifs accessibles.

Les effectifs d'accueil sont les suivants :

	Demi-journée	Journée
École De Gaulle	*16 places*	*80 places*
Eco-parc du Baroeul	*16 places*	*84 places*

Un directeur diplômé dirige à l'année chaque accueil. Il est accompagné par une équipe d'animateurs diplômés BAFA, stagiaires et non diplômés. Chaque structure propose un projet pédagogique qui découle du projet éducatif de la ville et répond aux objectifs du PEdT.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_066-DE

L'accueil des mercredis permet aux enfants de profiter d'animations, de sorties et d'ateliers de découverte culturelles, artistiques et sportives. Ainsi, les équipes proposent aux enfants un programme d'activités variées et multiples visant à favoriser leur autonomie.

Dans le respect du rythme et du choix de l'enfant, ce dernier peut décider de l'activité qu'il va faire et peut même décider de ne rien faire un certain temps. Ce temps libre est encadré et des jeux et du matériel sont mis à disposition. Le vivre ensemble est au cœur de notre fonctionnement et se traduit par une approche collective tout en respectant l'individualité de chacun.

L'étude surveillée

Quotidiennement, de 16h30 à 17h30, un temps d'étude surveillée est proposé aux enfants des écoles élémentaires Guynemer, Sévigné, Ronsard, La Paix et Provinces. Elle est obligatoire pour les enfants allant en accueil périscolaire à partir de 17h30.

L'études surveillée de l'école Montaigne a été supprimée à la rentrée 2026 suite à l'expérimentation menée. Les élèves élémentaires inscrits en accueil périscolaire rejoignent désormais la garderie dès 16h30.

Pause méridienne

Chaque école monsoise dispose d'un temps de pause méridienne organisé par la ville (également pour l'école privée St Honoré de la Treille). Pour les maternelles, ce sont principalement les ATSEM des écoles qui accompagnent les enfants en restauration scolaire et mettent en place les animations. Pour l'élémentaire, une équipe d'animateur est recrutée.
Horaire : les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 11h30 à 13h30.

Les ACM périscolaires communaux

École Reine Astrid : cet accueil regroupe les enfants des écoles Reine Astrid, Ronsard, La Fontaine, La Paix ainsi que Hélène Boucher/Anne Frank (le matin uniquement).
Horaires : de 7h00 à 8h20 le matin et de 16h30 à 19h00 le soir
(à partir de 17h30 pour les élémentaires sortant d'étude).

École Le Petit Prince : cet accueil regroupe les élèves des écoles Le Petit Prince, Lamartine et Provinces.
Horaires : de 7h00 à 8h20 le matin et de 16h30 à 19h00 le soir
(à partir de 17h30 pour les élémentaires sortant d'étude).

École De Gaulle : ce lieu accueille les enfants des écoles Montaigne et De Gaulle.
Horaires : de 7h00 à 8h20 le matin et de 16h30 à 19h00 le soir.

Service de pédibus : il est effectué par les animateurs périscolaires entre les établissements scolaires et les lieux d'accueil le matin est le soir. Un transport est assuré dès 16h30 pour les maternelles et un autre à 17h30, après l'étude surveillée, pour les élémentaires.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_066-DE

Les ACM extrascolaires communaux

Les ACM sont organisés dans les écoles maternelles de la ville. Le site principal est Charles De Gaulle, mais l'organisation des ACM peuvent être ponctuellement mis en place dans d'autre établissements scolaires.

École maternelle 1 (3-5 ans) : L'accueil extrascolaire accueille les enfants de maternelle de 9h00 à 17h00. Une garderie est proposée dès 7h30 le matin et jusqu'à 18h30 le soir avec une possibilité de restauration le midi.

École maternelle 2 : (3-5 ans — période estivale uniquement) Cet accueil est ouvert exclusivement pendant la période estivale pour les enfants de maternelle, de 9h00 à 17h00. Les familles bénéficient d'un service de garderie de 7h30 le matin et jusqu'à 18h30 le soir avec une possibilité de restauration le midi.

Écoparc du Barœul : (6-12 ans) Dédié aux enfants de primaire, cet accueil extrascolaire fonctionne de 9h00 à 17h00. Les familles bénéficient d'un service de garderie de 7h30 le matin et jusqu'à 18h30 le soir avec une possibilité de restauration le midi.

M'café (12-17 ans) : Ce lieu est réservé aux adolescents et propose des activités de 10h00 à 12h00 puis de 13h30 à 17h00. Aucune possibilité de restauration n'est assurée le midi.

Ces activités sont ouvertes à tous les enfants de 3 ans révolus au 1er jour de fréquentation dans la limite des capacités d'accueil. L'inscription des moins de 3 ans est autorisée uniquement si l'enfant est scolarisé.

Le tarif des ACM périscolaires se fait en fonction des quotients familiaux. La mairie est signataire auprès de la CAF de la convention LEA qui garantit aux familles aux QF inférieurs à 700 des tarifs accessibles.

Depuis septembre 2021, les familles sont invitées à utiliser une plateforme numérique appelée Mon(s) Ami Numérique, sur laquelle ils créent leur espace citoyen. Ce qui leur permet d'inscrire leur(s) enfant(s) aux activités périscolaires, extrascolaires et de restauration gérées par la municipalité.

Les familles ont accès également à une offre éducative associative complémentaire de l'offre municipale :

Le centre social Imagine

Situé dans le quartier prioritaire du Nouveau Mons, le centre social associatif IMAGINE se compose de plusieurs secteurs : enfance, jeunesse et famille.

Au sein du secteur enfance, le centre social propose à ses adhérents :

- Un ACM les matins et après-midis durant toutes les vacances scolaires, le mercredi de 9h à 12h et/ou 14h à 17h pour les enfants à partir de 2 ans. De 12h à 14h un temps de restauration est proposé aux familles qui ramènent un panier repas. Les ACM sont dirigés par la responsable du secteur et les animateurs encadrant les enfants sont des vacataires répondant aux exigences réglementaires.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_066-DE

- Le mercredi, le centre social accueille les primaires au sein de ses locaux et les maternels au sein de l'école le Petit Prince. Il a une capacité à l'heure actuelle d'accueil d'une moyenne de 32 enfants pour les moins de 6 ans et de 72 enfants pour les plus de 6 ans dont 60 de 6-11 ans.

- Pour le public adolescent, un accueil périscolaire jeunesse est mis en place pour les 11-17ans, les mercredis de 14h à 19h et les vendredis soir de 18h à 19h30. Lors des vacances scolaires les jeunes ont accès à un ACM tous les jours de la semaine de 14h à 19h.

- Un dispositif CLAS pour les enfants orientés par les structures les soirs de la semaine pour les enfants scolarisés à partir du CP. Le dispositif permet d'accompagner 32 enfants scolarisés comprenant 23 familles.

- Le centre social propose des tarifs en fonction des Quotients familiaux et est signataire auprès de la CAF de la convention LEA qui garantit aux familles aux QF inférieurs à 700 des tarifs bas.

- Des ateliers éducatifs sont proposés aux enfants "les labos d'Imagine" : différentes thématiques sont proposées (cirque, couture, multisports, hip hop, sciences) à tarifs modulés ; ces ateliers en temps scolaire se déroulent le mercredi et/ou samedi.

La maison de quartier Caramel

La Maison de quartier Caramel est un lieu de vie, d'activités et de projets ouvert à tous. Agréée Espace de Vie Sociale par la CAF du Nord, elle accompagne les habitants à tous les âges de la vie à travers des actions éducatives, familiales, culturelles et citoyennes.

Caramel propose des accueils de loisirs, un secteur jeunesse, des actions familles et de soutien à la parentalité, des activités pour les adultes et les seniors, ainsi que de nombreux événements et projets menés à l'échelle de la ville.

La structure développe des projets ouverts et accessibles, construits avec les habitants et les partenaires. Elle soutient les initiatives, favorise les rencontres entre les publics et contribue à l'animation du territoire.

Les accueils de loisirs enfance de la structure fonctionnent selon ces modalités :

- Un accueil périscolaire les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 16h30 à 18h30, avec prise en charge des enfants directement aux écoles Anne Frank et Hélène Boucher ;

- Un accueil de loisirs le mercredi de 9h à 17h, avec repas et garderie de 7h30 à 9h et de 17h à 18h30 et pendant les vacances scolaires, accueil du lundi au vendredi de 9h à 17h, avec repas et mêmes horaires de garderie ;

- Capacités actuelles : 32 maternels et 36 primaires les mercredis ; 40 maternels et 48 primaires pendant les vacances.

Pour le public adolescent, un accueil périscolaire est mis en place les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 16h30 à 18h30 et les mercredis de 12h à 17h30. Lors de ces créneaux d'accueil l'association met en place : de l'aide aux devoirs le lundis et jeudis ; des groupes projets les mardis et vendredis.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_066-DE

L'accueil extrascolaire se tient quant à lui tous les jours de la semaine de 10h à 17h30.

L'association Promesse

Promesse est une association créée par les parents d'élèves des écoles Sévigné, Perrault, Rollin et Guynemer. En son sein, elle propose uniquement pour ces élèves :

- Un ACM le mercredi de 8h15 à 18h15 (avec demi-journée, repas en option ou journée complète) pour les enfants âgés à partir de 3 ans. Les ACM sont dirigés par le directeur de l'association épaulé par un directeur adjoint en CDI et les animateurs encadrant les enfants sont des vacataires répondant aux exigences réglementaires.

Il a une capacité d'accueil de 24 enfants de plus de 6 ans et 16 enfants de moins de 6 ans.

- Un ACM périscolaire pour les enfants des écoles Sévigné, Guynemer, Rollin, Perrault. Il accueille les élémentaires au sein de l'école Guynemer et les maternels au sein de l'école Perrault. Le soir de 16h30 à 18h30, l'effectif d'accueil est limité à 60 enfants de moins de 6 ans et 42 enfants de plus de 6 ans. Le matin de 7h30 à 8h30, l'effectif est de 20 moins de 6 ans et de 14 enfants de plus de 6 ans. Promesse propose des tarifs en fonction des Quotients Familiaux.

L'association Mons Vacances

L'association Mons Vacances dispense des centres de loisirs à dominante sportive. Par leurs activités, l'association a pour objet le bien être individuel, collectif et physique, la découverte de soi et des autres, de son environnement, de pratiques sportives et d'activité divers.

Les ACM sont mis en place uniquement pendant les vacances scolaires. Les centres maternels s'effectuent au sein de l'école Anne Frank. Les centres élémentaires et adolescents quant à eux s'organisent dans la salle Célestin de l'école Hélène Boucher.

Le groupe scolaire St Honoré la Treille

L'école St honoré la Treille est la seule école privée de la ville de Mons en Baroeul. L'école accueille les enfants dans les classes du cycle des apprentissages fondamentaux en maternelle et élémentaire.

- Le service de pause méridienne est assurée par la Ville de Mons -en-Baroeul.
- L'école privée assure elle-même les temps de garderie et du soir de 16h45 à 18H15

L'Accompagnement Scolaire Dans et Avec les Familles (ASDAF)

L'AASDAF mène son action d'accompagnement scolaire au domicile des familles habitant le quartier du Nouveau Mons. Son action vise à faire progresser les enfants, à les impliquer et à trouver des modalités d'organisation pour que l'apprentissage devienne un temps plus plaisant avec comme effets à la clé, la recherche de progrès scolaire et le regain de la confiance en soi.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_066-DE

C. Une politique en faveur des quartiers prioritaires

Aborder la question de l'épanouissement de l'enfant dans le cadre de l'accompagnement de la vie scolaire doit nécessairement, à Mons en Baroeul, se faire au regard des initiatives et expériences vécues grâce à l'effet combiné du « **Contrat de Ville »** et du « **Programme de Réussite Educative »**, renforcées par la **« Cité éducative »** dont les programmations contribuent à l'éveil de nombreux jeunes, hors cadre scolaire.

Il convient dès lors de rappeler que le périmètre de géographie prioritaire couvre près de la moitié du territoire communal et concerne : 10 055 habitants, 9 établissements scolaires (5 écoles maternelles, 4 écoles élémentaires) soit 1134 élèves.

Le réseau REP+ est labellisé **« cité éducative »** du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2027. Ce dispositif renforce la continuité éducative pour l'ensemble des enfants et des jeunes de 0 à 25 ans issus du QPV et les expérimentations permises par le dispositif s'appuient sur l'engagement de la municipalité et sur le tissu associatif. Dans ce cadre, une **« Cellule d'Evitement Scolaire »** est mise en place depuis l'année scolaire 2025-2026, impliquant l'ensemble des partenaires éducatifs sur le territoire monsois.

Les résultats du réseau éducatif sont globalement supérieurs à ceux des autre Rep +, mais marqués par des fragilités persistantes notamment en compréhension, en lexique, en numérotation et en géométrie. C'est dans ce contexte que la Cité éducative développe les axes : Conforter le rôle de l'école ; Promouvoir la continuité éducative ; Ouvrir le champ des possibles.

La programmation **de la « réussite éducative** » permet la mise en place d'ateliers thématiques divers permettant de développer les compétences des enfants en difficulté autour du jeu, de la coopération, de la musique, du mouvement et de la détente ou encore de l'informatique.

Ces ateliers sont encadrés par des intervenants qualifiés et s'adressent à un public identifié avec le concours des enseignants dans le cadre des équipes pluridisciplinaires de soutien. Ils sont mis en œuvre grâce à la participation de partenaires institutionnels locaux avec qui nous étudions toutes les ressources locales mobilisables et utiles à la construction de parcours de réussite éducative pour ces enfants.

Le **contrat de ville** vise à réduire les inégalités sociales et territoriales dans les QPV. Dans cette mesure, des actions à destination des publics en quartier prioritaire sont mises en œuvre répondant aux enjeux : actions de lutte contre les inégalités dès l'enfance ; l'amplification de la politique d'accès à l'emploi ; la promotion de l'accès aux soins et à la prévention ; œuvrer pour le vivre ensemble.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_066-DE

D. La protection des mineurs comme fil conducteur

La sécurité physique, affective et du bien-être des enfants constitue une exigence essentielle, permettant la qualité éducative du PEdT.

Afin d'assurer un environnement bienveillant et sécurisé, les équipes éducatives seront sensibilisées au repérage des comportements préoccupants et aux postures professionnelles attendues. Ainsi, les obligations légales comme les modalités d'alerte, de signalement et de circulation de l'information seront établies. Les formations seront mises en place avec les partenaires compétant dans ce domaine (UFCV, CNFPT, …). Dans cette mesure, les projets pédagogiques intègreront ses notions indispensables et de manière explicite.

Dans ce cadre, chaque équipe des structures municipales et associatives s'appuiera sur un fonctionnement structuré et soutenu par une coordination à l'échelle de la collectivité. Cette démarche s'inscrit dans une stratégie globale : favoriser la sécurisation des publics accueillis en particulier par la vigilance portée aux recrutements et à la formation des animateurs, constituant un levier de prévention des violences à l'enfant.

Enfin, en cas de suspicion d'abus, de recueil de parole d'enfant ou de doute sérieux, le protocole strict impose au professionnel de ne jamais rester seul face aux éléments portés à sa connaissance. La priorité absolue est immédiatement donnée à la protection du mineur, au suivi des faits, à la transmission sans délai à la hiérarchie et à la mobilisation des autorités compétentes.

IV. Enjeux et Objectifs du PEdT / Plan Mercredi

A. Enjeux éducatifs pour la collectivité

Suite aux différents constats et diagnostics réalisés sur le territoire, l'enjeu de ce nouveau PEdT/Plan mercredi sera d'assurer **la continuité éducative sur le temps périscolaire et de répondre aux besoins des familles.**

Pour cela les acteurs éducatifs, dans le cadre de la CTG s'engagent notamment à travailler sur :

- Une offre d'accueil périscolaire à harmoniser sur l'ensemble du territoire.
- Une connaissance des actions et dispositifs existants à destination des familles et des enfants mieux maitrisés par l'ensemble des acteurs éducatifs.
- Un travail en partenariat à consolider entre les professionnels et une continuité à assurer malgré les mobilités professionnelles.
- Des supports adaptés et une communication ciblée sur l'activité enfance du territoire à destination des familles.

La collectivité souhaite maintenir sa dynamique partenariale et poursuivre ses ambitions éducatives pour le périscolaire. Les grands défis et enjeux de demain devront guider l'action éducative, afin de rendre les jeunes acteurs de leur avenir et leur permettre de construire un avenir durable. C'est pourquoi trois axes majeurs seront déclinés dans les objectifs éducatifs de ce nouveau PEDT/Plan mercredi :

I. La construction du futur citoyen
II. L'éducation au développement durable
III. L'épanouissement personnel

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_066-DE

La Convention Territoriale Globale (CTG) a été renouvelée pour la période 2026-2030 et signée en juillet 2026. Ce renouvellement s'accompagne d'un plan d'action actualisé, en cohérence avec la vision et les orientations définissant la trajectoire de la CTG pour les prochaines années.

Les orientations définies dans le cadre de la CTG 2026-2030 constituent le socle de travail pour l'élaboration des objectifs du prochain Projet Éducatif du Territoire (PEdT) de deuxième génération.

Cette démarche s'inscrit dans une dynamique collaborative et s'appuiera notamment sur les plans d'action « Enfance » et « Jeunesse » présentés ci-dessous :

Plan d'action Enfance

- **Ouverture d'un ACM pendant les vacances de fin d'année** : 1ère semaine des vacances de fin d'année pour un effectif de 56 maternels, 60 élémentaires et un ACM Ado d'une capacité de 30 jeunes.

- **Rendre lisible, visible et accessible l'offre sur le territoire**
  - Réfléchir à une meilleure information des usagers sur l'offre de loisirs et de culture par tranche d'âge

- **Renforcer les liens entre acteurs autour d'un projet partagé**
  - Élaboration d'un nouveau Projet Éducatif de Territoire co-construit, évalué et rendu actif par l'ensemble des acteurs éducatifs du territoire.
  - Formations des professionnels du territoire, adaptées aux enjeux de l'enfance notamment sur le handicap et s'appuyer sur les dispositifs existants (PRH, Référent handicap, BPthèque…).
  - Développer et animer les comités interprofessionnels autour de l'enfance pour instaurer une connaissance mutuelle et une culture commune des partenaires institutionnels et associatifs.

- **Favoriser la participation et l'implication des jeunes**
  - Impliquer les enfants dans les commissions menus, les cérémonies et les commémorations.

Plan d'action Jeunesse

- **Favoriser la participation et l'implication des jeunes**

- Mise en place un évènement festif, rassembleur et valorisant les projets des jeunes du territoire : festival des jeunesses
- Mise en place de cérémonie de valorisation des jeunes (Diplôme du brevet, carte d'électeur)
- Réfléchir à la mise en place d'un conseil municipal de la jeunesse
- Initier des temps de rencontres entre les jeunes monsois et les institutions de la commune

- **Rendre lisible, visible et accessible l'offre sur le territoire**

- Structurer un calendrier partagé des actions jeunesse et organiser des temps d'échanges entre acteurs de la jeunesse

- **Créer un lieu de référence identifiable et reconnu par les jeunes et leurs parents**

- **Accompagner les jeunes vers l'information et l'orientation**

- Susciter la création d'un réseau visant à faciliter les rencontres entre les entreprises du territoire et les jeunes collégiens.
- Poursuivre l'accompagnement des jeunes vers l'insertion (Sport dans la Ville, mission locale…)

B. Objectifs éducatifs du PEdT/Plan Mercredi

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_066-DE

Dans chaque structure, sur les temps périscolaires et extrascolaires, les acteurs éducatifs s'engagent à :

La construction de la citoyenneté

- Développer le sens critique des jeunes
- Favoriser la mixité fille/garçon
- Développer la cohésion de groupe et le vivre ensemble
- Encourager l'expression
- Permettre aux enfants de faire des choix, notamment sur le choix de leurs activités
- Sensibiliser au handicap et faciliter l'accueil des enfants en situation de Handicap dans toutes les structures

L'éducation au développement durable

- Rendre les enfants acteurs du développement durable
- S'engager vers des comportements écocitoyens
- Encourager les mobilités douces

L'épanouissement personnel

- Respecter le rythme de l'enfant et permettre à chacun de trouver son rythme
- Veiller au bien-être de l'enfant, aménager des temps calmes et de repos
- Contribuer au développement de l'autonomie
- Encourager les découvertes
- Développer les potentiels

Les réunions de concertation organiser dans le cadre de la CTG enfance ont permis aux acteurs éducatifs de partager leurs constats et de prioriser certains axes.

C'est pourquoi, en cette rentrée 2026 les différents projets éducatifs périscolaires accorderont une attention particulière aux thématiques et enjeux éducatifs qui découlent notamment de l'axe 1 du PEdT, La construction du futur citoyen :

- L'égalité fille/garçon
- La laïcité
- La lutte contre le harcèlement scolaire

C. Indicateurs répondants aux objectifs (Quantitatifs, Qualitatifs)

- Est-ce que toutes les familles trouvent un mode de garde ?
  Indicateur : La fréquentation. En considérant la difficulté d'avoir une liste fiable. Les structures devront identifier le taux de demandes non pourvues (ex : enfants en situation de handicap)
- Le nombre de projets menés et partagés, exemple en lien avec les projets d'école.
- Avoir des indicateurs genrés par activités, nombre de filles/ de garçons
- Nombre de familles concernées par le PEdT, mesurer l'impact à l'échelle de la ville.
- Programme affiché, proposition d'organisation structurée, claire et propre à chaque structure
- Recueil des avis des enfants sur les activités et sur leur bien-être

D. Effets attendus sur les enfants (Connaissance, capacités, attitudes, bien être)

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_066-DE

- Que l'enfant puisse être en capacité de citer les projets dans lesquels il participe.
- Que l'enfant soit en capacité d'identifier les compétences acquises.
- Que le sentiment s'appartenance à la ville soit renforcé.
- Que le sentiment de bien-être chez l'enfant soit renforcé.
- Que les enfants participent à des activités inédites.
- Que les enfants soient force de proposition et entendus.
- Que les enfants soient plus ouverts sur le monde qui les entoure.
- Que les enfants expérimentent la cohésion de groupe

E. Effets attendus sur la politique jeunesse

- Un partenariat consolidé entre les acteurs éducatifs du territoire
- Une coordination du temps périscolaire à l'échelle de la ville
- Des projets communs et des moyens mutualisés
- Une offre périscolaire claire et accessible à tous
- Montée en qualité des accueils collectifs de mineurs

V. Articulation du PEdT/Plan mercredi avec les dispositifs existants

Ce nouveau PEdT/Plan mercredi s'articule avec la Convention Territoriale Globale et s'inscrit pleinement dans la vision sociale partagée par l'ensemble des acteurs à long terme pour le territoire.

Il s'inscrit également dans les projets d'établissement des structures partenaires.

Enfin, le PEdT/Plan mercredi a pour objectif de s'articuler au mieux avec les projets d'école.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_066-DE

VI. Organisation et Nature des activités proposées

A. Organisation

Sur le temps périscolaire du matin et du soir, le territoire a une capacité d'accueil de :

- 193 places pour les moins de 6 ans
- 172 places pour les plus de 6 ans
- 48 places pour les plus de 12ans *(dont 24 uniquement le vendredi)*

	Ecoles concernées	Horaire	Nombres de places
Accueil Le Petit Prince Ville de Mons-en-Barœul	Le Petit Prince, Lamartine	7h-8h30 16h30-19h	21moins de 6 ans 21 plus de 6 ans
Accueil De Gaulle Ville de Mons-en-Barœul	De Gaulle, Montaigne	7h-8h30 16h30-19h	30 moins de 6 ans 25 plus de 6 ans
Accueil Reine Astrid Ville de Mons-en-Barœul	Reine Astrid, Ronsard, La Paix, La fontaine, *le matin pour* : Anne Frank et Hélène Boucher	7h-8h30 16h30-19h	42 moins de 6 ans 36 plus de 6 ans
École Saint-Honoré Notre Dame de la Treille	Saint-Honoré	16h45 à 18H15	Pas de seuil
Maison de quartier Caramel	Ecoles Anne Frank et Hélène Boucher le soir	16h30-18h30	24 moins de 6 ans 24 plus de 6 ans 24 plus de 12 ans
Centre social Imagine	Non concerné	18h-19h30 (vendredi)	 24 plus de 12 ans
Association Promesse Matin	Ecoles Sévigné, Perrault, Rollin et Guynemer	7h30-8h30	16 moins de 6 ans 24 plus de 6 ans
Association Promesse Soir	Ecoles Sévigné, Perrault, Rollin et Guynemer	16h30-18h30	60 moins de 6 ans 42 plus de 6 ans.

Sur le temps périscolaire du mercredi, le territoire a une capacité d'accueil de

- Pour les 3 - 6 ans :
  - 148 places en journée complète
  - 16 places en demi-journée
- Pour les 6 – 12 ans :
  - 170 places en journée complète
  - 16 places en demi-journée
- Pour les plus de 12 ans :
  - 24 places en journée complète
  - 24 places en demi-journée

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_066-DE

Au sein d'une école maternelle Ville de Mons en Baroeul	7h-9h garderie 9h-17h ACM 17h-19h garderie	80 moins de 6 ans en journée 16 moins de 6 ans en demi-journée
Éco-parc du Baroeul Ville de Mons en Baroeul	7h-9h garderie 9h-17h ACM 17h-19h garderie	84 plus de 6 ans en journée 16 plus de 6 ans en demi-journée
Maison de quartier Caramel	7h30-9h garderie 9h-17h ACM 12h17h ados 17h-18h30 garderie	32 moins de 6 ans 36 plus de 6 ans 24 plus de 12 ans
Association Promesse	8h15-18h15	20 moins de 6 ans 16 plus de 6 ans
Centre social Imagine	9h-12h 14h-17h	16 moins de 6 ans 24 plus de 6-11 ans 24 plus de 12 ans en demi-journée

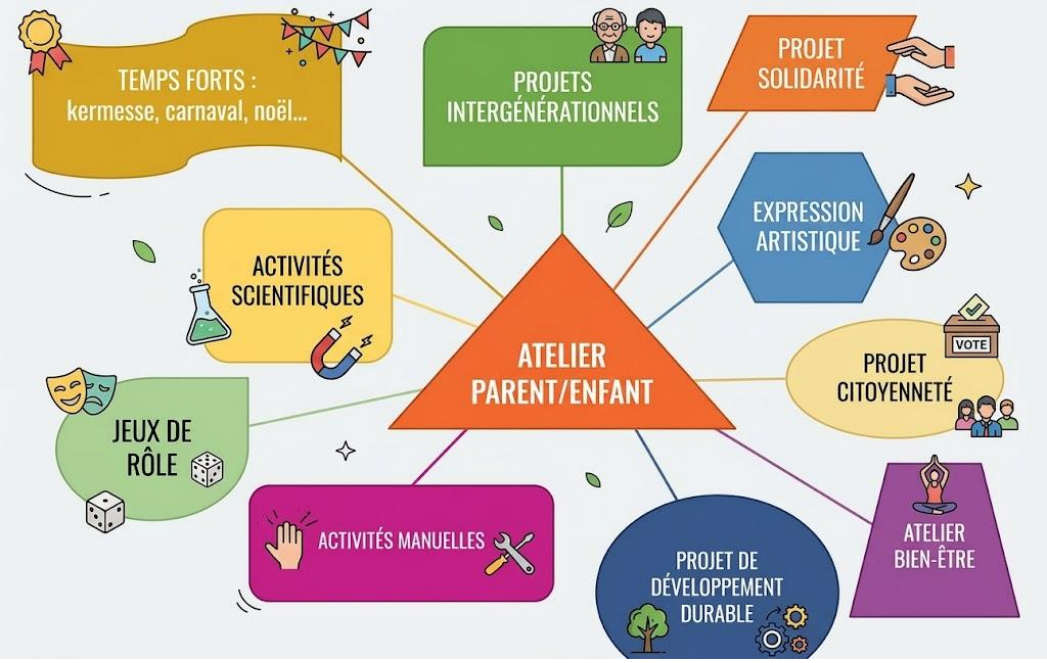
Sur le temps des vacances scolaires le territoire a une capacité d'accueil de

- Pour les 3 – 6 ans :
  - 248 places en journée complète
  - 32 places en demi-journée
- Pour les 6 – 12 ans :
  - 300 places en journée complète
  - 16 places en demi-journée
- Pour les plus de 12 ans
  - 54 places en journée complète
  - 24 places en demi-journée

Groupe scolaire Maternelle 1 Ville de Mons en Baroeul	7h-9h garderie 9h-17h ACM 17h-19h garderie	88 moins de 6 ans En journée 16 moins de 6 ans en demi-journée
Groupe scolaire Maternelle 2 Ville de Mons en Baroeul (Uniquement en périodes estivale)	7h-9h garderie 9h-17h ACM 17h-19h garderie	88 moins de 6 ans En journée 16 moins de 6 ans en demi-journée
Parc du Baroeul Ville de Mons en Baroeul	7h-9h garderie 9h-17h ACM 17h-19h garderie	180 plus de 6 ans En journée 16 plus de 6 ans en demi-journée
M'Café Ville de Mons en Baroeul	10h-12h00 13h30 18h30	30 plus de 12 ans
Maison de quartier Caramel	7h30-9h garderie 9h-17h ACM 10h-17h ados 17h-18h30 garderie	40 moins de 6 ans 48 plus de 6 ans 24 plus de 12 ans
Association Mons Vacances	8h15-18h15	16 moins de 6 ans 24 plus de 6 ans
Centre social Imagine	9h-12 14h-17h	16 moins de 6 ans 24 Plus de 6-11 ans 24 plus de 12ans en demi-journée

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_066-DE

B. Activités proposées



C. Participation financière des familles

Voir Annexe n°1

VII. Bilan annuel et modalités d'évaluations

Le comité de pilotage du PEdT/Plan Mercredi.

Il se réuni a minima une fois par an. Il assure la cohérence, la communication et la coordination entre les différents dispositifs. Il veille à la communication entre les partenaires et en direction des usagers. Il réfléchit à l'évaluation et aux modalités de sa mise en œuvre et s'appuyant notamment sur les bilans et évaluations de chacun des dispositifs et services éducatifs de la commune.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le 20/10/2026
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_067-DE

VILLE DE MONS EN BARŒUL

DÉPARTEMENT DU NORD

SÉANCE DU 14 OCTOBRE 2026

ADOPTÉ

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2026-DEL-067

OBJET : ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DE PROJET DANS LE CADRE DE LA CITÉ ÉDUCATIVE DU NOUVEAU MONS

La démarche de Cité éducative vise à renforcer les dispositifs éducatifs pour les enfants et les jeunes, de la petite enfance jusqu'à 25 ans, pendant, en dehors et en complément du cadre scolaire, dans des quartiers prioritaires.

Le quartier du Nouveau Mons bénéficie d'une labellisation « Cité éducative » depuis le 1er janvier 2025, pour une durée de trois ans. Dans ce cadre, les partenaires représentant respectivement la Ville, la Préfecture du Nord et les services de l'Éducation Nationale, réunis en formation dite « Troïka », ont retenu deux actions pour lesquelles ils proposent au conseil municipal l'attribution de subventions de projet :

Association bénéficiaire	Projet concerné	Objectif général	Montant
Sport dans la Ville	« En famille vers l'orientation »	Accompagner les élèves à profils de 4e / 3e du collège Descartes dans leur découverte des entreprises ; appuyer concrètement les recherches de stage en 3e ; sensibiliser leurs parents aux enjeux de l'orientation scolaire et professionnelle.	2 000 €
Centre social Imagine	« Maître de son parcours »	Accompagner les lycéens monsois de Pasteur et Baggio, et leurs parents, dans la réflexion sur leur orientation et leur projet de parcours.	11 000 €

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_067-DE

Ces subventions seront versées dans les conditions suivantes :

- 50 % suite à l'adoption de cette délibération par le conseil municipal ;
- 50 % sur présentation des justificatifs de dépenses en rapport avec l'objet de la subvention.

Il est proposé au conseil municipal :

- d'attribuer, dans le cadre de la Cité éducative du Nouveau Mons, deux subventions de projet pour un montant de 2 000 € à Sport dans la Ville et pour un montant de 11 000 € au Centre social Imagine ;
- d'autoriser Madame la Maire à signer toute convention, acte ou document afférent au versement de cette subvention ;
- d'inscrire les dépenses correspondantes au budget de l'exercice.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Le/La secrétaire
de séance

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et en susdits,
Pour extrait conforme,
La Maire,

MAIRIE DE MONS-EN-BAROEUL
NORD

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le 20/10/2026
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_068-DE

ADOPTÉ

VILLE DE MONS EN BAROEUL

DÉPARTEMENT DU NORD

SÉANCE DU 14 OCTOBRE 2026

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2026-DEL-068

OBJET : ATTRIBUTION DE LA PARTICIPATION OBLIGATOIRE AUX FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OGEC SAINT-HONORÉ NOTRE DAME DE LA TREILLE POUR L'ANNÉE 2026

Conformément à l'article L442-5 du Code de l'Éducation, la Ville verse annuellement une subvention à l'OGEC Saint-Honoré Notre Dame de la Treille.

Cette participation obligatoire est versée au titre de la prise en charge partielle des dépenses de fonctionnement des classes de cet établissement scolaire privé sous contrat d'association.

Il est proposé au conseil municipal :

- d'autoriser l'attribution, pour l'année 2026, d'une subvention de fonctionnement de 78 703,79 € à l'OGEC Saint-Honoré Notre Dame de la Treille,
- d'autoriser Madame la Maire à signer tout document relatif au versement de cette participation,
- d'inscrire les crédits correspondants au budget de l'exercice.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et en susdits,

Le/La secrétaire de séance

MAIRIE DE MONS-EN-BAROEUL — NORD

Pour extrait conforme,
La Maire,

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le 20/10/2026
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_069-DE

VILLE DE MONS EN BARŒUL

DÉPARTEMENT DU NORD

SÉANCE DU 14 OCTOBRE 2026

ADOPTÉ

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2026-DEL-069

OBJET : CONVENTIONNEMENT AVEC LA MEL DANS LE CADRE DU RÉSEAU MÉTROPOLITAIN DES « FABRIQUES CULTURELLES »

Vu l'article L5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux fonds de concours ;

Vu les délibérations n° 10 C 0381 et 10 C 0382 adoptées par le conseil de la Métropole Européenne de Lille le 25 juin 2010, marquant le soutien et la promotion d'évènements culturels partagés par le réseau dit des « Fabriques culturelles » ;

Parmi les orientations de la politique culturelle de la Métropole Européenne de Lille, figure la volonté de mettre en réseau, de créer des complémentarités et des cohérences dans l'offre proposée par chacun des équipements culturels structurants, appelés « Fabriques culturelles ».

Tout au long de l'année, la Maison Folie du Fort de Mons et les neuf autres « Fabriques culturelles » réparties sur le territoire métropolitain se mobilisent et se coordonnent pour élaborer des programmes d'actions et de travail en réseau, dans le cadre de leurs saisons culturelles.

Considérant que le projet présenté par la Maison Folie du Fort de Mons participe de cette politique de cohérence et de complémentarité, la Métropole Européenne de Lille a décidé, par sa délibération n° 26-B-0010 du 26 juin 2026, d'attribuer à la Ville de Mons en Barœul un fonds de concours d'un montant de 70 000 €, dans les conditions définies par une convention bipartite.

Il est proposé au conseil municipal :

- d'accepter l'aide financière accordée par la MEL dans le cadre du réseau des « Fabriques culturelles »,
- d'autoriser Madame la Maire à signer la convention de partenariat relative à ce fonds de concours, conformément au projet annexé, ainsi que tout autre document afférent,
- d'inscrire les recettes correspondantes au budget de l'exercice concerné.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

MAIRIE DE MONS-EN-BARŒUL — NORD

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et en susdits,

Pour extrait conforme,

Le/La secrétaire de séance

La Maire,

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le 20/10/2026
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_069-DE

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

CONVENTION DE PARTENARIAT

PASSÉE ENTRE

LA MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

ET

LA VILLE DE MONS-EN-BAROEUL

POUR LA MAISON FOLIE LE FORT DE MONS

RELATIVE AU

RÉSEAU DES FABRIQUES CULTURELLES

Année 2026

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_069-DE

Entre :

La Métropole Européenne de Lille, Établissement Public de Coopération Intercommunale, sise 2 boulevard des Cités Unies, CS 70043, 59040 Lille Cedex, représentée par son Président, Monsieur Éric SKYRONKA, agissant en application de la délibération n° 26-B-0010 du Bureau métropolitain du 26 juin 2026.

Désignée sous les termes « **Métropole Européenne de Lille** », d'une part,

Et :

La Ville de Mons-en-Barœul, sise Hôtel de Ville, 27 Avenue Robert Schumann, 59370 Mons-en-Barœul, représentée par son Maire, Madame Diana Da Conceiçao, agissant en application de la délibération de son Conseil Municipal.

N° de SIRET : 215 904 103 000 11, code APE : 751A.

Désignée sous les termes « **la Ville** », d'autre part,

Vu,

- Les articles L 1611-4, L 2121-29, L 5211 et L 5215-26 du Code général des collectivités territoriales

PRÉAMBULE

Considérant que par la délibération n° 03 C 0365 du 10 octobre 2003, le Conseil de Communauté a fixé les grandes orientations culturelles pour la métropole dans le cadre de ses compétences « équipements et réseaux d'équipements culturels » et « soutien et promotion d'événements d'intérêt métropolitain ». Parmi ces orientations figure la volonté pour la **Métropole Européenne de Lille** de mettre en réseau les équipements culturels structurants appelés les Fabriques Culturelles ;

Considérant qu'il était proposé d'apporter une aide financière à la mise en réseau d'équipements culturels qui, tout en restant de compétence communale, bénéficieraient d'un effort communautaire sur une programmation commune ou spécifique. Cette intervention se rattache à la compétence en matière d'évènements culturels d'intérêt métropolitain ;

Considérant que les délibérations n° 10 C 0381 et n° 10 C 0382 du 25 juin 2010 ont marqué le soutien et la promotion d'évènements culturels partagés par le réseau dénommé des Fabriques Culturelles et constitué des équipements suivants :

- la maison Folie Beaulieu à Lomme ;
- la maison Folie de Lille Moulins ;
- la maison Folie de Lille Wazemmes,
- la maison Folie l'Hospice d'Havré de Tourcoing ;
- la maison Folie la Ferme d'en Haut de Villeneuve d'Ascq ;
- la maison Folie le Fort de Mons de Mons-en-Barœul ;
- le Colysée de Lambersart ;
- le Nautilys de Comines ;

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_069-DE

- le Vivat, scène conventionnée danse et théâtre d'Armentières ;
- les Arcades, centre musical de Faches-Thumesnil ;
- la Condition Publique de Roubaix (non éligible au titre du réseau puisque financée dans le cadre de l'EPCC Condition Publique. Cf. délibération n°10 C 0209 du 2 avril 2010).

Considérant que l'ensemble du réseau des Fabriques Culturelles s'est mobilisé pour présenter de nouveaux projets de travail en réseau pour l'année 2026.
Considérant que le projet ci-après présenté par **la Ville** participe de cette politique, la **Métropole Européenne de Lille** a décidé de lui verser un fonds de concours dans les conditions définies dans la présente convention.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, **la Ville** s'engage à mettre en œuvre, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet décrit en annexe 1, laquelle fait partie intégrante de la convention, ainsi que tous les moyens nécessaires à son bon déroulement, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule et les modalités suivantes :

- les actions de mise en réseau doivent être réalisées par au moins deux partenaires et correspondre à des opérations de création, de partage de public ou de complémentarité dans la diffusion ;
- le projet proposé doit correspondre à des opérations d'accompagnement d'artistes (soutien à la création, échanges entre amateurs et professionnels, diffusion en réseau, résidences…), de circulation et d'accompagnement des publics (parcours entre équipements, projets participatifs, ateliers de pratique amateur communs,…) ou de complémentarité dans la diffusion (programmations thématiques, mini-festivals, temps forts,…).

Par ailleurs, **la Ville** contribuera à atteindre les objectifs suivants :

- favoriser l'intercommunalité culturelle ;
- favoriser le travail en commun des structures culturelles ;
- favoriser l'accessibilité au plus grand nombre et aux populations qui n'ont pas accès d'une manière générale à des expériences culturelles diversifiées ;
- excellence ;
- contribution à la cohésion métropolitaine ;
- innovation culturelle et artistique ;
- manifestation présentant les caractéristiques d'un éco-évènement.

Pour sa part, la **Métropole Européenne de Lille** s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ce projet.

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie au titre de l'année 2026 et prendra fin à l'extinction des obligations de paiement inhérentes à la présente convention.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_069-DE

ARTICLE 3 – MODALITÉS DE LA CONVENTION

Des annexes à la présente convention précisent :

- annexe 1 : description des projets partagés par le réseau;
- annexe 2 : description et budget prévisionnels des projets portés par l'équipement;
- annexe 3 : l'évaluation et compte-rendu financier des projets portés par l'équipement;
- annexe 4 : la délibération n° 26-B-0010 portant octroi de subvention.

ARTICLE 4 – MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

4.1 : Montant de la subvention

Le montant total du fonds de concours s'élève à la somme 70 000 euros [soixante-dix mille euros].

4.2 : Modalités de versement

Le fonds de concours sera crédité selon les modalités suivantes

- 56 000 € soit 80 % à la notification de la convention ;
- 14 000 € soit 20 % sur présentation de l'évaluation et du compte-rendu financier des projets portés par l'équipement.

Le versement sera effectué selon les procédures comptables en vigueur au compte :

- Nom du titulaire du compte : Trésorerie de Villeneuve-d'Ascq
- Banque : Banque de France

IBAN	FR48 3000 1004 68D5 9700 0000 060
Code BIC	BDFEFRPPCCT

Le comptable assignataire est le Comptable du Trésor de la **Métropole Européenne de Lille**.

Conformément aux dispositions de l'article L5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales, le montant total du fonds de concours n'excédera pas la part de financement assurée, hors subventions, par **la Ville.**

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DE TRANSMISSION DE DOCUMENTS

La Ville s'engage à fournir dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice comptable le bilan d'évaluation du projet visé à l'article 11 et les justificatifs des actions de communication signés par le Maire ou toute personne habilitée.
Le bilan d'évaluation comprend notamment le compte-rendu financier du projet. Ce tableau est issu du compte de résultat de l'organisme. Il fait apparaître les écarts éventuels (tant en euros qu'en pourcentage) constatés entre le budget prévisionnel du projet et les réalisations. Un commentaire sur les écarts éventuellement constatés est apporté.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_069-DE

ARTICLE 6 – OBLIGATION D'INFORMATION

Dans le cadre du fonds de concours, **la Ville** s'engage à fournir à la **Métropole Européenne de Lille** toute délibération prise dans le respect des conditions dudit article. Elle tiendra informée la **Métropole Européenne de Lille** de toute révision éventuelle du montant de sa participation.
Si le montant du fonds de concours versé par la **Métropole Européenne de Lille** devait être réduit, cette dernière émettra à l'encontre de **la Ville** un titre de recettes pour le montant correspondant.
En cas de difficulté d'exécution, d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par **la Ville**, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer la **Métropole Européenne de Lille** sans délai par une lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7 – ASSURANCES

La Ville s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la MEL ne puisse être recherchée. **La Ville** devra être en mesure de justifier à tout moment à la MEL de la souscription de ces polices d'assurances et du paiement effectif des primes correspondantes.

ARTICLE 8 – COMMUNICATION

La Ville s'engage à respecter le cahier des charges de communication ci-après, visant à organiser la promotion de la **Métropole Européenne de Lille** :

- en faisant apparaître avec la plus grande lisibilité le logo des Fabriques Culturelles de la **Métropole Européenne de Lille** et la mention **Métropole Européenne de Lille** sur l'ensemble des supports : affiches, posters, journaux internes, invitations, programmes, supports informatiques, … ;
- en faisant apparaître, dans ses installations, une signalétique de la **Métropole Européenne de Lille** : panneaux, calicots, … ;
- à mentionner le partenariat de la **Métropole Européenne de Lille** ;
- à proposer d'autres actions de promotion de la métropole susceptibles de répondre à l'attente de la **Métropole Européenne de Lille** ;
- à respecter la charte graphique de la **Métropole Européenne de Lille**, lors de chaque action de promotion.

À cette fin, **la Ville** prendra l'attache de la direction de la communication, afin de déterminer les modalités pratiques d'application du code visuel et du présent partenariat (tel. : 03.20.21.20.21).

ARTICLE 9 - SANCTIONS

En cas de non-présentation des documents prévus aux articles 5 et 6 dans les délais, de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle, sans l'accord écrit de la **Métropole Européenne de Lille**, des conditions d'exécution de la convention par le bénéficiaire, la **Métropole Européenne de Lille** pourra exiger le reversement de tout ou partie

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_069-DE

des sommes déjà versées au titre de la présente convention. Elle pourra également décider de ne pas instruire une demande de fonds de concours ultérieure.

ARTICLE 10 – CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

La Ville s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la **Métropole Européenne de Lille** de la réalisation du projet, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

ARTICLE 11 – ÉVALUATION

L'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Métropole Européenne de Lille a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée par **la Ville**.

Ainsi, un bilan d'évaluation sera envoyé par **la Ville** dans les six mois suivant la réalisation du projet et pourra porter notamment sur :

- l'analyse des résultats de l'opération d'un point de vue financier et opérationnel ;
- la conformité de ces résultats avec l'objet du projet mentionné à l'article 1er ;
- l'impact des actions ou des interventions dans la métropole et s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général.

La Ville s'appuiera sur le tableau d'évaluation proposé en annexe 3.
Ce bilan d'évaluation pourra tenir compte des critères d'intervention sur lesquels la **Métropole Européenne de Lille** a souhaité insister et qui correspondent aux objectifs visés à l'article 1.

ARTICLE 12 – AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.
Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

ARTICLE 13 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_069-DE

ARTICLE 14 – RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une procédure de négociation amiable. Si les parties n'arrivent à aucun règlement amiable du litige, celui-ci sera alors du ressort du Tribunal administratif de Lille.

Fait à Lille en 2 exemplaires originaux, le

La Ville de Mons-en-Barœul	**La Métropole Européenne de Lille**
Le Maire, Diana DA CONCEIÇAO	Pour le Président, Le Vice-président Délégué, Michel DELEPAUL

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_069-DE

ANNEXE 1

DESCRIPTION DES PROJETS PARTAGÉS PAR LE RÉSEAU

INTENTION : LA MARQUE DE FABRIQUE DU RÉSEAU DES FABRIQUES CULTURELLES

Depuis 2005, 11 équipements culturels structurants du territoire constituent le réseau des Fabriques Culturelles sous l'impulsion de la **Métropole Européenne de Lille** :

- La Condition Publique de Roubaix ;
- La Ferme d'en haut de Villeneuve d'Ascq ;
- La maison Folie Beaulieu de Lomme ;
- La maison Folie de Lille-Moulins ;
- La maison Folie de Lille-Wazemmes ;
- La maison Folie l'Hospice d'Havré de Tourcoing ;
- Le Colysée de Lambersart ;
- Le Fort de Mons de Mons-en-Barœul ;
- Le Nautilys de Comines ;
- Le Vivat d'Armentières ; Les Arcades de Faches-Thumesnil.

Le réseau, en associant la diversité de projets de chacune des structures vise à mieux valoriser leurs actions, à dégager des axes forts de collaboration, à mutualiser les moyens, à développer des projets artistiques ambitieux et partagés, à contribuer au renforcement d'une identité métropolitaine.

Le réseau poursuit les objectifs suivants :

- soutenir et accompagner la création artistique ambitieuse dans toutes les disciplines ;
- favoriser la circulation des artistes et des publics entre les lieux du réseau ;
- favoriser l'implication des habitants dans le processus de création artistique ;
- faciliter l'accès à la culture pour tous ;
- renforcer les moments d'échanges entre amateurs et professionnels ;
- insuffler une dynamique de coopération intercommunale.

Les projets proposés par ces Fabriques permettent, dans le cadre d'un accompagnement à la création, de continuer à soutenir un artiste ou une compagnie émergente dans plusieurs lieux du réseau, en renforçant les moments d'échanges entre amateurs et professionnels ou encore en développant des ateliers de pratique ouverts au public. Ainsi, la mise en réseau permet de favoriser la circulation du public sur le territoire métropolitain.

Le réseau des Fabriques Culturelles est devenu un outil de développement artistique et culturel incontournable sur le territoire de la **Métropole Européenne de Lille.**

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_069-DE

SYNTHÈSE DES PROJETS PARTAGÉS PAR LE RÉSEAU POUR L'ANNÉE 2026

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Réseau des Fabriques Culturelles
Synthèse des projets 2026

	SOUS THEMATIQUES	Fabriques partenaires	Description synthétique du projet	Période
#DANSER		MF Wazemmes	Mue - La Fabrique	mars
		MF Moulins	Zinzindes - Labo Compagnie Farid Berki - exposition	Mars
		Ferme d'en haut	Le déménage / Ida Rauhala carrières	avril
		Fort de Mons	Temps fort danses urbaines (Expo "Je rêve et je fais" par Human2quarter/ Ce déménage + stage danse avec la Cie Rauhlala Carrières)	février
		Vivat	Nidoriant/ Le public des médailles - Compagnie le grive Les Souffles - LAC project lymph blood story M424 - Yonak Eureka - Rust'Négresse Elan – Tatiana Guerin Nadie XXL - Cie Raffaine Chalal Avis I real - Zhyk Jung Inflation – LAC Project Malad mater - Lou cantor	
		Hospice d'Havré	Farid Berki - exposition	juin/août
		Condition Publique		
		Colysée		
		Nautilys		
		Arcades	Cie Zahrbat - Almatafa Les Performances	automne Performances 4 juillet
		MF Beaulieu	Cie Zahrbat - Malinda 10 26/ Théâtre du corps - Reliere 09 26 / Cie BVDK - Le Chat Solide 03 26/Cie Alidrase - Tsuru 02 26 /	
#ACCUEILLIR		MF Wazemmes	Le Temps d'une Lune - Alasafa Le Baron de Münchhausen - Compagnie Joker	fevrier/mars décembre
		MF Moulins	Festival des Lettrades Contemporaines Naked Soft Men - Heloise Perty Le plaisir, le jeux et le triomphe - Joachim Frost	Juin février
		Ferme d'en haut	Jazz à vélo'd avec une saison de 8 dates de concert jazz et Couleur en liberté, concert de musique classique	janvier à décembre
		Fort de Mons	- Les Soirées Jazz à Mons : Nolleau Trio / Eric Dubois Trio / Astrid Jazz Machine / Nicolas de Beauff Quartet / etc. - Printemps du Jazz : Julien Loureau avec Tourcoing Jazz / Conférence Jazz et chanson française par Frédéric Volanti / Rencontre des départements Jazz des conservatoires des Hauts de France / Mastercless + mini-concert jazz et chanson française par Emma Piat & Julien Girard / Concert Trio Frédéric Volanti - Week end cultures du monde : Orange Blossom / Bal culbati	Un jeudi par mois 20 et 21 mars
		Vivat	Jérémie Ternoy et Sulay Haser Toruk Ce commence par la marche - Jérémie Ternoy Quatuor Artaxerxe	
		Hospice d'Havré	Tourcoing Jazz Festival, Programmation jazz tout au long de l'année,	
		Condition Publique		
		Colysée		
		Nautilys	L'Euphonie des Coquelicgrues Slug-Sing Quartet Bâtiks + Nile On vault	
		Arcades	27/09 + Ballade avec Milles + Aliette Reason et Benjamin Moussay 28/09 Lecture musicale de Bael Faure à la Médiathèque autour des textes de Jean Giono 08/09 + Loups + Maëlis Pascaud 10/10 + Plantée tout terrain + Simon Feihe Début décembre : Concert Musique du monde en cours de programmation	15 mars
		MF Beaulieu	Festival Blats de blues 11 26 / Avant l'aurore soirée Black métal 01 26 / the swing'in affair quartet & P Richard 09 26/ Voodoo game 10 26/	
#ACCOMPAGNER		Vivat et MF Wazemmes	Mic Nuit à Reynouïl - Dyptique Théâtre Dilo...pas comme Emile ! Compagnie l'Equipe Lymph Blood Story - Julie Botel - l'Equipe	janvier - octobre novembre 25 - juin 26 mars - novembre
		Vivat et Ferme d'en haut	Un jour (Toi) à Vancouver - Rachid Bouali (Cie La langue pendue) spectacle accueilli au Vivat le 1er décembre 2026 et les saisons précédentes à la Ferme d'en haut	Décembre
		MF Moulins	L'armoire d'Olga - Compagnie Nina (résidence de création avec action culturelle - CR2) UNIDIV - exposition "Sans Filtre" Printemps de l'accessibilité Les prénoms que nous portons - compagnie La Malaque (résidence et diffusion)	février mai octobre
		MF Wazemmes	Prendre Corps - Compagnie Morsure la Joue	mars
		Ferme d'en haut	Dispositif Tour de Chauffe, concert Adalis, concert Madi Isaac et Thibault Alexandre (anciens lauréats Tour de Chauffe) Résidences cie l'Intruse, Résidence Ô.Kart, Washboard and the jazzy mates, cie Haut le faire et Cie Vis à Vis théâtre et Cie Les allumés du ciel	toute l'année
		Fort de Mons	- Dispositif et festival Tour de Chauffe - Résidences : A l'ombre des grands arbres - Cie Illimitée / Je saisons nous saisirons - Les Ateliers de Pénélope / Cache cache avec la Grande Dame - Les Marguilliats / La Magie du Crocodile - Cie Uma / Trois, Quatre...3 - JC Chenevat / La Baleine Tatouée - Cie du Bonjour / La Collection - Cie Perdreaux Rouil / Natur - Cie Samuela D	Toute l'année
		Hospice d'Havré	Dispositif Tour de Chauffe, Résidence Cie La Rustine	
		Condition Publique		
		Colysée		
		Nautilys	Dilo...pas comme Emile ! Compagnie l'Equipe Déblock ! La tête dans les nuages et le nez au milieu de la figure - Cie Vis A Vis théâtre Matrioshka - Cie Les Marguilliats L'enfant et la mer - Cie de la minuscule mécanique Wild Wood - Cie le Plandre Tour de Chauffe et Avant le Tour	
		Nautilys / Arcades / Fort de Mons		
		Arcades	Dispositif et Festival Tour de Chauffe - Slan Polish + Houda - Okita Kanseri - Jeanne Desf Résidence Alma Résidence Cie La femme et l'homme debout Résidence de création CO-LAB dans le cadre de SUSTAIN en partenariat avec l'Aeronef	Festival TDC en novembre
		MF Beaulieu	Dispositif Tour de Chauffe 26/ 2 compagnonnages 26 -théâtre Buriat et Cie Mauvaise muslime / résidences Cie l'Intruse, Cie Vis à Vis, Cie Laisse moi manger ton coeur , Cie du théâtre Diagonale, CRAC,	
#ÉVEILLER		MF Wazemmes	Lucienne Allen au l'île perdue - Compagnie Haut&Bas La danse des Tarentules - Collectif Mais Mais	mars décembre
		MF Moulins	Attention à la tête - La Polyesse Alou - Compagnie Eléanore Stone Le Syndrome du spaghetti - Compagnie Lolium La Baleine tatouée - Compagnie du Bonjour (résidence et diff) Tout petit pilot - Compagnie Sous les étoiles	mars mai octobre juin et novembre Décembre
		Ferme d'en haut	8 dates de concert de musique classique : Classique à la Ferme / Cie La Rustine Tapis Blanc + exposition 123 explore ! par Cloub /Cie Rose Bonheur / La Manivelle- Respire / temps fort halloween	Toute l'année
		Fort de Mons	L'Âme de l'A - Cie Rejeu Majeur / Et pluie c'est tout - PY Prothais et M Letourmel / Si je te mens tu m'aimes ? - Théâtre du Prisme / Brouillie - Cie Bleu Renard / Trois, Quatre...3 - JC Chenevat / A l'ombre des grands arbres - Cie Illimitée / La Baleine Tatouée - Cie du Bonjour / Cache-cache avec la Grande Dame - Cie les Marguilliats	Toute l'année
		Vivat	Il était un soir - Cie l'Hotel du Nord Echos en couleurs - Cie Ayoun Pantoufle au coeur - cie Voix off Tougt c'est la rentré - Franck Vandecasteele A l'ombre des grands arbres – Tony Melville	
		Hospice d'Havré	Cie La Rustine - Tapis Tatoos (résidence et diff) et Cultivallée le (diff) Cie Les Ateliers de Pénélope Flaque Cie La Clef des Chants Camping Cosmos Cie Créatitude Le Loup en Slip Cie Le Mécanique du Fluide Micro-Disco et Sordi - Cie La Loupiote Grenier -	Mars - Avril

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_069-DE

		Condition Publique		
		Colysée		
		Nautilys	L'alginea,bitinoscule - Cie la mécanique du fluide (accueil en 2026 à La Ferme d'en Haut) Délilaub ! - Cie Vis-À-Vis théâtre Le chat sur la photo - CDN de Normandie et des Théâtres Flocon - Cie On disait que (accueil en 2025 à La Ferme d'en Haut) Petit Torrent - Cie Petit Isidore Train - Train blues - Cie les 3 Valouches	
		Nautilys et Arcades		
		Arcades	Ludivine Klein ou l'île perdue - Cie Maudibloc Toi m'aimes ! de Blaudelle Perdpuel Temps Calme On va pas se quitter comme ça ! La Blaudelle	
		MF Beaulieu	Cie du théâtre Diagonale Manouvrier Yanuin 02 26/ Cie Maudibloc - Ludivine Klein ou l'île perdue 05 26 / - Le Petit Multj du 10 au 21/02 - Cie Vis à Vis - Délilaub 12/26 - mes premiers pas au théâtre Balanoire - ateliers parents-enfants 2026 - concert classique de l'OMN 01 26	
#BIDOUILLER		MF Wazemmes		
		MF Moulins	Mouvilla (Mini-lab et Musée Numérique) Tisseurs d'ondes & Paysouilles atomiques - concert performance Ma femme ! Compagnie des petits pas dans les grands	Toute l'année mai mai
		Ferme d'en haut	Temps fort rencontre au vert et ateliers développement durable	Toute l'année
		Fort de Mons	Les ateliers des "Vendredi je me dit" ! Ecrit-moi ! (concert de lettres + création d'un visuel sur carte postale avec Amélie Bouyer) / Sortir du cadre (découverte de l'impro) / BD avec Florian Lessaure Atelier autour de l'expo de Daniel Broz Ateliers vidéomapping Atelier ukulélé parent enfant avec la Cie Illimitée Atelier Illustration avec la Cie du Bonjour Ateliers bruitages & stop motion avec Last Frame à beautiful	Toute l'année
		Vivat	Poursuite des projets de programmation partagés avec les bibliothèques, "Les Voisins aux manettes", Ce groupe d'adultes en situation de handicap visionne des spectacles sélectionnés dans les programmations de nos partenaires, en recevant l'accompagnement de l'équipe du Vivat et de l'artiste Aude Denis. Il choisit un spectacle qui sera programmé la saison suivante au Vivat. Son choix 2025 sera programmé en février 2026 dans la saison du Vivat. Le groupe poursuivra son action la saison prochaine et s'il le souhaite accompagnera ce premier choix en communication auprès des spectateurs/trices du Vivat.	
		Hospice d'Havré	Repair Café avec le Jardin des Ronces	3x/an
		Condition Publique		
		Colysée	Les ateliers enfants/parents	
		Nautilys	Repair Café avec le centre social VATOUKI	
		Arcades	Projet Minotopies - WAAO - construction d'une cabane urbaine participative	
		MF Beaulieu	Ateliers 26	
#ÉGALITÉ DES GENRES		MF Wazemmes	Bières en été - Compagnie Adèle Nasr	mars
		MF Moulins	Sur le Chemin des Fables - Compagnie du Crêt'sh (dans le cadre des Journées du Matrimoine) C'est pas comme si - Compagnie I (dans le cadre des Journées du Matrimoine)	Septembre Septembre
		Ferme d'en haut	LISA par Colline Morel (programmé au VIVAT en 2027)	mars
		Fort de Mons	Vendredi je me dit "Filles et fortes" - petit déj' philo sur l'égalité F/H avec Audrey Coppin / Atelier d'écriture & soirée lecture autour de textes féministes avec Pauline Hermange	7 mars
		Vivat	Quand je serai grande je serai Patrick Swayze - Chloé Olivères	
		Hospice d'Havré		
		Condition Publique		
		Colysée	Exposition MoiToiNous sur le bien-vivre ensemble	17 janvier > 28 avril
		Nautilys		
		Arcades		
		MF Beaulieu	Cie Minuscule mécanique - Puissantes. 09 26/ Cie les vagabondes le suis une fille 11 26	
#IMAGINER	# Paysages en transition	MF Wazemmes		
		MF Moulins	Exposition performance Les Cyclophones et Douche à Paillettes de François Cys	juin
		Ferme d'en haut	Exposition Paysages en transition, Pop art et Mitou/Mad, 6 dates de théâtre d'impro avec Impro Fight, la ligue d'improvisation des Hauts de France, théâtre humour, Théâtre avec de Wizz et de Les gens qui sont ici, Cie La femme et l'homme debout avec il y a des choses que non	de janvier à décembre
		Fort de Mons	Week end impro - la Lito Ne vote ni ton vert - I. Richard et V. De Franciquelle Expo Vinyl Resurgence de Daniel Broz	6-7 février 3 mars avril-mai
		Vivat		
		Hospice d'Havré	Exposition Play The Game, Exposition Regards sur le Jazz/ Cie La femme et l'homme debout avec il y a des choses	avril-mai et juin-décembre
		Condition Publique		
		Colysée	Exposition "toutes les roulis" et paysages en transition	
		Nautilys		
		Arcades	Le Bruit du Rêt - spectacle musical de Basil Faure autour de l'œuvre de Jean Rhino Table ronde thématique transition écologique culturelle dans le cadre de l'événement Tuskahi en partenariat avec l'Astrel	28 mai
		MF Beaulieu	exposition Usine-vitrines 26 / lecture musicale L'écoliane de vivre C Kinger 01 26/	
#DIVERSITÉS		MF Wazemmes	2400 grammes - Enjeu Majeur	octobre
		MF Moulins	Fanfare Zwazo - concert	janvier
		Ferme d'en haut	Concerts de Hybit, concert ghetto avec innovation numérique, concert de Zalhia, une immersion musicale à la croisée des cultures, 2400 grammes - Enjeu Majeur, Je suis une sirène - de La Parcelle (accueil au Vivat en 2026), Rings Crag, Alors mêmes Sonit - La cavale	mars, juin et octobre
		Fort de Mons		
		Vivat	On fera mieux la prochaine fois - Compagnie la Belle bleue Mahada - Fida Mahfoudh et Cie l'Entreprise Cabaret Teheran - Cie la ligne d'ombre	
		Hospice d'Havré		
		Condition Publique		
		Colysée	Exposition MoiToiNous sur le bien-vivre ensemble	17 janvier > 28 avril
		Nautilys		
		Arcades	Table ronde J'en suis J'y reste x LGBTQIA+ et handicap : des discriminations qui se cumulent x Le Temps d'une Lune - Atlasafe - Severine Morfin & Malik Zied + Duo Mirial	29/09/2026 19/09
		MF Beaulieu		
#appelàprojetsFC2026 Toute la musique que j'aime : un projet porté par l'Amicale de production		MF Wazemmes		
		MF Moulins	Dans le cadre des "Rendez-vous au Jardin"	7 juin
		Ferme d'en haut	Animation rollo - balade / 10 juillet	
		Fort de Mons	Projet renouvellement urbain - Restitution ouverture de saison (+ Vitesse R3)	30 septembre
		Vivat	Avril 2026 On chante nos souvenirs et nos émotions dans les rues d'Hirsonnaises et dans le hall du Vivat, autour du spectacle et la plus belle chanson du monde de Marie Lecomte	
		Hospice d'Havré	Mars 2026 - Soirée fêtes Marie à Tourcoing	28 mars
		Condition Publique		
		Colysée	Soirée entre chiens et loups	18 juin
		Nautilys	24 octobre - soirée participative	
		Arcades	4 juillet Ferlorcinades : prise de parole en déambulation dans la ville et embalonné de rollo	
		MF Beaulieu	ouverture de saison 3 octobre	
#appelàprojetsFC2026 : difusion du répertoire de la Cie Le Compost		MF Wazemmes	Dans le cadre des Journées du Matrimoine et du Patrimoine accueil du spectacle "Dans de beaux draps" / Compagnie Le Compost	20 septembre
		MF Moulins		
		Ferme d'en haut		
		Fort de Mons		
		Vivat	Accueil du spectacle "LIVRÉ POUR VOUS, récits de corps féminins" / Compagnie Le Compost en février 2027	
		Hospice d'Havré		
		Condition Publique		
		Colysée		
		Nautilys		
		Arcades		
		MF Beaulieu		

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_069-DE

ANNEXE 2

DESCRIPTION ET BUDGET PRÉVISIONNEL DES PROJETS PORTÉS PAR L'ÉQUIPEMENT

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Réseau des Fabriques Culturelles
Description des projets portés par chaque équipement
Année 2026

Nom de la Fabrique Culturelle	Description de la participation au projet	Nature de la dépense	Budget prévisionnel	Apport MEL	Budget réalisé	Apport MEL réel	Bilan de l'action (fréquentations, actions réalisés, médiation,...)
Maison Folie du Fort de Mons	#Accompagner : Tour de Chauffe, Soutien de compagnies et de collectifs	Artistique	12 040 €	6 020 €			
		Technique	2 100 €	1 050 €			
		Communication/médiation	1 800 €	900 €			
		Résidence	0 €	0 €			
		Coordination	1 116 €	558 €			
			17 056 €	8 528 €	0 €	0 €	
Maison Folie du Fort de Mons	#Accueillir : programmation Jazz et Musique du Monde + Partenariats avec d'autres structures	Artistique	22 738 €	11 369 €			
		Technique	6 200 €	3 100 €			
		Communication/médiation	8 700 €	4 350 €			
		Résidence	6 000 €	3 000 €			
		Coordination	3 055 €	1 528 €			
			46 693 €	23 347 €			
Maison Folie du Fort de Mons	#Eveiller : programmation jeune public tout au long de la saison	Artistique	42 000 €	21 000 €			
		Technique	10 600 €	5 300 €			
		Communication/médiation	5 400 €	2 700 €			
		Résidence	0 €	0 €			
		Coordination	4 060 €	2 030 €			
			62 060 €	31 030 €			
Maison Folie du Fort de Mons	#Imaginer : théâtre d'improvisation / pièces musicales interactives / ateliers contes / lectures / littérature	Artistique	4 696 €	2 348 €			
		Technique	2 975 €	1 488 €			
		Communication/médiation	3 000 €	1 500 €			
		Résidence	1 600 €	800 €			
		Coordination	859 €	430 €			
			13 130 €	6 565 €			
Maison Folie du Fort de Mons	#Bidouiller : ateliers parents-enfants ou adultes "ça me dit samedi" à la bibliothèque du Fort de Mons en écho à la programmation culturelle municipale + stages et ateliers de découverte d'une pratique artistique	Artistique	10 860 €	5 430 €			
		Technique	300 €	150 €			
		Communication/médiation	9 600 €	4 800 €			
		Résidence	0 €	0 €			
		Coordination	1 453 €	727 €			
			22 213 €	11 107 €			
Maison Folie du Fort de Mons	#Egalité femme-homme : Tous les projets autour de la défense de l'égalité des droits, le matrimoine, la parité, le stéréotype, les questions de genre, le féminisme, la lutte contre les violences sexistes et sexuelles / éducation	Artistique	800 €	400 €			
		Technique	0 €	0 €			
		Communication/médiation	900 €	450 €			
		Résidence	0 €	0 €			
		Coordination	119 €	60 €			
			1 819 €	910 €			
Maison Folie du Fort de Mons	#Danser : Programmation danse + Bal des Fabriques	Artistique	12 040 €	6 020 €			
		Technique	2 100 €	1 050 €			
		Communication/médiation	1 800 €	900 €			
		Résidence	0 €	0 €			
		Coordination	1 116 €	558 €			
			17 056 €	8 528 €			
Maison Folie du Fort de Mons	#Appel à projet Fabriques 2026 : Porté par l'Amicale de Prod, Toute la musique que j'aime documentera, à Mons en Baroeul, les fêtes de quartier organisées en 2026 sur les décombres des projets du renouvellement urbain...	Artistique	7 000 €	3 500 €			
		Technique	1 300 €	650 €			
		Communication/médiation	1 200 €	600 €			
		Résidence	1 600 €	800 €			
		Coordination	777 €	389 €			
			11 877 €	5 939 €			
		TOTAL DES DEPENSES	191 904 €	95 952 €			
			TOTAL PRODUITS	70 000 €			
			RESULTAT PREVISIONNEL	121 904 €			

Le 28 avril 2026

Pour la Maire et par délégation,
Cédric BLOUME
Adjoint à la Culture

MAIRIE DE MONS-EN-BAROEUL – NORD

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_069-DE

ANNEXE 3

ÉVALUATION ET COMPTE-RENDU FINANCIER DES PROJETS PORTÉS PAR L'ÉQUIPEMENT

L’équipement partenaire rendra compte de la réalisation des événements soutenus en s'appuyant sur le modèle de tableau proposé ci-dessous.

Nom de la Médiathèque Culturelle	Description de la participation au projet	Nature de la dépense	Budget prévisionnel	Apport LMCU	Budget réalisé	Apport LMCU réel	Bilan de l'action (fréquentations, actions réalisées, médiation, etc.)

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_069-DE

ANNEXE 4

DÉLIBÉRATION N°26-B-0010 DU BUREAU METROPOLITAIN DU 26 JUIN 2026 PORTANT OCTROI DE SUBVENTION

Acte certifié exécutoire - Télétransmision 059-200093201-20260626-lmc100000128541-DE
Envoi préfecture le 26/06/2026 - Publié le 01/07/2026

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Pour rendu exécutoire

A Lille, le 26 juin 2026
Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Arnaud FICOT

26-B-0010

Séance du vendredi 26 juin 2026

DELIBERATION DU BUREAU

RESEAU DES FABRIQUES CULTURELLES - CONVENTIONS DE PARTENARIAT - SAISON 2026

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5215-26 ;

Vu la délibération n° 03 C 0365 du 10 octobre 2003 du Conseil de Communauté fixant les grandes orientations culturelles pour l'institution dans le cadre de ses compétences "équipements et réseaux d'équipements culturels" et "soutien et promotion d'événements d'intérêt métropolitain" ;

Vu la délibération n° 10 C 0209 du 02 avril 2010 portant modification de la contribution statutaire de la MEL à l'EPCC La Condition Publique ;

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

Depuis 2005, la Métropole soutient les fabriques culturelles du territoire dans leur travail en réseau afin d'élargir leur zone d'influence et de favoriser le partage et la qualité des programmations.

Il s'agit de créer des complémentarités et des cohérences dans l'offre culturelle proposée par chacun des équipements suivants :

- l'EPCC La Condition Publique à Roubaix,
- l'association Le Vivat, à Armentières.

Et les équipements en régie suivants :

- La Ferme d'en Haut de Villeneuve d'Ascq,
- La maison Folie Beaulieu de Lomme,
- La maison Folie de Lille Moulins,
- La maison Folie de Lille Wazemmes,
- La maison Folie le Colysée de Lambersart,
- La maison Folie l'Hospice d'Havré de Tourcoing,
- Le Nautilys de Comines,
- Les Arcades de Faches-Thumesnil,
- Le Fort de Mons de Mons-en-Barœul.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_069-DE

b. Modalités du partenariat

Avec l'appui de la Métropole Européenne de Lille, les Fabriques Culturelles se réunissent et se coordonnent tout au long de l'année pour élaborer des programmes d'actions et de travail en réseau pour les saisons culturelles à venir.

Les projets proposés par les Fabriques Culturelles doivent être portés par au moins deux partenaires et correspondre à des opérations d'accompagnement d'artistes (soutien à la création, diffusion en réseau, résidences, etc.), de circulation et d'accompagnement des publics (parcours entre équipements, projets participatifs, ateliers de pratique amateur communs, etc.) ou en complémentarité dans la diffusion (programmations thématiques, mini-festivals, temps forts, etc.).

Sur la base des demandes formulées par chacun des équipements pour l'année 2026, il est proposé de fixer à 780 000 € le montant global de ces partenariats, dont le détail figure ci-après :

- la Ferme d'en Haut de Villeneuve d'Ascq : 70 000 €,
- le Fort de Mons de Mons-en-Barœul : 70 000 €,
- la maison Folie Beaulieu de Lomme : 70 000 €,
- la maison Folie Wazemmes de Lille : 70 000 €,
- la maison Folie Moulins de Lille : 70 000 €,
- la maison Folie le Colysée de Lambersart : 70 000 €,
- la maison Folie l'Hospice d'Havré de Tourcoing : 70 000 €,
- le Nautilys de Comines : 70 000 €,
- les Arcades de Faches-Thumesnil : 70 000 €,
- le Vivat d'Armentières : 150 000 €.

Ces montants sont identiques à ceux octroyés en 2025.

Une convention sera passée avec chacune des Fabriques Culturelles.

Pour les équipements en régie municipale, les montants octroyés n'excéderont pas la part des financements assurés, hors subventions, par chaque commune annuellement en faveur de leur équipement (dispositions de l'article L.5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Par ailleurs, La Condition Publique, soutenue dans le cadre de la participation métropolitaine à l'EPCC en application de la délibération n° 10 C 0209 en date du 2 avril 2010, est associée aux travaux de concertation du réseau mais n'est pas subventionnée au titre de la présente délibération.

Acte certifié exécutoire - Télétransmision 059-200093201-20260626-lmc100000128541-DE
Envoi préfecture le 26/06/2026 - Publié le 01/07/2026

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_069-DE

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir le réseau des Fabriques Culturelles pour la saison 2026 ;

2) D'attribuer un fonds de concours à chacun des équipements en régie municipale selon la répartition reprise au paragraphe de la présente délibération et d'un montant maximal de 630 000 € au titre de l'année 2026 ;

3) D'attribuer une subvention à l'association le Vivat d'Armentières d'un montant de 150 000 € pour soutenir le projet des Fabriques Culturelles ;

4) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer les conventions qui en découlent ;

5) D'imputer les dépenses d'un montant de 780 000 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le 20/10/2026
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_070-DE

VILLE DE MONS EN BAROEUL

DÉPARTEMENT DU NORD

SÉANCE DU 14 OCTOBRE 2026

ADOPTE

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2026-DEL-070

OBJET : CONVENTIONNEMENT AVEC L'ÉTAT RELATIF À L'ORGANISATION DES SÉANCES D'ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE DANS LE CADRE SCOLAIRE

Dans le cadre de l'enseignement de l'éducation physique et sportive à l'école primaire, une convention de partenariat est proposée par la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale du Nord afin de définir les modalités pratiques d'organisation des séances réalisées au bénéfice des élèves des écoles de la commune.

Pour l'apprentissage de la natation notamment, la Ville met la piscine municipale à la disposition des écoles du territoire, afin de permettre aux élèves de bénéficier de séances de natation dans le cadre scolaire, dans des conditions adaptées d'enseignement et de sécurité.

Ce projet de convention précise notamment les conditions d'utilisation des installations, les modalités d'encadrement et de surveillance des élèves, ainsi que les rôles et responsabilités respectifs de la Ville, de l'école, des enseignants et des différents intervenants mobilisés.

Le présent conventionnement est conclu à compter du 1er septembre 2026 et pour une durée d'une année scolaire. Il est ensuite renouvelable par tacite reconduction pour la même durée.

Il est proposé au conseil municipal d'autoriser Madame la Maire à signer avec la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale du Nord la convention de partenariat pour l'enseignement de l'éducation physique et sportive à l'école primaire, conformément au modèle joint en annexe, ainsi que tout acte ou document nécessaire à sa mise en œuvre.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Le/La secrétaire de séance

MAIRIE DE MONS-EN-BAROEUL NORD

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et en susdits,

Pour extrait conforme,

La Maire

ACADÉMIE DE LILLE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction des services départementaux de l'éducation nationale du Nord

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le 20/10/2026
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_070-DE

Année scolaire 2026- 2027

Convention de partenariat pour l'enseignement de l'EPS à l'école primaire

(En vigueur à partir du 1er septembre 2025)

Entre la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale du Nord, représentée par Monsieur Olivier COTTET, Inspecteur d'Académie, Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale,

ou par Mr ou Mme ……..

Inspecteur(trice) de l'Education Nationale de la circonscription …….

ET

La collectivité ou la structure ……

Représenté(e) par Mr ou Mme……Maire ou son représentant,

Adresse …….

ou

L'association, le club, le comité ou la ligue……...

Représenté(e) par Mr ou Mme……..…..., Président(e),

Adresse …….

ET

L'école ……Ville…….

Directrice ou directeur ……..

ET, dans le cas d'intervenants stagiaires **dans le cadre de l'alternance**

NOM Prénom stagiaire ……. NOM Prénom tuteur ……

L'organisme de formation……

Représenté par Mme/Mr, Directrice/Directeur…….

Adresse……..

Vu :

- Décret n° 2017-766 du 4 mai 2017 relatif à l'agrément des intervenants extérieurs apportant leur concours aux activités physiques et sportives dans les écoles maternelles et élémentaires publiques ;
- Circulaire n° 2017-116 du 6-10-2017 relative à l'encadrement des activités physiques et sportives ;
- Circulaire n° 2014-088 du 9 juillet 2014 relative au règlement type départemental des écoles maternelles et élémentaires publiques ;
- Décret n° 2022-276 du 28 février 2022 relatif à l'attestation du « savoir-nager » en sécurité - NOR : MENE2129638D ;
- Arrêté du 28 février 2022 relatif à l'attestation du « savoir-nager » en sécurité NOR : MENE2129642A ;
- Note de service du 28-2-2022 MENJS - DGESCO A1-2 NOR : MENE2129643N : enseignement de la natation scolaire : contribution de l'école à l'aisance aquatique ;
- Article L.312-3 du code de l'éducation ;
- Article D.312-1-1 et suivants du code de l'éducation ;
- Article D.321-13 du code de l'éducation ;
- Article L.212-1 du code du sport.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_070-DE

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 ☞ Objectifs du partenariat

L'éducation physique et sportive développe l'accès à un riche champ de pratiques, à forte implication culturelle et sociale, importantes dans le développement de la vie personnelle et collective de l'individu. Tout au long de la scolarité, l'éducation physique et sportive a pour finalité de former un citoyen lucide, autonome, physiquement et socialement éduqué, dans le souci du vivre-ensemble.

L'éducation physique et sportive répond aux enjeux de formation du socle commun en permettant à tous les élèves, filles et garçons ensemble et à égalité, a fortiori les plus éloignés de la pratique physique et sportive, de construire des compétences intégrant différentes dimensions (*motrice, méthodologique, sociale*), en s'appuyant sur des activités physiques sportives et artistiques diversifiées.

Les activités physiques et sportives proposées aux élèves doivent répondre à des objectifs définis d'une part par les programmes, d'autre part dans le cadre du projet d'école, durant le temps de l'école.

Si l'enseignant le souhaite, il peut solliciter, **dans une démarche de co-enseignement**, l'appui d'une personne agréée par les services de l'Éducation Nationale (*article L.312-3 du code de l'éducation*) tout en conservant la responsabilité pédagogique du déroulement de l'activité (*article D. 321-13 du code de l'éducation*).

Cette intervention ne saurait être imposée et requiert l'accord de l'enseignant *(article L.312-3 du code de l'éducation*).

L'intervenant apporte son expertise technique concernant une ou plusieurs discipline(s) sportive(s), il enrichit l'enseignement et conforte les apprentissages conduits par l'enseignant.

Il doit être agréé par les services de l'Éducation Nationale **et** autorisé par le directeur d'école pour intervenir.

ARTICLE 2 ☞ Définition de l'activité concernée

Parmi les activités physiques et sportives figurant au programme de l'école, l'activité ou les activités ……
peut(vent) être utilisée(s) par les enseignants et intervenants pour atteindre les objectifs fixés à l'éducation physique et sportive.

ARTICLE 3 ☞ Projet pédagogique

L'enseignant définit le projet pédagogique dans le cadre du projet d'école. Il est retranscrit dans un document écrit en trois exemplaires dont le directeur d'école conserve un exemplaire (*annexe 3*).

ARTICLE 4 ☞ Obligation de l'enseignant

L'enseignant présente à l'intervenant le projet pédagogique de l'activité pour laquelle il est sollicité et le règlement intérieur de l'école.

Il veille à ce que l'intervenant soit associé dès la préparation de l'activité.

ARTICLE 5 ☞ Responsabilité pédagogique de l'enseignant

L'enseignant, par sa présence et son action, est responsable de l'organisation et du déroulement de l'activité.

Il est fondé à interrompre toute intervention dérogeant aux modalités fixées.

ARTICLE 6 ☞ Obligation de l'intervenant

L'intervenant respecte les modalités d'intervention fixées et adopte une attitude compatible avec le bon fonctionnement du service public de l'éducation (*conformément à la circulaire n° 2014-088*).

ARTICLE 7 ☞ Engagement du partenaire

L'intervenant ou sa structure s'engage à communiquer sa qualification et/ou son honorabilité selon les cas (*annexes 1 et 2*).

ARTICLE 8 ☞ Modalités d'intervention

(*Cas particulier de la natation en annexe 4*).

La préparation de l'intervention donne lieu à un échange entre l'enseignant et l'intervenant. Lors de cet échange sont explicités les objectifs de la séquence et sont discutées les modalités de mise en œuvre.

Planning

Les activités se pratiquent pendant le temps scolaire selon un calendrier et un planning établis conjointement par l'Inspecteur de l'Éducation Nationale de la circonscription et ses conseillers pédagogiques, le directeur d'école, l'enseignant de la classe et l'intervenant ou les représentants de la structure. Ce planning apparaît dans le projet pédagogique.

Conditions de pratique

La structure partenaire met à disposition des élèves, les installations et matériels adaptés à l'apprentissage, nécessaires au déroulement des séances.

Ces matériels doivent être conformes à la réglementation en vigueur, maintenus en parfait état d'entretien et faire l'objet, chaque année, d'une vérification sous la responsabilité de la structure, sans préjudice des vérifications visuelles effectuées par les enseignants. Toutes les dépenses relatives à l'acquisition, l'entretien, la maintenance, la réparation des installations et matériels et, d'une manière générale, toutes les dépenses d'investissement et de fonctionnement liées à la présente activité, sont à la charge de la structure.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_070-DE

Le temps nécessaire à l'équipement individuel, à la préparation et rangement du matériel ne doit pas amputer le temps de pratique effective ; le temps d'une séance devant être essentiellement réservé à l'activité.

Conditions d'encadrement

Les taux minimum d'encadrement spécifique ou renforcé pour les activités d'éducation physique et sportive doivent être conformes à l'annexe 1 de la circulaire n° 2017-116 du 6-10-2017 relative à l'encadrement des activités physiques et sportives.

ARTICLE 9 ☞ Agrément des Intervenants

En vertu des dispositions des articles L.312-3 et D.312-1-1 et suivants du code de l'éducation, les intervenants extérieurs à l'école primaire sollicités dans le cadre de l'enseignement de l'éducation physique et sportive sont soumis à agrément, délivré par les services de l'Éducation Nationale selon des critères de compétence et d'honorabilité.
Dès lors qu'un intervenant ne répond plus aux critères de compétence et d'honorabilité, l'IA-Dasen est fondé à lui retirer l'agrément.
S'agissant d'intervenants stagiaires en formation, le degré d'autonomie accordé dans la conduite des séances est déterminé conjointement par la structure d'accueil, le tuteur et l'organisme de formation, en fonction du niveau de progression du stagiaire, des compétences acquises et du ruban pédagogique de l'organisme.
Préalablement à toute intervention, le stagiaire devra avoir satisfait aux exigences préalables à la mise en situation professionnelle (EPMSP) prévues à l'arrêté de création du diplôme visé et validées par l'organisme de formation.

ARTICLE 10 ☞ Responsabilité civile des intervenants

Dans tous les cas où la responsabilité d'un intervenant se trouve engagée à la suite ou à l'occasion d'un fait dommageable commis, soit par les élèves qui lui sont confiés à raison de son intervention, soit au détriment de ces élèves dans les mêmes conditions, la responsabilité de l'État est substituée à celle dudit intervenant qui ne peut jamais être mis en cause devant les tribunaux civils par la victime ou ses représentants.
En revanche si l'intervenant commet une faute personnelle, sa propre responsabilité *(ou celle de sa collectivité en cas de faute de service)* sera engagée.

ARTICLE 11 ☞ Assurance

L'intervenant ou la structure, afin de se prémunir dans l'hypothèse d'un accident survenant de son fait, du fait de ses commettants, de ses installations ou de son matériel, souscrit obligatoirement une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile.

ARTICLE 12 ☞ Rencontres scolaires

La ou les activité(s) enseignée(s) peut(vent) faire l'objet de rencontres EPS, notamment en partenariat avec l'Union Sportive de l'Ecole Primaire (*USEP*).

ARTICLE 13 ☞ Evaluation

Chaque cycle d'enseignement fait l'objet d'un bilan par les différents intervenants lors de la mise en œuvre de l'activité. Ce bilan mentionne, notamment, le nombre de séances effectuées, les procédures d'évaluation, le nombre d'élèves, le nombre de classes accueillies, ainsi que les remédiations et prolongements pédagogiques à prévoir.

ARTICLE 14 ☞ Durée de la Convention

La convention a une durée d'un an. Elle est renouvelable par tacite reconduction, sauf dénonciation par une des parties, avant la fin de l'année scolaire en cours. Par ailleurs, la convention peut être dénoncée en cours d'année, soit par accord entre les parties, soit à l'initiative de l'une d'entre elles. Dans ce dernier cas, la dénonciation doit faire l'objet d'un préavis motivé de trois mois.
En cas de faute ou manquement grave, la convention sera résiliée sans préavis. Procédure applicable également en cas d'urgence, de danger ou de manquements de la part de l'intervenant dans le cadre de la protection des mineurs. Toute difficulté sera signalée immédiatement à l'IEN de circonscription.

Fait à ……, le ……

Responsable structure ou organisme de formation	Directrice/directeur école	Directeur académique des services de l'Éducation Nationale

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_070-DE

ANNEXE 1a – Liste des intervenants TITULAIRES REMUNERES réputés agréés

A renouveler chaque année *(en cas de changement en cours d'année, une annexe à la convention sera ajoutée)*

Nom Prénom	Justificatif de qualification et d'honorabilité : n° carte professionnelle (1)	Date dernière révision (2)	Activité(s) concernée(s)	Observation éducation nationale
EXEMPLE 1 : DUPOND Michel	ETAPS Carte n°09435ED337		Multi-activités hors natation	Réputé agréé jusqu'au *(date validité carte pro)*
EXEMPLE 2 : MARTIN Christine	ETAPS Carte n°07305D0118	15.11.22	Natation	Réputé agréé jusqu'au *(date validité carte pro)*
EXEMPLE 3 : DURAND Carole	BPJEPS sports collectifs Carte n°09674D0556		Basketball	Réputé agréé jusqu'au *(date validité carte pro)*
EXEMPLE 4 : MICHEL Thierry	BPJEPS tennis Carte n°09674D0557		Athlétisme	Ne peut être agréé *(activité ne correspond pas à la carte pro)*

(1) Les ETAPS doivent désormais justifier d'une carte professionnelle (article L212-9 du code du sport)
(2) Les diplômes de natation doivent faire l'objet d'une révision quinquennale : CAEPMNS + recyclage annuel
(La mise à jour de la CAEP sur la carte professionnelle doit être effectuée par l'éducateur)

Date :

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_070-DE

ANNEXE 1b – Liste des intervenants STAGIAIRES BENEVOLES OU REMUNERES

Sous réserve de suivi
par le tuteur agréé

Validité pour les dates figurant sur l'attestation de déclaration d'éducateur sportif stagiaire

Nom Prénom	Signature	Activité concernée	N° attestation de déclaration	Nom Prénom tuteur N° carte pro Signature	Observation éducation nationale

Date :

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_070-DE

académie Lille
direction des services départementaux de l'éducation nationale Nord
éducation nationale

ANNEXE 2

Demande individuelle d'agrément pour des intervenants bénévoles dans le cadre de l'EPS à l'école primaire

*Formulaire destiné à être complété par l'intervenant bénévole, **non stagiaire**.*

Circonscription : .....
Ville : .....
Ecole : .....

Intervenant :
Mme **O** Mr **O**
Nom d'usage……
Nom de naissance (si différent) ……
Prénom..... Date de naissance _ _ / _ _ / _ _
Commune de naissance.....Code postal.....
Pays de naissance……

Adresse .....
Téléphone _ _ / _ _ / _ _ / _ _
Adresse mail.....
Assurance : compagnie d'assurance et n° du contrat en sécurité civile
.....

Qualification ou certification attestant de la compétence technique pour l'activité concernée (joindre les justificatifs).
Cocher la case correspondante :
O Diplôme
Nature du diplôme : ..... Date d'obtention : .....
O Participation au stage d'agrément réalisé par les équipes de circonscription. Date : ……..

Êtes-vous cadre dans une association sportive ? si oui, laquelle ?

Je sollicite auprès de Monsieur le Directeur Académique, directeur des Services de l'Éducation nationale du département du Nord, un agrément pour pouvoir encadrer l'activité..... dans le cadre de l'enseignement de l'Education Physique à l'école primaire, sous la responsabilité de l'enseignant de la classe et après autorisation du directeur de l'école.

Je soussigné,..... , déclare sur l'honneur :
- la sincérité des renseignements portés sur ce formulaire ;
- m'engager à respecter le règlement intérieur de l'école ;
- être informé que, conformément à la circulaire interministérielle n°2017-116 du 6-10-2017, les DSDEN ont accès au fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (FIJAISV).

Fait le _ _ / _ _ / _ _ à.....
Signature

Décision d'agrément

Année scolaire 20 - 20

Madame,Monsieur……..
est agréé(e) pour participer à l'encadrement de l'activité : .....
dans le cadre de l'enseignement de l'EPS à l'école primaire, sous la responsabilité de l'enseignant(e) et autorisé par le directeur ou la directrice de l'école, sous réserve de non-inscription au fichier FIJAISV.

à , le

L'Inspecteur d'Académie, Directeur Académique des services de l'Education nationale du département du NORD,

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_070-DE

ANNEXE 2bis

Liste récapitulative des intervenants bénévoles ayant fait l'objet d'une demande d'agrément
(à renouveler chaque année)

Concerne les intervenants bénévoles **non stagiaires**.

Les intervenants figurant dans cette liste récapitulative ont tous fait l'objet d'une demande d'agrément individuelle (annexe 2).

Nom Prénom	Date naissance	Qualification	Activité concernée	Observation Education Nationale

Cachet circonscription :

Date :

En cas de changement en cours d'année, un avenant à la convention sera établi.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_070-DE

ANNEXE 3 – Projet pédagogique : exemple de construction d'un module d'apprentissage
Ou projet existant en référence à la programmation de l'école ou/et au projet pédagogique de circonscription (à annexer)

- **Année scolaire :**

École	Commune	Circonscription

- **Champ d'apprentissage/Activité :**

- **Enseignant(s) impliqué(s) dans l'activité**

Nom	Prénom	Classe

- **Intervenant(s) agréé(s) impliqué(s) dans l'activité**

Nom	Prénom

- **Organisation pédagogique**

Nombre d'élèves	
Dates/horaires séances	
Lieu d'intervention	

- **Module d'apprentissage :**

Objectif(s) du module	
Matériel	
Evaluation prévue	
Rôle de chacun	

- **Planification :**

Démarche (type de séance : découverte, apprentissage, évaluation)	**Objectifs**
S1	
S2	
S3	
S4	
S5	
S6	
S7	
S8	
Bilan de la séquence : ajustements éventuels pour une prochaine programmation de cette séquence	

Travail qui sera poursuivi par la mise en place de séances

NOM et signature du directeur :

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_070-DE

ANNEXE 4 – Cas particulier de la natation

Note de service du 28-2-2022 MENJS - DGESCO A1-2 NOR : MENE2129643N : enseignement de la natation scolaire : contribution de l'école à l'aisance aquatique

Surveillance des activités de natation

Obligatoire pendant toutes les activités de natation ;
Assurée par du personnel titulaire d'un des diplômes conférant le titre de maître-nageur sauveteur ou, par dérogation et sur autorisation du Préfet pour une durée limitée, par du personnel titulaire du Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique ;
Les surveillants de bassin sont exclusivement affectés à la surveillance et ne peuvent simultanément remplir une mission d'enseignement. Aucun élève ne doit accéder aux bassins ou aux plages en leur absence.

Conditions matérielles d'accueil

Occupation du bassin : 4m² de plan d'eau par élève ;
Dans le cas d'une ouverture concomitante du bassin à différents publics, les espaces réservés aux élèves doivent être clairement délimités, compte tenu des exigences de sécurité et d'enseignement ;
L'espace attribué aux classes devra permettre un accès facile à au moins une des bordures du bassin.

Normes d'encadrement à respecter

	Groupe-classe maternelle	Groupe-classe élémentaire	Groupe-classe maternelle + élémentaire
Moins de 20 élèves	2 encadrants	2 encadrants	2 encadrants
De 20 à 30 élèves	3 encadrants	2 encadrants	3 encadrants
Plus de 30 élèves	4 encadrants	3 encadrants	4 encadrants

Rôles respectifs des enseignants et des intervenants extérieurs

Enseignants
- ✓ Organiser leur enseignement mais aussi la sécurité des élèves ;
- ✓ Présenter les enjeux pédagogiques aux intervenants, professionnels ou bénévoles ;
- ✓ Connaître le rôle de chacun ainsi que les contenus d'enseignement de la séance ;
- ✓ Participer à la régulation avec les intervenants impliqués dans le projet ;
- ✓ Interrompre la séance en cas de dysfonctionnement ou de mise en danger des élèves ;
- ✓ Respecter le règlement intérieur de la structure d'accueil.

Intervenants professionnels
- ✓ Participer à l'élaboration du projet, à son suivi et à son évaluation ;
- ✓ Assurer le déroulement de la séance suivant l'organisation définie en concertation et mentionnée dans le projet
- ✓ Procéder à la régulation, en fin de séance, en fin de module d'apprentissage.

Intervenants bénévoles :
- ✓ Assister l'enseignant dans les activités que celui-ci conduit avec un groupe d'élèves ;
- ✓ Prendre en charge un groupe d'élèves que l'enseignant leur confie. Dans ce cas, ils assurent la surveillance du groupe et remplissent une mission d'animation d'activités selon les modalités fixées par l'enseignant.

Personnes en charge de l'accompagnement de la vie collective :
- ✓ Participation soumise à l'autorisation du directeur d'école ;
- ✓ 2 cas particuliers :

ATSEM : ne participent pas aux activités dans l'eau ;
AESH : accompagnent les élèves dont ils ont la charge, y compris dans l'eau.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le 20/10/2026
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_071-DE

VILLE DE MONS EN BARŒUL

DÉPARTEMENT DU NORD

SÉANCE DU 14 OCTOBRE 2026

ADOPTÉ

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2026-DEL-071

OBJET : CONVENTIONNEMENT AVEC LE SERVICE PÉNITENTIAIRE D'INSERTION ET DE PROBATION RELATIF AU TRAVAIL D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Institué par la loi du 10 juin 1983, le travail d'intérêt général (TIG) est une peine prononcée par une juridiction pénale qui consiste en l'exercice d'un travail non rémunéré au service d'une personne morale de droit public, d'une personne morale de droit privé chargée d'une mission de service public, d'une collectivité ou d'une association habilitée.

Le cadre juridique des travaux d'intérêts généraux est régi par le Code Pénal et notamment les articles 733-1 à 733-2. Exécuté sous le contrôle du Service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP), le TIG peut concerner, quels que soient les antécédents judiciaires du prévenu, des personnes majeures ou des mineurs âgés d'au moins 16 ans à la date du jugement dès lorsqu'ils avaient au moins 13 ans le jour de la commission de l'infraction.

Il peut être prononcé soit à titre principal comme alternative à l'emprisonnement pour les délits punis d'une peine d'emprisonnement, soit à titre de peine complémentaire pour les délits n'encourant pas une peine d'emprisonnement et pour les contraventions de cinquième classe, lorsque le texte de répression le prévoit expressément.

En fonction des cas, il représente une durée de 20 à 400 heures pour un délit ou de 20 à 120 heures pour une contravention, dans un délai maximum de 18 mois. La personne condamnée est contrôlée par l'organisme en faveur duquel le travail est accompli et par le juge d'application des peines ou le juge des enfants pour le mineur. En cas d'inexécution d'un TIG, le juge peut, d'office ou sur réquisition du Procureur de la République, ordonner l'emprisonnement.

Dans le cadre de sa politique de prévention de la délinquance, la Ville souhaite demander son inscription en qualité d'organisme d'accueil de travailleurs d'intérêt général, en partenariat avec le Service pénitentiaire d'insertion et de probation et la Protection judiciaire de la jeunesse.

Il est proposé au conseil municipal d'autoriser Madame la Maire à signer la convention cadre relative à la mise en œuvre de travaux d'intérêt général avec le Service

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_071-DE

pénitentiaire d'insertion et de probation du Nord, et à accomplir tout acte nécessaire à l'accueil des personnes concernées au sein des services municipaux.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Le/La secrétaire

de séance

MAIRIE DE MONS-EN-BAROEUL – NORD –

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et en susdits,

Pour extrait conforme,

La Maire,

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le 20/10/2026
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_071-DE

Convention cadre relative à la mise en œuvre de Travaux d'Intérêt Général (TIG) Ville de Mons en Barœul / Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation du Nord

Entre les soussignés :

La Ville de Mons en Barœul, 27 avenue Robert Schuman, 59370, représentée par Madame Diana DA CONCEIÇAO, Maire, habilitée en vertu de la délibération du 14 octobre 2026,

Ci-après dénommée « la Ville »,

Et

Le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP) du Nord, 46 rue Gauthier de Châtillon à Lille, représenté par Madame Valentine ABECASSIS, Directrice Pénitentiaire d'Insertion et de Probation, Responsable des Partenariats et des Politiques Institutionnelles,

Ci-après dénommé « le Service Pénitentiaire d'Insertion et Probation » ou « le SPIP »

VU les articles 41-2 et suivants du code de procédure pénale ;

VU le décret n° 2021-1743 du 22 décembre 2021 relatif aux procédures d'habilitation des structures d'accueil, d'inscription et d'affectation sur les postes de Travail d'Intérêt Général et d'exécution des mesures de travail non rémunéré, et à l'agrément des structures de placement extérieur ;

Préambule

Dans le cadre de sa politique de prévention de la délinquance, la Ville souhaite contribuer à la mise en œuvre des mesures de Travail d'Intérêt Général (TIG), en partenariat avec le Service Pénitentiaire d'Insertion et Probation (SPIP) et la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ).

L'accueil des personnes condamnées à une peine de TIG s'inscrit dans les orientations du Contrat Local de Sécurité de Prévention de la Délinquance (CLSPD), notamment dans la lutte contre la récidive. Elle permet de donner une dimension concrète et utile à la peine, tout en favorisant la réinsertion sociale et professionnelle des personnes concernées.

Le Travail d'Intérêt Général est une peine prononcée par une juridiction pénale qui consiste en l'exercice d'un travail non rémunéré au service d'une personne morale de droit public, d'une personne morale de droit privé chargée d'une mission de service public, d'une collectivité ou d'une association habilitée.

A travers cette convention, la Ville entend ainsi participer à une démarche de prévention et de réinsertion, en proposant des missions adaptées au sein de ses services.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_071-DE

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention fixe les engagements et définit les objectifs des deux parties dans le cadre de l'accueil par la Ville de personnes mineures (à partir de 16 ans) et majeures concernées par des Travaux d'Intérêt Général. Les engagements sont révisables en fonction du cadre légal, des dispositifs et orientations des politiques publiques.

Cette convention précise par ailleurs les modalités d'accueil des publics concernés par cette mesure par les services de la Ville.

Article 2 - Le cadre juridique

Le cadre juridique des Travaux d'Intérêts Généraux est régi par le code pénal et notamment les articles 733-1 à 733-2. Le TIG est une mesure alternative à l'emprisonnement. Il est exécuté sous le contrôle du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation, que le prévenu soit placé en milieu ouvert ou fermé.

En cas d'inexécution d'un TIG, le juge de l'application des peines peut, d'office ou sur réquisition du procureur de la République, ordonner l'emprisonnement (article 733 du CPP).

Le TIG peut être prononcé :

- pour les délits punis d'une peine d'emprisonnement, à titre principal, alternative à l'emprisonnement,
- pour les délits n'encourant pas une peine d'emprisonnement et pour les contraventions de cinquième classe, lorsque le texte de répression le prévoir expressément, à titre de peine complémentaire,
- à l'encontre des majeurs,
- à l'encontre des mineurs âgés d'au moins 16 ans à la date du jugement, dès lorsqu'ils avaient au moins 13 ans le jour de la commission de l'infraction,
- quels que soient les antécédents judiciaires du prévenu,
- pour une durée de :
    - 20 à 400 heures pour un délit dans un délai maximum de 18 mois,
    - 20 à 120 heures pour une contravention dans un délai maximum de 18 mois.

La personne condamnée est contrôlée par l'organisme en faveur duquel le travail est accompli et par le juge d'application des peines ou le juge des enfants pour le mineur.

Article 3 - Cadre des interventions

1. **Engagements de la Ville**

La Ville de Mons en Barœul s'engage à définir, en lien avec la Directrice du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation du Nord représenté par la Référente Territoriale du Travail d'Intérêt Général pour les ressorts des tribunaux de Lille et de Dunkerque, les moyens d'accompagnement et conditions nécessaires pour accueillir les personnes effectuant un Travail d'Intérêt Général.

La Ville s'engage, dans la mesure de ses capacités, à :

- accueillir au sein des services concernés les personnes condamnées pour y effectuer le Travail d'Intérêt Général,

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_071-DE

- veiller à l'application du cadre de la convention,
- réaliser un bilan annuel concernant les personnes condamnées aux Travaux d'Intérêt Général accueillies par la Ville,
- affecter un tuteur au tigiste qui veillera à la bonne exécution du travail,
- s'assurer de la bonne intégration de la personne sur le site d'affectation,
- transmettre au conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation en charge de la mesure la fiche horaire du travail effectivement accompli et le cas échéant un compte-rendu,
- signaler sans délai tout comportement ou propos inapproprié tenus par la personne placée sous-main de Justice au conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation.

2. Engagements du service pénitentiaire d'insertion et de probation

La mise en œuvre du Travail d'Intérêt Général est confiée à l'antenne de Lille-Loos-Sequedin du Service pénitentiaire d'insertion et de probation.

Les conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation du secteur de Lille seront les interlocuteurs privilégiés de la Ville en cours d'exécution de la peine.

Le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation s'engage à donner toutes les informations utiles et permettant d'appréhender la globalité de la situation de la personne concernée.

Le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation s'engage à signaler préalablement à la Ville tout élément susceptible d'influer sur le déroulement de la mesure notamment si la Ville est concernée par l'infraction à l'origine de la mesure.

Article 4 - modalités de mise en œuvre

1- Les postes disponibles à la Ville

La Ville de Mons en Barœul propose les postes disponibles via la plateforme TIG 360.

Il est précisé que chaque service ne peut accueillir qu'un TIG en même temps et que son intégration est conditionnée à la capacité d'accueil du service en question à l'instant où la demande est formulée. Chaque tuteur pourra également bénéficier d'une session de formation pour les professionnels des services accueillants afin de garantir un meilleur accueil et une bonne réactivité en cas de difficulté.

2- Le public accueilli

L'orientation du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation vers un poste de Travail d'Intérêt Général de la Ville devra prendre en compte l'adéquation entre le profil de la personne condamnée et les caractéristiques du poste précisé dans la fiche transmise au SPIP.

3- La procédure d'accueil

Le conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation prend contact par mail avec le tuteur et met en copie le(s) responsable(s) du poste en lui faisant parvenir une fiche de liaison, qui reprend toutes les infirmations nécessaires pour accueillir le tigiste.

A réception, le tuteur veille à répondre dans un délai de 10 jours ouvrables maximum dès lors que des postes sont disponibles et correspondent au profil de la personne.

Dès que le service est en capacité de recevoir le TIG, le conseillé et le tuteur organisent une rencontre en présentiel avec le conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation, la personne concernée et le

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_071-DE

responsable du service accueillant. Lors de cette rencontre, il est rappelé le cadre du travail et les obligations qui incombent à la personne (horaires, confidentialité des dossiers…), il est déterminé la date d'arrivée et de départ ainsi que le planning horaire du tigiste, et il est vérifié que la personne dispose bien du matériel adapté pour accomplir sa mission.

4- Les moyens mis en œuvre

La Ville n'assure ni les repas ni le transport. La personne condamnée devra venir avec des chaussures de sécurité lorsque cela est nécessaire et avec des vêtements adaptés au travail. En cas de nécessité, le SPIP s'engage à compléter ce qu'il manque.

Article 5- Responsabilité des parties

L'État en tant qu'employeur assure la protection sociale des personnes placées sous-main de Justice : immatriculation, maladies professionnelles, accidents du travail…

En revanche, il ne répond pas du dommage causé à autrui par la personne concernée par le Travail d'Intérêt Général, cette dernière en répondant à titre personnel devant la Justice tant sur le plan pénal que civil.

Article 6- Clause de confidentialité

Dans le cadre de ce partenariat, les deux parties sont tenues à un devoir de réserve et de confidentialité s'agissant des situations individuelles de la personne accueillie.

Article 7- Organisation du partenariat et évaluation

La Ville et le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation s'engagent à informer l'ensemble de leurs services de l'existence de cette convention.

Le coordinateur local de prévention de la délinquance et sécurité s'engage à organiser une réunion par an avec le référent territorial de Travail d'Intérêt Général. L'objectif étant de faire le bilan de l'année, d'actualiser les offres et de répondre aux éventuels problèmes.

Le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation s'engage à communiquer annuellement le nombre de saisine pour l'exécution des Travaux d'Intérêt Général sur le ressort de l'antenne de Lille.

Article 8- Résiliation de la convention

La présente convention est conclue sans limitation de durée. En cas de non-respect par l'une des parties de ses obligations y figurant, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tout autre droit qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusée de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restées infructueuses. La Ville devra, en cas de résiliation de la convention, solliciter sa radiation de la liste des structures habilitées auprès du juge d'application des peines du Tribunal Judiciaire de Lille.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_071-DE

Article 9- Litiges

Tout litige concernant l'interprétation ou l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Lille.

Fait en deux exemplaires, à Mons en Barœul le

Pour la Ville de Mons en Barœul,

Diana DA CONCEIÇAO, Maire

Pour le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation,

Valentine ABECASSIS, Directrice Pénitentiaire d'Insertion et de Probation, responsable des Partenariats et des Politiques Institutionnelles.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le 20/10/2026
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_072-DE

VILLE DE MONS EN BARŒUL

DÉPARTEMENT DU NORD

SÉANCE DU 14 OCTOBRE 2026

ADOPTE

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2026-DEL-072

OBJET : CONVENTIONNEMENT AVEC L'ÉTAT RELATIF À LA PARTICIPATION AU RÉSEAU NATIONAL « GUID'ASSO »

La Ville de Mons en Barœul mène une politique active de soutien à la vie associative, en accompagnant les associations locales dans leurs projets et leurs démarches administratives. Au travers des services qu'elle met à leur disposition, elle contribue au développement du tissu associatif, facteur essentiel de cohésion sociale, de participation citoyenne et d'animation du territoire.

Afin de renforcer cette mission, l'État a mis en place le réseau national « Guid'Asso », destiné à structurer un service de proximité d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement des bénévoles, des porteurs de projets et des associations. Ce réseau s'inscrit dans le cadre de la politique nationale de soutien à la vie associative et repose sur une charte de valeurs et un référentiel commun.

Déjà engagée dans le réseau Guid'Asso, la Ville souhaite renouveler son adhésion en qualité de structure « Guid'Asso – Information ». Ce conventionnement lui permettra de poursuivre l'accompagnement des associations du territoire dans un cadre reconnu au niveau national, en bénéficiant des outils, des ressources et de la dynamique d'animation du réseau.

La convention conclue entre l'État et la Ville fixe les engagements réciproques des deux parties. La Ville s'engage notamment à respecter la charte du réseau Guid'Asso, le cadre de référence applicable au niveau « Information » ainsi que les règles d'utilisation de la marque Guid'Asso. En contrepartie, l'État assure la reconnaissance du réseau, son animation et sa coordination territoriale.

Cette convention, conclue pour une durée de trois années civiles à compter de 2026, ne comporte aucun engagement financier particulier pour la collectivité.

Il est proposé au conseil municipal d'autoriser Madame la Maire à signer avec l'État la convention relative à la participation de la Ville au réseau national Guid'Asso (niveau « Information »), conformément au projet annexé, ainsi que tout document afférent.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

MAIRIE DE MONS-EN-BARŒUL – NORD –

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et en susdits,

Le/La secrétaire de séance

Pour extrait conforme,

La Maire,

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le 20/10/2026
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_072-DE

ACADÉMIE DE LILLE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction des services départementaux de l'éducation nationale du Nord

Guid'Asso Nord

Convention d'autorisation d'utilisation de la marque collective

Guid'Asso Information

Vu l'article 11 de la loi n° 2024-344 du 15 avril 2024 visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative ;

Vu le décret n° 2020-1542 du 9 décembre 2020 modifié relatif aux compétences des autorités académiques dans le domaine des politiques de la jeunesse, de l'éducation populaire, de la vie associative, de l'engagement civique et des sports et à l'organisation des services chargés de leur mise en œuvre, notamment son article 8 ;

Vu le décret n° 2024-1152 du 4 décembre 2024 portant application de l'article 11 de la loi n° 2024-344 du 15 avril 2024 visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative ;

Vu la circulaire du Premier ministre n° 5811 SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu la charte nationale des engagements réciproques entre l'État, le Mouvement Associatif et les collectivités territoriales signée le 14 février 2014 ;

Vu le règlement d'usage de la marque collective française Guid'Asso n° 4867774 déposée le 9 mai 2022 ;

Entre

L'État représenté par le Préfet de la région Hauts-de-France, Préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord,

Et

La Ville de Mons en Barœul située 27 avenue Robert Schuman - 59300 MONS EN BARŒUL, représentée par Diana DA CONCEIÇAO, Maire,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Considérant la politique de soutien et d'appui de la vie associative mise en place par l'État ;

Considérant les enjeux, les objectifs, les valeurs et principes d'action décrits dans la charte du réseau Guid'Asso ;

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_072-DE

Considérant les structures « Guid'Asso » comme un ensemble de structures (associations, collectivités territoriales ou autres) formant réseau d'appui à la vie associative dénommé « Guid'Asso » et ayant pour objet d'orienter, d'informer et d'accompagner, localement, les bénévoles, les salariés ou les porteurs de projets d'association ;

Considérant que le programme d'actions initié et conçu par la Ville de Mons en Barœul est conforme à ses compétences et s'inscrit pleinement dans le cadre de référence « Guid'Asso – Information » annexé à cette convention ;

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités par lesquelles la Ville de Mons en Barœul est autorisée, à son initiative et sous sa responsabilité, à participer au réseau Guid'Asso en qualité d'informateur et dès lors à faire usage de la marque « Guid'Asso Information ».

Article 2 - Engagements de la structure signataire

En sa qualité d'informateur du réseau Guid'Asso, la Ville de Mons en Barœul s'engage à :

- Respecter les valeurs et principes d'actions énoncés dans la charte du réseau Guid'Asso annexée à la présente convention ;
- Respecter le cadre de référence annexé à la présente convention ;
- Respecter la charte d'utilisation et la charte graphique de la marque Guid'Asso disponibles sur le site associations.gouv.fr :
    - https://www.associations.gouv.fr/la-charte-d-utilisation-de-guid-asso.html
    - https://www.associations.gouv.fr/la-charte-graphique-de-guid-asso.html

Article 3 - Engagements de l'État

L'État s'engage à assurer la reconnaissance du réseau sur l'ensemble du territoire ainsi que la coanimation de la dynamique de réseau, tels que décrits dans le cadre de référence annexé à la présente convention.

Article 4 - Durée de la convention

La présente convention est signée pour une **durée de trois ans**. Elle prend effet à compter du 1er janvier 2026.

Article 5 - Bilans, évaluation et renouvellement de la convention

Les modalités d'évaluation annuelle sont décrites dans le cadre de référence annexé à la présente convention.
Une évaluation quantitative et qualitative contradictoire est réalisée avant l'expiration de la présente convention.

La Ville de Mons en Barœul s'engage à fournir, à la demande de l'État, tout élément permettant de vérifier la bonne exécution de sa mission et, le cas échéant, des termes de la présente convention, ainsi que la réalité des actions mises en œuvre et leurs résultats.

Il est tenu compte de cette évaluation pour apprécier, le cas échéant, l'opportunité du renouvellement de la présente convention.

Article 6 - Avenant(s) à la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant signé par l'État et la Ville de Mons en Barœul.

Toute demande d'avenant est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Les avenants ultérieurs font partie intégrante de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_072-DE

Article 7 - Résiliation de la convention

En cas de modification des conditions au vu desquelles l'autorisation a été délivrée ou de manquement à ses dispositions, le représentant de l'État en informe la Ville de Mons en Barœul par tout moyen donnant date certaine.

La Ville de Mons en Barœul dispose d'un délai qui ne peut être supérieur à trente jours ouvrés, pour se mettre en conformité ou faire valoir ses observations.

A l'expiration de ce délai, le représentant de l'État peut retirer l'autorisation par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'autorisation est également retirée, en toute hypothèse, sur demande expresse de son titulaire.

Article 8 - Recours

Tout litige résultant de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention qui n'aurait pu recevoir de règlement amiable est du ressort du Tribunal Administratif de Lille.

Fait à Lille, le

Pour l'État
Le Préfet de la région Hauts-de-France,
Préfet de la zone de défense et de sécurité Nord,
Préfet du Nord

Pour la Ville de Mons en Barœul,
La Maire, Diana DA CONCEIÇAO

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_072-DE

ANNEXE 1 - Cadre de référence

LE RÉSEAU GUID'ASSO

Le réseau d'appui à la vie associative « Guid'Asso » a pour objet **d'orienter, d'informer et d'accompagner, localement, les bénévoles, les salariés ou les porteurs de projets d'associations.**

Il a également pour vocation d'être un **lieu d'échange et de partage** des connaissances et des pratiques. À ce titre, il favorise la **réflexion collective** (notamment autour de thématiques choisies conjointement), le **développement des compétences** et la **mise en commun d'outils** (existants ou à créer).

Les structures autorisées à utiliser la marque collective « Guid'Asso – Information » sont regroupées au sein d'un réseau départemental, animé par le délégué départemental à la vie associative, en partenariat avec le partenaire associatif départemental Maison des Associations de Tourcoing qui coanime ce réseau.

Les structures qui le composent sont actrices à part entière de la dynamique du réseau.

Les modalités de participation au réseau Guid'Asso sont fixées par le décret n° 2024-1152 du 4 décembre 2024 portant application de l'article 11 de la loi n° 2024-344 du 15 avril 2024 visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative.

L'autorisation de participer au réseau et d'utiliser la marque « Guid'Asso Information » est délivrée par le représentant de l'État dans le département aux structures qui remplissent les conditions ci-après.

STRUCTURES ÉLIGIBLES

Sont éligibles les autorités administratives (collectivités territoriales, services de l'État et autres administrations publiques), les associations, les fondations dotées de la personnalité morale, et les entreprises solidaires d'utilité sociale bénéficiant de l'agrément ESUS. À l'exception des autorités administratives, ces structures doivent par ailleurs :

1° Répondre à un objet d'intérêt général ou d'utilité sociale ;

2° Présenter un mode de fonctionnement démocratique ;

3° Respecter des règles de nature à garantir la transparence financière ;

4° Respecter les principes du contrat d'engagement républicain.

Elles doivent avoir un siège social ou un établissement secondaire déclaré dans le département.

RÔLE ET MISSIONS DES « GUID'ASSO – INFORMATION »

« Guid'Asso – Information » est un service **accessible gratuitement** et proposé par une structure actrice de la vie associative, ancrée dans son environnement local. L'adhésion à la structure utilisant la marque collective « Guid'Asso » ne doit pas être une condition préalable à l'accès à ce service (ce qui n'exclut pas une adhésion volontaire ultérieure).

Chaque structure « Guid'Asso – Information » s'adresse à **l'ensemble des associations** de son territoire d'intervention, tous secteurs confondus, qui pourraient en avoir besoin. Les **petites et moyennes associations** sont ses cibles prioritaires (notamment celles qui n'appartiennent pas à une organisation collective, fédérale ou autre, et ne bénéficient donc pas des ressources documentaires, logistiques et humaines susceptibles de les soutenir dans la réalisation de leurs projets).

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_072-DE

La mission commune à l'ensemble des acteurs « Guid'Asso – Information » présente un caractère obligatoire, à savoir :

L'accueil

- Organiser une permanence physique, téléphonique et numérique adaptée aux publics ;
- Personnaliser et individualiser l'accueil (personne(s) référente(s), relevé des coordonnées du demandeur) ;
- Recevoir, écouter, en veillant aux conditions d'accès et de respect de la confidentialité.

L'information

- Délivrer une information et/ou une documentation adaptée à la demande ou au besoin sur les éléments essentiels de la vie associative (loi 1901, fonctionnement d'une association - projet associatif, les statuts, la gouvernance ; création et modification - modalités, interlocuteurs dédiés, dématérialisation ; principales sources de financement d'une association...) ;
- Mettre à disposition une documentation de base actualisée ;
- Faire connaître les outils existants (sites ressources, guides, fiches techniques) et les modalités d'accès à ceux-ci ;
- Expliciter les principales démarches administratives (création, modification, immatriculation, dissolution) et faciliter leur réalisation.

L'orientation

- Connaître les organismes ou les réseaux partenaires extérieurs (associatifs, publics ou privés) du territoire ;
- Orienter le demandeur vers la structure du réseau Guid'Asso adaptée à son besoin ;
- Faciliter la mise en relation (transmission des coordonnées d'une ou des personnes de contact).

ENGAGEMENTS DE LA STRUCTURE CONVENTIONNÉE

La participation au réseau est basée sur une démarche volontaire de la structure. En tant qu'acteur membre du réseau, chaque structure « Guid'Asso – Information » s'engage à :

- Respecter les valeurs et principes d'actions énoncés dans la charte du réseau Guid'Asso ;
- Améliorer la connaissance de la vie associative locale, faciliter le dialogue avec ses représentants mais aussi mettre en lien les acteurs locaux en vue de permettre aux initiatives d'intérêt général d'être connues, valorisées et accompagnées ;
- Respecter les principes de fonctionnement d'un « Guid'Asso – Information » en matière d'accessibilité et de fiabilité de l'information délivrée ;
- Communiquer au délégué départemental à la vie associative et au partenaire associatif départemental (binôme de la coanimation départementale) l'ensemble des missions qu'elle développe et participer à la vie du réseau Guid'Asso dans toutes ses composantes opérationnelles.
- Participer au bilan annuel et à l'évaluation triennale de sa mission et du réseau.
- Contribuer à faire connaître le réseau Guid'Asso, notamment auprès du grand public et des associations locales.

Dans le cadre de la mission « Guid'Asso – Information », chaque structure conventionnée s'engage à :

- Répondre aux sollicitations des acteurs de la vie associative **avec un accès gratuit**, et dans un **délai court** ;
- Adopter une **posture adaptée** qui s'appuie notamment sur :
  - une capacité d'écoute, neutre et bienveillante ;
  - une démarche de renforcement du pouvoir d'agir (responsabiliser le demandeur, le rendre acteur de son projet, ne pas se substituer à lui dans les démarches à engager) ;
  - le devoir de réserve sur les projets et les situations dont elle a connaissance.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_072-DE

- Mettre en œuvre les **missions de** « Guid'Asso – Information » énoncées dans le présent cadre de référence ;
- Participer aux **réunions** organisées dans le cadre de la vie du réseau Guid'Asso ;
- Désigner une personne référente au sein de la structure chargée de la mission « Guid'Asso – Information » et informer sans délai l'Administration et le co-animateur de tout changement.
- Mettre en œuvre un mode de fonctionnement adapté aux caractéristiques des différents publics susceptibles d'être accueillis (jeunes, étrangers, publics peu mobiles, en difficulté d'insertion, etc.).
- Organiser un site d'accueil clairement identifié par un visuel (transmis dans le cadre de l'autorisation), ouvert a minima 2 demi-journées par semaine.

En termes de participation à la vie du réseau, la structure signataire s'engage à :

- **Participer régulièrement** aux rencontres et aux événements du réseau (ex. 2 fois par an minima) ;
- **Contribuer à la vie du réseau** sous forme de propositions, d'animation, de partage de pratiques, d'outils et d'informations ;
- **Faire connaître les autres acteurs du réseau Guid'Asso** susceptibles de répondre aux besoins repérés, au titre de leur ancrage territorial $^{et}/_{ou}$ de leur expertise identifiée ;
- Mettre en œuvre leur projet **dans le respect des autres membres du réseau.**

En termes de communication, la structure « Guid'Asso – Information » s'engage à :

- Utiliser le logo du réseau avec mention de la mission « Information » pour toute communication ayant trait à l'activité de la structure en lien avec la mission et veiller à respecter sa charte d'utilisation ;

  Déclarer (au préalable) auprès du binôme de la coanimation départementale toute modification relative à son fonctionnement ;

ENGAGEMENTS DE L'ÉTAT ET DE LA CO-ANIMATION

Dans le cadre du développement du réseau, l'État à l'échelon régional et dans les départements, en partenariat avec le Mouvement associatif régional et les partenaires associatifs départementaux qui coaniment le réseau Guid'Asso, s'engage à :

Assurer la reconnaissance du réseau sur l'ensemble du territoire à savoir :

- Identifier des acteurs et développer le réseau Guid'Asso (recherche d'un maillage territorial) ;
- Leur fournir les éléments de communication adossés à la marque collective (logo, visuels) ;
- Articuler les modalités d'intervention entre les différentes missions portées au sein du réseau Guid'Asso sur le territoire d'intervention ;
- Faire connaître l'activité du réseau Guid'Asso et de ses membres auprès de l'ensemble des acteurs associatifs et institutionnels et les services déconcentrés de l'État concernés par la vie associative.

Assurer la coanimation de la dynamique de réseau :

- Faire vivre le réseau Guid'Asso du département du Nord à travers l'organisation de rencontres, la transmission et le partage d'informations et d'outils ;
- Accompagner la montée en compétence des structures « Guid'Asso – Information » sur les questions de vie associative grâce à des temps d'intégration, de formation initiale et continue adaptés ;
- Assurer une veille informative, documentaire et juridique ;
- Faciliter le lien et la mise en réseau entre tous les acteurs ressources de la vie associative.

Dans le cadre du soutien aux structures Guid'Asso, l'État peut éventuellement apporter une contribution financière à la structure conventionnée.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_072-DE

SUIVI - ÉVALUATION

Le suivi et l'évaluation annuels portent à la fois sur **l'activité de la structure,** la structure « Guid'Asso – Accompagnement généraliste » et **celle du réseau**.

Un questionnaire national est adressé chaque année aux structures portant la marque Guid'Asso pour collecter des données relatives à la mission réalisée sur l'année N-1. Un outil de suivi permettant de collecter les données nécessaires tout au long de l'année est proposé pour ce faire.

L'évaluation annuelle est obligatoire et sert à l'évaluation triennale de l'autorisation en vue de son renouvellement.

En outre, d'autres démarches d'évaluation locales ou nationales peuvent s'ajouter afin de s'assurer que le réseau répond bien aux objectifs recherchés, et ajuster, si nécessaire, les modalités de mise en œuvre, mais aussi pour répondre aux attentes suivantes :

- Valoriser le réseau auprès des partenaires institutionnels et associatifs ;
- Identifier les besoins des associations et porteurs de projet ;
- Analyser la qualité de l'information délivrée et des accompagnements mis en place ;
- Identifier les besoins de montée en compétences des structures de l'appui ;
- Inventorier les outils dans l'ensemble du réseau pour les mettre à disposition de tous.

DURÉE ET MODALITÉS

L'autorisation donnée prend la forme d'une convention conclue avec l'État pour une durée de trois ans renouvelables.

La participation au réseau Guid'Asso est volontaire. Cependant, l'État se réserve le droit de retirer du réseau toute structure qui ne remplirait plus sa mission ou contreviendrait de façon manifeste aux valeurs et principes de la charte, après en avoir échangé au préalable avec la structure concernée.

La structure peut également demander à se retirer du réseau sur demande expresse.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le 20/10/2026
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE

VILLE DE MONS EN BAROEUL

DÉPARTEMENT DU NORD

SÉANCE DU 14 OCTOBRE 2026

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2026-DEL-073

OBJET : PRÉSENTATION DU RAPPORT ANNUEL 2025 DU REPRÉSENTANT DE LA COMMUNE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SAEM VILLE RENOUVELÉE

Conformément à l'article L1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, les organes délibérants des collectivités territoriales se prononcent, après un débat, sur le rapport qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration ou au conseil de surveillance des Sociétés d'Économie Mixte locales dont elles sont actionnaires.

La Ville de Mons en Barœul est actionnaire de la Société Anonyme d'Économie Mixte (SAEM) Ville Renouvelée et dispose d'un représentant au sein de son conseil d'administration.

Le rapport présenté à ce titre s'appuie sur le contenu du rapport d'activité produit par la SAEM Ville Renouvelée pour l'année 2025. Ce document est fourni aux membres du conseil municipal en annexe de la présente délibération.

Les membres du conseil municipal sont informés qu'ils peuvent également consulter, sur simple demande auprès du Secrétariat Général, le rapport de gouvernance et de gestion relatif à l'année 2025.

Il est proposé au conseil municipal de prendre acte de la présentation du rapport annuel du représentant de la commune au conseil d'administration de la SAEM Ville Renouvelée.

Le conseil municipal prend acte de la présentation de ce rapport.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et en susdits,

Le/La secrétaire de séance

MAIRIE DE MONS-EN-BAROEUL – NORD –

Pour extrait conforme,
La Maire,

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le 20/10/2026
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE

ville renouvelée

Rapport d'activité 2025

TRANSFORMER les vi(l)es

Activateur urbain



Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE

SOMMAIRE

Édito P.4

01. **TRANSFORMER NOTRE MODÈLE**
La ville change, nous aussi P.6

02. **TRANSFORMER LES TERRITOIRES**
Écouter la ville, penser le temps long P.14

03. **TRANSFORMER NOS MÉTIERS**
Mieux servir clients et partenaires P.28

Bilan financier P.34



Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE

Transformer nos villes, **ensemble**

Ville Renouvelée est l'outil de transformation urbaine des territoires. Là où les espaces urbains se reconstruisent et se réinventent - friches industrielles, quartiers en mutation, espaces publics, bâtiments à reconvertir - nous sommes l'opérateur que les collectivités mobilisent pour agir.

Aménagement, renouvellement urbain, construction, promotion, immobilier d'entreprise, rénovation énergétique, stationnement, animation économique... Nos métiers couvrent l'ensemble de la chaîne urbaine. Ils s'appuient sur un savoir-faire qui associe expérience, expertise et inventivité, porté par une conviction simple : il n'existe pas de problème sans solution.

Nous intervenons sur le temps long des territoires comme sur le temps court des usages - celui du quotidien des habitants, des usagers, des entreprises et de leurs équipes. Chaque projet s'ancre dans l'histoire d'un lieu. Chaque opération se construit avec ceux qui y vivent, y travaillent et s'y déplacent.

Société à la fois publique et privée, Ville Renouvelée porte dans son ADN cette double hélice : l'efficacité opérationnelle et la culture de l'intérêt général. C'est elle qui nous permet d'agir avec souplesse au service d'une exigence publique. Nos clients sont les collectivités. Nos bénéficiaires, les territoires et ceux qui les habitent.

Outil des collectivités, nous travaillons pour rendre l'espace urbain utile, vivant et durable.

“Ville Renouvelée, c'est un urbanisme du réel : concret, innovant et efficace.”

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE



Transformations **en série**

“Toutes les collectivités sont confrontées à la nécessité de reconstruire la ville sur elle-même.”

Giuseppe Lo Monaco,
DIRECTEUR GÉNÉRAL

Ville Renouvelée a changé de dimension en 2025. Naissance officielle de la SPL* en juin, augmentation de capital, mise en place d'un GE/GIE**... En douze mois, une ingénierie nouvelle est née pour nous donner les moyens d’être plus réactifs et plus utiles aux collectivités. Au terme de cette année, plusieurs opérations emblématiques sont déjà lancées comme l’aménagement du Parc des Sports de Roubaix ou la rénovation énergétique du groupe scolaire Paul Claudel.

Cette transformation a été anticipée, gouvernée. La métropole change, Ville Renouvelée s’organise pour tenir sa place dans ce paysage, marqué par la fin programmée des grandes concessions historiques. L’évolution des attentes de nos partenaires joue, comme la nécessité de proposer aux communes des réponses adaptées à toutes les échelles - du grand projet métropolitain à l’opération plus courte et plus ciblée. Le renouvellement urbain n’est plus l’affaire des seules grandes villes. Aujourd’hui, toutes les collectivités de la MEL sont confrontées à la nécessité de reconstruire la ville sur elle-même.

Nous ne redoutons pas cette complexité. Nous y répondons sur nos trois NPNRU, parmi les plus ambitieux de France. Sur l’Union, où vingt ans de travail démontrent qu’il est possible de transformer 80 hectares de friche sans tourner pour autant le dos à cent ans d’histoire industrielle. Sur la rénovation énergétique, où nous construisons avec les communes des solutions pour répondre aux enjeux de financements qui les inquiètent. Sur l’économie circulaire, où nous travaillons de concert avec les professionnels pour faire progresser tout l’écosystème.

Notre force tient à cette transversalité : aménager, construire, innover, accompagner les usages - dans un même mouvement, au service d’un même territoire. Notre conviction reste intacte et notre seul dividende, c’est l’intérêt général.

2026 voit la démocratie s’exprimer. De nouveaux élus arrivent, d’autres poursuivent leurs missions. Nous sommes prêts à les accompagner avec des outils éprouvés, des équipes mobilisées et le goût des choses bien faites.

*SPL : Société Publique Locale
**GE : Groupement d'Employeurs
GIE : Groupement d’Intérêt Économique

EDITO

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE



“Nous savons répondre aux besoins des communes de toute la métropole et au-delà.”

Élue présidente de Ville Renouvelée en 2020, Isabelle Mariage termine son mandat en 2026. Elle dresse le bilan d’une année 2025 particulièrement riche.

Isabelle Mariage,
PRÉSIDENTE

Quel bilan tirez-vous de ces six années de mandat ?

Ville Renouvelée a profondément évolué. Le plan stratégique, l’augmentation de capital, la création de la SPL : tout cela forme un ensemble solide et cohérent. Mais ce dont je suis la plus fière, c’est d’avoir démontré notre capacité à remporter des opérations d’aménagement majeures face à des acteurs privés, dans un contexte très concurrentiel. Le quartier de la Bourgogne en est l’exemple le plus marquant. Cela prouve que notre modèle - exigeant, construit pour servir l’intérêt général - est aussi compétitif et qu'il qualifie plus que tout autre les projets qu'il déploie.

La ville que vous construisez mêle des enjeux de logements, d’activité économique, de mobilité, d’espaces publics… Comment fabrique-t-on cette mixité concrètement ?

La mixité d’usages est essentielle, y compris à l’échelle d’un même immeuble. Mais elle ne se décrète pas depuis un bureau. Il faut aller sonner aux portes, comprendre comment vivent les usagers, les entreprises, les commerçants, saisir ce dont ils ont besoin. On y parvient en multipliant les contacts et les échanges, sur le terrain. C’est un travail de terrain exigeant, mais essentiel. C’est en associant tout le monde, y compris ceux qui n’osent pas toujours prendre la parole, qu’on peut construire une réponse adaptée aux réalités du quotidien.

Les communes sont de plus en plus contraintes financièrement. Quel rôle peut jouer Ville Renouvelée ?

Alors que les dispositifs se complexifient, les enveloppes diminuent. Or beaucoup de collectivités ne disposent tout simplement pas des ressources nécessaires pour monter des dossiers de financement. L’ingénierie que nous apportons est aussi financière : recherche de subventions, montage et suivi des dossiers. Sans cet accompagnement complet, certains projets ne pourraient aboutir.

Un message aux équipes de Ville Renouvelée ?

Enthousiastes, créatifs, adaptables, innovants, c’est ce que je leur souhaite de rester. Continuer à porter les valeurs de notre démarche RSE, que nous avons construite ensemble et qui reflète les convictions que nous portons sur les territoires, au service de tous. Redynamiser les villes, résorber les friches, répondre à la demande d’activités, de logements, portés par une stratégie foncière métropolitaine renouvelée… Il reste énormément à faire et c’est précisément ce qui est galvanisant.

Ville Renouvelée intervient sur

318

hectares de projets urbains.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE

LA VILLE CHANGE, **NOUS AUSSI**

Notre transformation répond à la complexité croissante des mutations urbaines comme à l'évolution des besoins des collectivités, de leurs forces vives et de leurs habitants. Elle procède d'une anticipation maîtrisée.

2025, **année charnière**

Depuis sa création en 1979, l'action de Ville Renouvelée s'est historiquement structurée autour des grandes concessions d'aménagement qui ont marqué le territoire de la Métropole Européenne de Lille (MEL).

En 2025, ces cycles longs arrivent à leur terme, tandis que les attentes des collectivités évoluent. Toutes les communes sont désormais confrontées à la nécessité de reconstruire la ville sur elle-même, d'adapter le patrimoine public et de produire du logement dans un contexte foncier contraint.

Répondre à des enjeux décisifs pour les collectivités

Rénovation énergétique des bâtiments publics, sobriété foncière, demande de logements en hausse, transformation des mobilités, gestion transitoire des sites en transformation… Plus complexes, ces nouvelles problématiques appellent des réponses adaptées de la part de collectivités dans le même temps confrontées à de forts enjeux réglementaires et budgétaires. Ville Renouvelée est armée pour répondre à ces besoins qui supposent des montages juridiques et financiers délicats, une ingénierie globale innovante et une réactivité accrue, dans un contexte toujours plus exigeant au regard des contraintes qui pèsent sur les finances publiques.

À ces nouveaux paramètres, il s'agit d'apporter des réponses plus ciblées et plus rapides, à des échelles variées. Piloter un programme de rénovation énergétique, requalifier une zone d'activité ou un centre-ville, gérer un parking… Plus modestes en apparence, ces opérations réclament des montages de plus en plus exigeants. Il faut assurer la sécurisation juridique, technique et financière des projets et intervenir avec agilité, de la stratégie à la livraison.

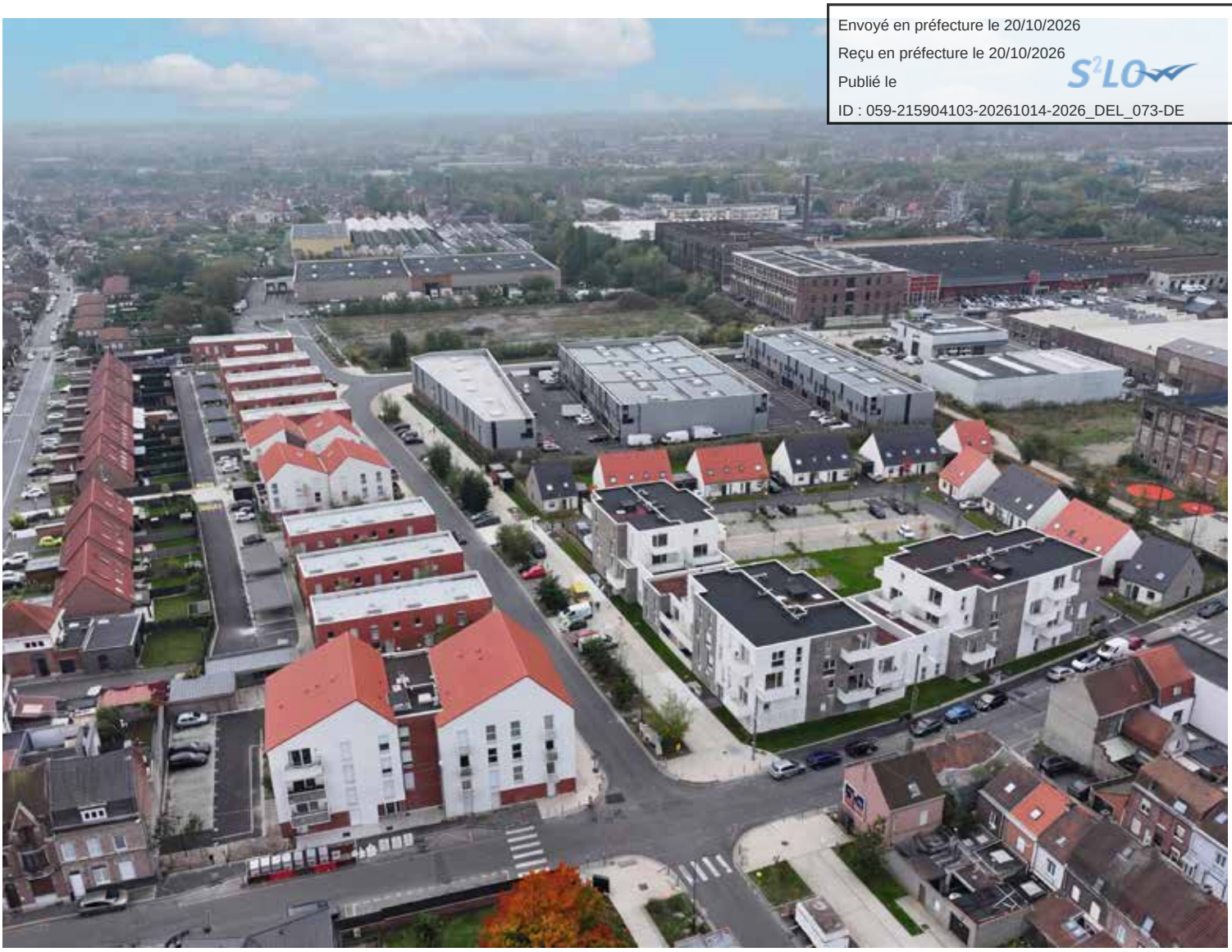
Outils complémentaires, échelles multiples

Structurelle et profonde, notre transformation est calibrée pour répondre à ces mutations. Dès 2021, un plan stratégique posait les bases de notre transformation. L'augmentation de capital consolide la capacité d'investissement de la Société d'économie mixte (SEM) et la création de la Société publique locale (SPL) offre aux collectivités un outil public plus souple dans ses modalités d'intervention. Ville Renouvelée a ainsi déployé en 2025 un modèle multi-outils et multi-échelles, conçu pour répondre à la diversité des besoins du territoire.

Une touche particulière

Ville Renouvelée n'est pas guidée par un objectif de rentabilité. Assurer son équilibre financier reste un socle incontournable, mais sa démarche est différente. Sa double culture, publique et privée, lui permet d'accompagner les collectivités sur des projets qui dépassent la seule logique de marché.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE





L'Union - Plaine Images

Depuis 2007, 160 entreprises et plusieurs campus (dont eSport) se sont installés sur ce site de 80 hectares, dont 10 ha d'espaces verts recréés. À terme, les 600 logements en cours de construction permettront d'accueillir 3600 habitants sur un ensemble qui accueillera 6000 salariés.

La Lainière

En 2025, près de 75 % du foncier est cédé ou livré sur les 33 hectares de cette friche mixte au riche passé textile, qui verra 112000 m² de bâtiments sortir de terre d'ici à 2028, dont 70 % d'activités et 30 % d'habitat.

La fresque monumentale de 125 m² inaugurée en 2025 de l'artiste roubaisienne Aurélie Damon rend hommage à ce lieu avec des motifs liant histoire de la laine et représentations florales.



Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE

Changer de modèle **pour mieux servir les collectivités**

En faisant évoluer sa structure et son organisation, Ville Renouvelée a franchi un cap décisif en 2025. À la Société d'Économie Mixte historique fondée sur un actionnariat public privé, est venue s'ajouter une Société Publique Locale (SPL) d'aménagement, née le 10 juin 2025.

Cent pour cent public, cet outil détenu par la Métropole Européenne de Lille (80 %), les villes de Roubaix (10 %) et de Tourcoing (10 %) ne remplace pas la SEM : il la complète. La SPL permet aux collectivités actionnaires de nous confier directement des missions. Cette évolution renforce notre agilité et notre réactivité.

Renforcer notre capacité d'investissement

Preuve de la complémentarité de cette nouvelle approche, la SEM sort consolidée de l'année écoulée grâce à l'augmentation de capital de 4,5 millions d'euros, devenue concrète en mai 2025. Trois collectivités actionnaires ont participé à la levée de fonds : la Métropole Européenne de Lille, les Villes de Roubaix et de Tourcoing, ainsi qu'un actionnaire privé, SAFIDI. En portant nos fonds propres à 13,6 millions d'euros, cette évolution renforce notre capacité d'investissement sur les grandes opérations d'aménagement et de promotion immobilière.

Ce double mouvement - création de la SPL et renforcement de la SEM - traduit une conviction simple : pour repenser notre modèle économique comme pour répondre à la diversité des besoins du territoire, il faut disposer d'une palette d'outils adaptés.

Preuve de la pertinence de ce choix, quatre opérations ont été confiées à la SPL avant même la fin de l'année 2025. Leur diversité reflète celle des opérations que peut porter Ville Renouvelée.

Ville Renouvelée aujourd'hui c'est :

PRIVÉ 27,4 %

- **Caisse des Dépôts** 10,31 %
- **Chambre de commerce et d'industrie** 7,38 %
- **Vilogia** 2,86 %
- **SAFIDI** 2,37 %
- **Caisse d'Epargne Hauts de France** 2,25 %
- **Crédit Agricole** 1,60 %
- **Crédit Mutuel ARKÉA** 0,67 %



PUBLIC 72,6 %

- **Métropole Européenne de Lille** 52,75 %
- **Roubaix** 6,70 %
- **Tourcoing** 6,70 %
- **Lille** 1,66 %
- **Wattrelos** 1,09 %
- **Armentières** 0,86 %
- **Croix** 0,48 %
- **Mons-en-Barœul** 0,43 %
- **Wasquehal** 0,37 %
- **Halluin** 0,28 %
- **Lys-lez-Lannoy** 0,28 %
- **Saint-André-lez-Lille** 0,28 %
- **Roncq** 0,27 %
- **Neuville-en-Ferrain** 0,23 %
- **Leers** 0,20 %



80 % Métropole Européenne de Lille

10 % Roubaix

10 % Tourcoing

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE

La SPL Ville Renouvelée : **déjà 4 opérations engagées**



1 Le Parc des Sports de Roubaix, **première opération de la SPL**

Votée le 17 octobre 2025 par la MEL, la transformation du Parc des Sports de Roubaix est la première opération confiée à la nouvelle SPL, sur un espace de douze hectares éminemment emblématique. C'est là, au cœur du vélodrome André Pétrieux que vient chaque année s'achever la reine des classiques, le célèbre Paris-Roubaix. Livraison attendue : 2033 !

Nature : concession d'aménagement MEL **| Maître d'ouvrage :** SPL Ville Renouvelée **| Surface :** 12 ha **| Investissement :** 40 M€ HT **| Programmes neufs :** 10 000 m² **| Calendrier :** 2025-2033

2 Stadium de Villeneuve-d'Ascq, **réinventer cet équipement majeur**



Inauguré en 1976 sur les plans de Roger Taillibert - l'architecte du Parc des Princes et du Stade Olympique de Montréal -, le Stadium Nord-Est doit entrer dans une nouvelle ère. La MEL souhaite en repenser les abords et les usages et lui donner une nouvelle vie. Conduit sur l'année 2026, le mandat d'étude alimentera le lancement d'un appel à manifestation d'intérêt auprès d'investisseurs et d'opérateurs.

Nature : mandat d'étude **| Maître d'ouvrage :** SPL Ville Renouvelée **| Surface :** 15 ha **| Usages actuels :** rugby métropolitain, LOSC féminin, résidence étudiante (ancien village olympique, 500 lits)

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE

3 Groupe scolaire Paul Claudel (Tourcoing) : **au service de l'enfance**



À Tourcoing, l'école Paul Claudel accueille près de 300 enfants, répartis dans sept classes maternelles, dix classes élémentaires, une classe Ulis[1] et une classe Daam[2]. Le 15 décembre 2025, la Ville de Tourcoing a confié à la SPL Ville Renouvelée un mandat de maîtrise d'ouvrage. Objectif : conduire la rénovation de l'établissement dans le cadre d'un marché global de performance. Destinée à atteindre l'excellence énergétique exigée par le décret tertiaire 2050, l'opération permettra d'améliorer l'accessibilité, tout en assumant une ambition architecturale forte qui contribuera à faire évoluer l'image du quartier.

Nature : mandat de maîtrise d'ouvrage **| Mandant :** Ville de Tourcoing **| Mandataire :** SPL Ville Renouvelée **| Surface :** 4 000 m² (3 500 existants + 500 d'extension) **| Coût :** 8 M€ HT **| Livraison :** septembre 2030

1. Unités localisées pour l'inclusion scolaire : scolarisation d'élèves en situation de handicap au sein d'établissements scolaires classiques.
2. Dispositif accueil autisme maternelle.

4 Continuité de gestion **des parkings**

En 2025, la MEL a confié à la SPL la gestion de ses trois parkings en fin de concession, dont le parking de l'Union à Tourcoing (252 places) et le parking Campus Gare à Roubaix, qui accueille chaque année l'URBX Festival sur son rooftop.



Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE

Une ingénierie juridique et **organisationnelle maîtrisée**

L'année 2025 constitue une étape structurante dans le déploiement du plan stratégique adopté en 2024, avec la concrétisation de trois principales évolutions organisationnelles.

EN CHIFFRES

80 collaborateurs* répartis en :

56 salariés fonctions opérationnelles GE

24 salariés fonctions support GIE

*Transfert effectif au 01/01/2026

ville renouvelée

SEM ville renouvelée

Une Société d'Économie Mixte 73 % publique / 27 % privée

Double culture public / privé (force actionnariat mixte)

SPL ville renouvelée

Une Société Publique Locale 100 % publique

Souplesse d'intervention, 100 % dédiée à ses actionnaires

GE ville renouvelée

GIE ville renouvelée

Deux entités support, sans capital, assurent les fonctions support et opérationnelles de la SEM et de la SPL.

1

Création en juillet 2025 d'un Groupement d'Intérêt Public pour autonomiser l'entité Ville Renouvelée Plaine images dans le cadre de la fin de concession de l'Union. Cela donne naissance à EuraCreative by Plaine Images, nouveau site d'excellence de la Métropole Européenne de Lille dédié aux Industries Culturelles et Créatives (ICC). Ce GIP rassemble l'Université de Lille, Institut Catholique de Lille, Game IN, Noranim, Pictanovo, le CITC et la MEL. Une fierté pour Ville Renouvelée de voir sa filiale prendre son envol pour faire rayonner la créativité, l'innovation et l'économie à l'échelle régionale, nationale et internationale.

2

Création, le 10 juin 2025, de la SPL. Elle interviendra principalement dans les domaines du stationnement et de l'aménagement, mais uniquement pour les nouveaux contrats.

Cadre social

L'ensemble de ces évolutions a été conduit dans un cadre social maîtrisé, avec le maintien des garanties collectives et la création d'une Unité Économique et Sociale, préalable à la mise en place d'un CSE commun.

3

Mise en place d'un Groupement d'Employeurs, dédié aux expertises opérationnelles, et d'un Groupement d'Intérêt Économique, chargé des fonctions support. Cette organisation clarifie les responsabilités, renforce les synergies internes et améliore la lisibilité de l'action auprès des partenaires.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE



Nouveau siège : **une vitrine de l'économie circulaire**

Au cœur du Quadrilatère des Piscines à Tourcoing, Ville Renouvelée construit un bâtiment qui réunit sous un même toit trois équipements : son nouveau siège social, une salle polyvalente et la Maison des associations de Tourcoing. Le projet, conçu par l'agence Blau et Philippe Madec, est le fruit d'une coopération entre Ville Renouvelée et la Ville de Tourcoing. La première pierre a été posée le 29 août 2025 pour une livraison prévue au premier trimestre 2027. Plus qu'un programme immobilier, ce "3-en-1" est la démonstration par la preuve d'une démarche exigeante et concrète, centrée sur la frugalité, l'économie circulaire et la mixité des fonctions sans rien céder sur la qualité du bâti.

La salle polyvalente Didier Droart

Baptisée du nom de l'ancien maire de Tourcoing, la nouvelle salle polyvalente remplace l'ancienne salle Georges Dael et repositionne en cœur de ville un équipement au service des 1 400 associations tourquennoises. Accessible PMR, modulable, dotée d'une scène rétractable et motorisée, elle s'adapte à tous les formats : assemblées générales, spectacles, forums, événements festifs et citoyens… Elle s'ouvre sur un jardin intérieur végétalisé conçu comme un îlot de biodiversité.

Surface : 500 m² **| Capacité :** 500 debout/ 330 assis **| Scène :** 44 m² **| Structure :** charpente métallique (65 % de réemploi) **| Coût :** 1,7 M€



Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE

Le nouveau siège

Pour Ville Renouvelée, ce nouveau siège est à la fois un exemple de sobriété et d'économie circulaire, une vitrine de son savoir-faire d'aménageur, et un outil collectif pensé pour offrir un cadre de travail agréable et adapté à ses équipes. Ses espaces ont été dessinés pour favoriser la diversité des usages : travail collaboratif, créativité, convivialité, concentration.

Surface : 1 300 m² **| Capacité :** 50 personnes **|** 35 bureaux doubles sur 2 niveaux **| Terrasses :** 500 m² sur 2 niveaux **| Salle du conseil :** 50 personnes **| Label visé :** Osmoz **| Structure :** bois local et paille (< 100 km) **| Bardage :** 25 000 tuiles de plastique recyclé (1 300 m²) **| Coût :** 3 M€

La Maison des associations

Depuis 1959, la Maison des associations accompagne le tissu associatif de Tourcoing. Certifiés RE2020, ses nouveaux locaux sont conçus comme un tiers-lieu citoyen : hall d'exposition, bureaux flexibles, espaces collaboratifs… Doté d'un jardin partagé accessible aux habitants, le lieu sert une vision innovante du monde associatif, ancrée dans les valeurs de l'éducation populaire.

Surface : 800 m² **| Hall d'exposition :** 100 m² **| Jardin partagé :** 815 m² **| Structure :** béton de granulat recyclé **| Coût :** 1,80 M€



L'éclairage

Marie Blanckaert,

agence Blau, architecte du nouveau siège

"L'idée de réunir trois équipements sous un même toit est en soi un acte de frugalité. Le cahier des charges, volontairement ouvert, poussait encore dans cette direction puisqu'il s'agissait de concevoir un bâtiment représentatif des engagements environnementaux de Ville Renouvelée et de la Ville de Tourcoing, avec trois modes constructifs distincts et complémentaires. La salle polyvalente est ainsi dotée d'une charpente métallique issue d'une halle démontée à Bousbecque. Le siège en bois-paille est protégé par une façade bardée de tuiles en plastique recyclé dont les teintes évoluent pour dialoguer avec l'ensemble du Quadrilatère des Piscines.

Au-delà des matériaux, l'étude des usages a guidé le projet : un vaste espace public généreux pour accueillir les publics de la salle polyvalente, un cadre plus protégé pour la Maison des associations, des bureaux à l'étage pour préserver la qualité de l'environnement de travail au siège… Le résultat, c'est un bilan carbone exemplaire, pour un coût inférieur à celui d'une construction conventionnelle."

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE

ÉCOUTER **LA VILLE**

Qu'il s'agisse d'aménager une friche, de reconvertir un bâtiment ou de requalifier un espace public, chaque opération de Ville Renouvelée s'inscrit dans une démarche de territoire. Loin d'une vision de court terme, il s'agit bien d'imaginer des espaces urbains vivants et durables avec ceux qui les habitent, qui y travaillent et qui les font vivre.

Penser le **temps long**

Lorsque Ville Renouvelée se penche sur un projet d'aménagement, son rôle rejoint celui d'un chef d'orchestre.



Vue de l'Union via le canal de Roubaix

Urbanistes, bureaux d'études, paysagistes, architectes, conducteurs de travaux, promoteurs, écologues... L'enjeu consiste à coordonner des compétences multiples autour d'un projet commun, en lien étroit avec les élus et le tissu local, des entreprises aux habitants. Quel que soit le contexte environnant, il s'agit d'abord de transformer sans brutaliser. Changer la ville, c'est l'écouter.

Cette ambition suppose de concilier plusieurs temporalités. Celle des procédures réglementaires et budgétaires, longues et complexes. Celle des habitants, qui attendent des résultats visibles et rapides. Celle des promoteurs et des entreprises, guidés par leurs propres logiques. Tenir la cohérence du projet - expliquer, arbitrer, adapter - est au cœur de notre méthode.

Sur le terrain, cette approche se traduit par une attention constante aux usages. C'est dans l'espace public qu'un quartier en reconversion se reconnecte au tissu urbain. Les placettes, les voies douces, les jeux pour enfants... sont autant de points de contact entre une idée de départ et le quotidien de celles et ceux qui l'habiteront.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE

La Lainière, un parc d'activité habité



Inaugurée en novembre 2025, la résidence Flanelle (Groupe Tisserin) propose plusieurs types d'habitat : 16 maisons individuelles et 53 logements en collectif, dont 37 logements sociaux (LMH et Clésence).

Composée de 33 hectares répartis sur les communes de Roubaix et Wattrelos, la Lainière est une ancienne friche textile transformée en quartier mixte. Menée dans le cadre d'une concession MEL prolongée jusqu'en 2028, l'opération vise à retrouver un maillage entre activités économiques et logements, comme au temps de l'industrie textile, identité du site. Ce quartier d'activité habité est une manière de rompre avec une logique d'éloignement des zones économiques vers les périphéries. Sur les 112 000 m² de surface de plancher (SDP), 70 % sont par conséquent voués à l'activité économique et 30 % à l'habitat, dont un tiers de logements sociaux.

2025 a vu la livraison de plusieurs programmes attendus : la plateforme logistique APRC (26 000 m²), désormais occupée par Ovialia, spécialiste de l'ameublement ; le parc d'activité ALSEI (8 200 m²) ; les résidences Fil Green (Nacarat, 76 logements) et Flanelle (Tisserin, 69 logements), avec un triptyque complet : accession à la propriété, locatif intermédiaire et logement social. Côté espaces publics, la première phase de la voie verte - qui recouvre l'ancienne voie ferrée - a été livrée en novembre.

D'autres opérations ont été lancées en 2024, dont la mise en chantier de 90 logements (Cogedim), le parc d'activités Spirit qui accueillera un laboratoire médical, et la réhabilitation des anciens bureaux du Peignage Amédée Prouvost, requalifiés pour accueillir 43 logements. Clayrton's, une entreprise roubaisienne, a également choisi la Lainière pour y installer sa plateforme logistique de près de 10 000 m².

EN CHIFFRES

75 %
du foncier est cédé ou livré.

Éclairages

Stéphane Mazuy,

directeur général délégué Tisserin Immobilier

"Commercialiser un programme dans un quartier en devenir comporte un risque : il faut convaincre les premiers acquéreurs dans un environnement qui poursuit sa mutation. La réussite d'un projet de cette envergure repose sur la confiance mutuelle entre l'aménageur, la ville et le promoteur. Avec Ville Renouvelée, le dialogue est la règle."

Julie de Roujoux,

présidente du groupe ALSEI

"Innovespace, c'est un bâtiment de 7 000 m² conçu dès l'origine pour accueillir plusieurs entreprises. Aujourd'hui, 5 400 m² ont déjà été commercialisés et il reste un peu plus de 1 600 m² disponibles, divisibles à partir de 600 à 700 m². L'enjeu était de transformer une ancienne friche industrielle en un parc d'activité capable de relancer une dynamique économique locale. Ce type d'opération correspond à notre stratégie : intervenir sur des sites en mutation pour créer des espaces d'activité adaptés aux besoins actuels des entreprises, tout en s'inscrivant dans des quartiers urbains mixtes."

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE



La nouvelle antenne de l'association Afeji dans le cours du Peignage rénové (Union).

L'Union : vingt ans après, **le temps de la transmission**

80 hectares d'anciens sites industriels entre Roubaix, Tourcoing et Wattrelos : lancée en 2007, la reconversion de l'Union est l'un des projets urbains les plus ambitieux jamais conduits dans la métropole. Bientôt vingt ans plus tard, les résultats sont là : 160 entreprises, plusieurs campus scolaires, un parc urbain, 10 hectares d'espaces verts et EuraCreative (ex-Plaine Images) qui s'est imposé comme le premier hub européen des industries culturelles et créatives. Hier territoire en devenir, l'Union est désormais un quartier à part entière.

Fixé en mai 2027, le programme entre dans sa dernière phase. Le campus eSport, inauguré fin août 2025, offre 280 chambres étudiantes et 3 000 m² d'espaces dédiés au gaming. L'opération Name Immobilier, avec ses 176 logements en coliving destinés aux jeunes, crée un nouveau lien avec le quartier de l'Alma. La résidence Nouvel'Aire de Carrere (141 logements du T1 au T4, chaufferie biomasse alimentée par granulés recyclés) et l'antenne tourquennoise de l'Afeji (16 chambres pour jeunes en difficulté) ont été inaugurées. Le marais fréquenté a été livré : ce bassin de rétention paysager offre deux hectares de gradins et de cheminements doux, près de la guinguette installée dans l'ancienne maison éclusière.

Et demain ?

Les prochaines années verront s'achever les derniers grands chapitres du projet. La réhabilitation des anciens bâtiments de la brasserie Terken ouvrira un nouveau front urbain tandis que la MEL engagera dès 2026 la construction d'un groupe scolaire (14 classes), un premier équipement éducatif destiné aux familles.

L'éclairage

El Mahdi Mahdi,
coordinateur KAPS

"Les projets KAPS sont des colocations solidaires. Des étudiants occupent des logements au loyer maîtrisé en échange d'un engagement bénévole dans le quartier. Au cœur de l'Union, ce cadre leur permet de mener leurs études sereinement, tout en consacrant quelques heures par semaine à des actions solidaires. L'objectif n'est pas de contraindre, mais de susciter l'envie. On accompagne, on forme, on crée du collectif… Quand ils prennent des initiatives, comme pour la "fête du Monde" lors du festival "Union en mouvements", on voit que le lien se crée réellement."

EN CHIFFRES

- **210 M€ de budget**
- **+ de 80 hectares**
- **3 600 habitants**
- **6 000 salariés**
- **160 entreprises**

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE



Les résidences du lot F en bord de Deûle au sein du quartier Quai 22.

Quai 22, retrouver la Deûle

À Saint-André-lez-Lille, l'ancienne friche industrielle Rhodia poursuit sa métamorphose. Le projet Quai 22, conduit par la SAS Portes de l'Abbaye (Ville Renouvelée, Linkcity et Nhood) transforme les onze hectares d'un site mixte qui associe logements, bureaux, commerces et espaces publics.

En 2025, deux opérations majeures sont à retenir :

- la livraison de la résidence médicale et résidentielle (agence Leclercq). Ses 122 logements et ses 724 m² de surface destinés aux services de santé renforcent l'attractivité du quartier ;
- le chantier de la future résidence jeunes actifs (228 logements du T1 au T4), lancé en 2025 pour une livraison programmée fin 2026, qui permettra d'accueillir des travailleurs en mobilité ou en alternance, avec espaces partagés en rez-de-chaussée (salle de sport, restauration, blanchisserie…).



Perspective du lot H.

L'éclairage

Adrien Froger,
responsable d'opérations (pôle Aménagement), Ville Renouvelée

"Quai 22 marque le retournement d'un quartier qui a longtemps tourné le dos à son canal, mais qui le retrouve aujourd'hui. Cette ouverture transforme le front de Deûle et reconnecte ses occupants aux rives."

EN CHIFFRES

10,5 hectares
700 logements
10 000 m² de bureaux et 9 500 m² de commerces & services
1 parc urbain
Budget : 15,2 M€

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE

Parc des Sports de Roubaix : **un site mythique, une nouvelle ère**

Depuis 1942, le parquet du vélodrome de Roubaix accueille l'arrivée d'une course légendaire, le Paris-Roubaix. Mais ce site de 12 hectares, l'un des plus grands espaces verts de Roubaix, n'accueille pas uniquement un événement sportif : c'est un morceau d'histoire urbaine.





Maître d'ouvrage : SPL Ville Renouvelée | **Surface de la concession MEL :** 12 ha | **Budget :** 40 M€ | **Études :** 2026 | **Livraison :** 2033

Votée par la MEL le 17 octobre 2025, la mission confiée à la SPL Ville Renouvelée - son premier projet d'aménagement sous ce statut - consiste à imaginer une transformation de grande envergure en assumant d'emblée une ambition : ne pas en faire un site mono-activité, mais construire un véritable pôle sportif et patrimonial.

Premières ébauches

Si la phase d'études ne fait que commencer (2026-2028), le projet associe sport de haut niveau, patrimoine vivant, vie locale et attractivité économique. Parmi les grandes réalisations envisagées, sont déjà identifiées la création d'un musée dédié à l'histoire de la reine des classiques, l'installation du siège de la Van Rysel Pro Cycling Team (Decathlon) et des locaux du Vélo Club de Roubaix, la rénovation des gradins Est du vélodrome, un hôtel, des bureaux, des commerces, des logements... Un grand parvis piéton reliera l'ensemble au futur tramway, avec un parc urbain boisé écologique ouvert aux habitants reprenant le concept du "jardin d'architecture" tel qu'imaginé par J. Greber au début des années 1920.

L'éclairage

Olivier Robinet

Président du Vélo Club de Roubaix

"Le vélodrome a une âme, c'est une légende pour les cyclistes du monde entier, notamment avec l'arrivée du Paris-Roubaix. Pourtant, le site ne vit pas suffisamment dans l'année, faute d'infrastructures pour lui donner une dimension paysagère, culturelle, sportive et économique.

C'est une opportunité fantastique : ouvrir le parc aux habitants, moderniser et internationaliser le site, créer un outil de travail performant pour faire grandir le club et en faire l'un des lieux les plus visités de la métropole, avec boutique, musée et nouvelles installations. Un lieu mythique, au passé incroyable et au futur tout aussi fantastique."

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE

L'économie circulaire, **un invariant**

Chez Ville Renouvelée, l'économie circulaire n'est pas une option, mais un fil conducteur qui traverse l'ensemble des projets. Réemploi des matériaux, gestion raisonnée des sols, sobriété dans la conception, prise en compte de la biodiversité… Ces principes s'appliquent à toutes les échelles, qu'il s'agisse d'un équipement public, d'un programme résidentiel ou d'un bâtiment tertiaire.

Blanchemaille, la preuve par l'exemple

Sur l'ancien siège de La Redoute à Blanchemaille (bâtiment Pollet, Roubaix), cette ambition a pris une autre dimension. Sur ce site de 15 000 m² dédié au commerce digital, le réemploi a été considéré d'emblée comme une exigence structurante. Dépollution, radiateurs désemboués et remis en place un à un, sanitaires réinstallés, carrelage récupéré lors de la démolition de la tour Kennedy à Loos… Les curseurs ont été poussés le plus loin possible. La façade du bâtiment Pollet, composée de tuiles de réemploi, validées par une procédure Atex* après une batterie de tests, en constitue aujourd'hui la manifestation la plus visible. En 2025, le chantier a franchi plusieurs étapes marquantes : charpente en bois de l'atrium posée, menuiseries extérieures installées…

Le programme Blanchemaille ne s'arrête pas là. En partenariat avec Ideel, Ville Renouvelée porte le développement de deux bâtiments supplémentaires de 15 000 m² chacun - Moreau et Fontenoy -, destinés à accueillir différents sièges sociaux, des bureaux, des restaurants d'entreprise, une crèche…
En 2025, les études d'avant-projet du bâtiment Moreau ont été finalisées, une subvention Fonds vert de 2 M€ obtenue et le permis de construire déposé.



Dévoilement de la nouvelle signalétique Blanchemaille, en juin 2025.



Travaux dans le bâtiment Pollet, qui reprend des éléments récupérés sur d'autres chantiers.

L'éclairage

David Banvillet,
architecte (agence SAA Architectes)

"Dans beaucoup de projets, on part d'une conception classique et on se demande comment y intégrer du réemploi. À Blanchemaille, la logique est inverse : partir des ressources existantes pour construire le projet autour. C'est un changement de paradigme."

Catherine Cunin-Lecomte,
Ville Renouvelée

"Les économies de construction sont venues compenser un temps d'ingénierie et de coordination nécessairement plus important. C'est la preuve qu'une opération de grande ampleur peut intégrer le réemploi sans être plus coûteuse."

*L'Appréciation technique d'expérimentation permet d'évaluer les premières utilisations d'une technique innovante et permet de constituer des références chantiers utiles pour l'obtention d'un Avis technique.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE

NPNRU : transformer les quartiers, écouter les habitants

Depuis plusieurs décennies, Ville Renouvelée n'intervient pas uniquement sur des friches en reconversion, mais aussi au cœur de quartiers habités, là où la transformation urbaine est indissociable d'enjeux souvent sensibles sur le plan social et humain.

Les trois concessions NPNRU en cours à l'Alma (Roubaix), dans le quartier de la Bourgogne (Tourcoing) et sur le Nouveau Mons (Mons-en-Barœul, voir pages suivantes) illustrent cet engagement. Si les contextes sont différents, Ville Renouvelée porte une même conviction sur ces trois projets : la qualité du cadre de vie se construit avec ceux qui y vivent.

L'Alma

Urbaniste en chef : UAPS

À Roubaix, le NPNRU de l'Alma prévoit une opération de démolition / reconstruction mais également la rénovation de logements et d'équipements publics. Sont ainsi inscrites au programme la rénovation de l'école Blaise Pascal, d'un gymnase et d'un complexe sportif ainsi que la requalification de 9,2 hectares d'espaces publics. En octobre, une fête de l'automne sur le "Terrain Rouge" a permis de présenter aux habitants le futur projet de parc urbain en s'appuyant sur une première expérimentation de cuisine mobile.



2025 a également été marquée par la création du square des Poussins, une aire de jeux transitoire destinée aux tout-petits.



Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE

La Bourgogne

Urbaniste en chef : Saison Menu

À Tourcoing, l'année 2025 a permis au nouveau groupe scolaire Jacques Chirac de vivre sa première rentrée. Ce chantier, d'une durée d'un an, est le cœur du projet : arbres, cheminements piétons, espaces de jeux, végétalisation. Suivront la construction de la crèche (démarrage en 2026), l'extension du centre social et, plus loin dans le calendrier, la création d'un équipement culturel et la requalification du site Lepoutre. Programmé jusqu'en 2037, ce projet sur le temps long permet d'illustrer la démarche de Ville Renouvelée : chaque espace en attente est transformé en lieu de vie provisoire plutôt que laissé vacant.



Fin novembre, une fête de quartier a marqué le démarrage des travaux de la place de la Bourgogne et des espaces publics environnants. Réalité virtuelle, film, animations pédagogiques… ont permis aux habitants de se projeter pour imaginer à quoi ressemblera leur quartier.

Une méthode commune, des territoires singuliers

Transformer un quartier habité ne se fait pas contre ses habitants ni à leur insu. Cela suppose d'intervenir à plusieurs échelles à la fois : requalifier les espaces publics, améliorer le cadre résidentiel, désenclaver, moderniser les équipements - tout en maintenant la vie du quartier pendant des travaux qui s'étalent sur plusieurs années. Les équipes de Ville Renouvelée mobilisent trois leviers complémentaires (lire pages suivantes) :

- **la maîtrise d'usage** pour analyser et comprendre les besoins réels des habitants pour que les espaces conçus correspondent à des usages vécus ;
- **l'urbanisme transitoire** pour maintenir du lien et rendre la transformation visible et désirable ;
- **l'accompagnement des habitants** pour rassurer jusqu'aux livraisons.

Ensemble, ces trois compétences font la différence entre une opération urbaine et un projet de quartier.

L'éclairage

Blandine Lebourg,

directrice innovation et maîtrise d'usages, Ville Renouvelée

"Animer la vie des quartiers pendant les travaux est un travail de fourmi, mais cette attention porte ses fruits. Nous sommes présents, les gens nous connaissent et nous reconnaissent. C'est comme ça qu'on arrive à capter ceux qu'on n'entendrait pas autrement : des jeunes qui se saisissent d'une cuisine mobile, des familles qu'on croise à la sortie des écoles. Et c'est à partir de là qu'on peut vraiment construire ensemble, même là où les choses sont figées."

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE

Urbanisme transitoire et maîtrise d'usage : faire avancer les projets avec les habitants

Dans un projet de renouvellement urbain, les travaux s'étendent souvent sur une décennie, sinon davantage. Pour les habitants, les enjeux de long terme peuvent être difficiles à mesurer - et parfois irritants.

Pour accompagner ce temps long, Ville Renouvelée déploie deux approches complémentaires - l'urbanisme transitoire et la maîtrise d'usage, conçues comme deux composantes à part entière de ses projets.

Maintenir des dynamiques positives

L'urbanisme transitoire consiste à occuper les espaces en attente. Installer du mobilier provisoire, créer des usages temporaires, organiser des événements festifs ou conviviaux... L'objectif n'est pas de distraire, mais de préfigurer l'avenir, de rendre visible et désirable une transformation qui pourrait sans cela sembler longue et abstraite.
La maîtrise d'usage, elle, pose une question plus fondamentale : à quoi servent ces espaces pour ceux qui y vivent ? La réponse ne saurait se construire de loin. Elle suppose une présence de terrain, une écoute active et des allers-retours constants entre les intentions du projet et les besoins réels des habitants.

Pour Ville Renouvelée, ces deux approches nourrissent bel et bien les choix d'aménagement : ajustement de la programmation et des équipements... Cette prise en compte des retours des habitants contribue à maintenir une dynamique positive dans la durée. Elle démontre surtout que toutes les voix sont entendues - mieux, écoutées.

Le Nouveau Mons, un cas d'école

Urbaniste en chef : D&A
Onze ans de programme (2019-2030), 10 hectares d'espaces publics, la rénovation et la déconstruction-reconstruction de logements... En 2025, le quartier est entré dans une phase de transition avec la dernière déconstruction réalisée : le bâtiment Brune - et c'est précisément là que les deux approches prennent tout leur sens.

En avril, le parvis temporaire des écoles Provinces-Lamartine - conçu par les enfants lors d'ateliers animés par l'association Récréations Urbaines - a été inauguré en présence du maire Rudy Elegeest, très investi sur ces sujets. Sur la friche Brune, un site dédié au réemploi (concassage) va être créé en 2026 pour alimenter l'ensemble des travaux à venir, notamment pour la création des voiries.

Nature : concession d'aménagement de la MEL **| 10 ha d'espaces publics requalifiés | 550 logements réhabilités | 350 logements déconstruits/reconstruits | 4 000 m² de locaux d'activités | 5 équipements publics réhabilités ou créés | Budget global :** 117, 2 M€



Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE



Entrée de l'école Provinces-Lamartine.



Sur la friche Coty, libérée par la démolition de la résidence du même nom, différents usages transitoires maintiennent la vie du lieu : piste d'apprentissage du vélo inaugurée à l'été, plantation participative, œuvres éphémères en bois de cagettes fabriquées avec les habitants.

Écouter jusqu'aux silences

Aller à la rencontre des habitants ne suffit pas. Dans les quartiers en transformation, une partie de la population ne fréquente pas les réunions publiques, ne répond pas aux questionnaires, ne se manifeste pas. Pour toucher ces publics - les jeunes, les familles débordées, ceux qui ne voient pas l'intérêt de participer - les équipes de Ville Renouvelée misent sur la créativité et le faire-ensemble. Fêtes, ateliers participatifs, balades, immersions et même cuisine mobile... servent de prétexte pour engager la conversation en faisant autre chose. L'enjeu : que le projet parle à tous ceux qui y vivent, sans angles morts.



Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE

Intervenir à toutes les échelles

Au-delà des grands projets, toutes les communes de la métropole sont amenées à faire évoluer leur urbanisme. Dans un cadre territorial et financier logiquement plus contraint, les besoins exprimés sont pourtant voisins. Ville Renouvelée adapte ses outils à des budgets plus resserrés, des calendriers différents et des attentes locales fortes.

Roncq : la friche Coubronne en mutation

Avec la relocalisation des équipements sportifs naguère implantés sur le site Coubronne, la Ville de Roncq s'est ouvert la possibilité de transformer un espace foncier central, dans une commune où la demande de logement se fait pressante.
Ville Renouvelée a conduit une étude urbaine en trois phases - diagnostic territorial, scénarios d'aménagement, schéma programmatique - intégrant logements, espaces publics et mobilités douces. Mené en partenariat avec la MEL et en concertation étroite avec les élus et les habitants, ce travail illustre la capacité de Ville Renouvelée à accompagner des communes de toute taille.



Anstaing : le Petit Paris sort de terre

À Anstaing, la transformation du quartier du Petit Paris s'est concrétisée en 2025 sur le site de l'ancienne friche Damaflor. En mars 2025 les travaux conduits en copromotion avec Demathieu Bard Immobilier, CDC Habitat et Lille Métropole Habitat ont commencé et avancent à bon rythme : gros œuvre réalisé à 90 %... La pose de la première pierre a été accompagnée par un geste symbolique : l'accrochage de rubans sur un arbre. Un geste qui dit l'essentiel d'un projet vertueux, avec ses 2 500 m² d'espaces verts, l'accent mis sur les mobilités douces, des noues végétalisées et la récupération des eaux de pluie.

Maître d'ouvrage : SEM Ville Renouvelée | **Co-promotion :** Demathieu Bard Immobilier | **Partenaires :** CDC Habitat, LMH, **Ville d'Anstaing :** 78 logements | **Travaux :** 2025-2026



Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE

Bousbecque : la mémoire au futur

En avril 2025, la MEL a confié à Ville Renouvelée la concession d'aménagement du site du Château, à Bousbecque - une ancienne friche industrielle de 6,5 hectares en bord de Lys, historique avec les traces de son château et sa biodiversité. Le projet prévoit la construction de 220 logements mixtes (individuel, collectif, social et location-accession) au cœur d'une trame verte de deux hectares qui relie le site à la Lys, ainsi que des équipements publics. Une réserve foncière est prévue pour accueillir un parking à l'entrée et permettre l'installation d'une salle des fêtes adaptée aux besoins des habitants.

Emblématique de l'approche de Ville Renouvelée, la démarche intègre dès l'origine une exigence d'économie circulaire : 90 % des matériaux du site seront réemployés dans le projet, les 10 % restants intégrés à des filières de recyclage. Les fondations du château seront préservées et mises en valeur, et la drève historique sera replantée pour souligner la percée visuelle vers la Lys. Les études d'avant-projet sont attendues pour juin 2026, avec un démarrage des travaux mi-2027 et des premières livraisons au deuxième trimestre 2029.

Nature : concession d'aménagement MEL **| Mandataire :** SEM Ville Renouvelée **| Surface :** 6,5 ha **| Budget :** 10 M€ **| 220 logements**



L'éclairage
Joseph Lefebvre,
maire de Bousbecque

"Avec plus de 250 dossiers de logement en attente, ce projet était devenu une nécessité. L'enjeu consiste à transformer cette friche en quartier mixte et durable et à conjuguer respect du passé et préservation de l'avenir, tout en répondant aux besoins concrets des habitants de Bousbecque. Dès l'origine, nous avons voulu que la concertation soit au cœur de la démarche : plusieurs ateliers participatifs ont permis de valider un projet urbain à la fois ambitieux et respectueux du site et de son histoire."

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE

Développer, promouvoir, animer : **immobilier d'entreprise et opérations propres**

L'aménagement urbain n'est pas le seul levier d'animation des villes. En se consolidant pour jouer sur d'autres leviers - gestion de l'immobilier d'entreprise, promotion immobilière, copromotion - Ville Renouvelée contribue concrètement à l'attractivité territoriale et au développement économique des communes qu'elle accompagne.

1 L'immobilier d'entreprise : **gérer, fidéliser, développer**

Avec près de 30 000 m² de bureaux, commerces et cellules d'activité gérés sur l'axe Roubaix-Tourcoing, le pôle immobilier de Ville Renouvelée accompagne aujourd'hui une soixantaine d'entreprises dans leur installation et leur développement. La démarche est double : commercialiser les surfaces disponibles d'une part, assurer la pérennité des entreprises déjà installées d'autre part. Dans un marché de l'immobilier professionnel fragilisé depuis le Covid, cela passe par une veille active et attentive comme par la mobilisation de nos réseaux au sein des communes partenaires. Avec un taux d'occupation de 85 %, le savoir-faire de nos équipes paye.

Servir l'emploi, servir les territoires

Ce qui distingue Ville Renouvelée d'un bailleur classique, c'est son positionnement d'intérêt général. Loin de viser la seule rentabilité locative, l'effort porte sur le maintien de l'activité économique, le soutien à l'emploi local et l'attractivité du territoire. En témoigne un effort significatif consenti sur le montant des loyers et des charges pour accompagner les entreprises au cours de leurs premières années d'installation ou pour les aider à traverser une période plus tendue.

En 2025, deux évolutions structurantes ont marqué l'activité. Une plateforme numérique dédiée aux locataires a été déployée pour faciliter le recueil et la centralisation des demandes techniques et assurer leur suivi, tout en mettant un espace documentaire sécurisé à la disposition des occupants. Parallèlement, une renégociation des contrats énergétiques - menée avec un courtier spécialisé - a permis de dégager **30 % d'économies sur les contrats d'électricité, 17 % d'économies sur les contrats de gaz,** directement répercutés sur les charges des entreprises locataires.

L'éclairage
Aurélie Popa,
directrice du développement et de la gestion des actifs, Ville Renouvelée

"Notre logique n'est pas celle d'un bailleur qui optimise un rendement, mais celle d'un acteur territorial qui s'engage dans un cercle vertueux : une entreprise qui tient, c'est de l'emploi qui reste, c'est un territoire qui se renforce."

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE



À Tourcoing, le projet de réhabilitation de la gare avance pour une inauguration prévue fin 2026.

2 Promotion et opérations propres : **tirer les projets vers le haut**

Ville Renouvelée se positionne sur des sites complexes : fonciers contraints, friches industrielles, programmes à forts enjeux environnementaux… Mode opératoire privilégié, la promotion lui permet de concilier l'intérêt général et les enjeux propres aux promoteurs privés.



Perspectives du second bâtiment du programme Quiétudes, à Marquette-lez-Lille.

L'augmentation de capital de 2025 renforce cette capacité d'action désormais tournée tant vers le logement que vers le tertiaire. À Marquette-lez-Lille, le premier bâtiment du programme Quiétudes sur le parc Riveo accueillera le siège social du groupe Sylvagreg, dont la livraison est attendue au printemps 2026. À Blanchemaille, les études du bâtiment Moreau sont finalisées et le permis déposé, tandis que la décision sur Fontenoy est attendue au printemps.

Toujours à l'Union, Habiter Demain - développé en copromotion avec Lille Métropole Habitat - ambitionne de prototyper un modèle d'habitat collectif reproductible, centré sur la qualité d'usage et la sobriété. Après un dialogue compétitif, le groupement mené par Veld architecten a été retenu pour sa démarche low-tech et participative. Après le dépôt du permis de construire en octobre 2025, la phase de commercialisation est prévue dès 2026 pour une livraison en 2030.

Ville Renouvelée équipe les collectivités

Au-delà de ses opérations propres, Ville Renouvelée intervient en AMO ou en mandat de maîtrise d'ouvrage pour accompagner les collectivités dans la construction ou la réhabilitation de leurs équipements - y compris directement via la SPL. En 2025, cette manière de faire a permis la livraison du groupe scolaire Jacques Chirac à la Bourgogne, la réhabilitation du bâtiment Pollet à Blanchemaille (mandat MEL) et l'accompagnement en AMO de la rénovation de la salle de sport Léo Lagrange.



Le groupe scolaire Jacques Chirac à Tourcoing.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE

MIEUX SERVIR CLIENTS ET PARTENAIRES

Les enjeux de transition énergétique, d'innovation sociale et de régénération urbaine reconfigurent en profondeur les métiers de l'aménagement. Ville Renouvelée structure de nouvelles offres, développe de nouvelles compétences et fait évoluer ses méthodes de travail.



La rénovation énergétique : **une nouvelle expertise**

Alors que le parc de bâtiments publics de la métropole vieillit et que les factures énergétiques augmentent, le décret tertiaire impose aux communes de nouvelles contraintes*. Pour les accompagner, Ville Renouvelée s'est de longue date dotée des outils nécessaires : généralisation du BIM, recherche systématique de labels (HQE, Effinergie) sur tous les projets…

En 2025, Ville Renouvelée ajoute une brique à cette expertise avec une offre dédiée via la SPL. Sa souplesse la rend capable d'intervenir en mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée tout au long de ce processus complexe, de la stratégie patrimoniale à la maintenance, en passant par les études de faisabilité, la passation des contrats et le pilotage des travaux.

* – 40 % de consommation en 2030, – 50 % en 2040, – 60 % en 2050.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE

Le MGP, une réponse adaptée

Le Marché global de performance (MGP) regroupe, dans un même contrat, conception, réalisation et exploitation-maintenance sur une durée pouvant aller jusqu'à dix ans. Le groupement retenu - entreprise, architectes, bureaux d'études, mainteneur - s'engage sur des objectifs mesurables, assortis d'un mécanisme de bonus-malus.

Pertinent au-delà d'environ 5 M€ de travaux, il garantit la pérennité des performances en intégrant la maintenance dès l'origine et favorise une logique de massification, génératrice d'économies d'échelle (par exemple pour plusieurs groupes scolaires d'une même commune).

Pour les collectivités aux marges contraintes, des montages à paiement différé, avec l'intervention d'un tiers, permettent d'étaler l'investissement sur plusieurs décennies. Ce modèle a déjà été mis en œuvre avec l'Université de Lille et le sera via la SPL avec la Ville de Tourcoing, pour la rénovation du groupe scolaire Paul Claudel.

Marché global de performance (AMO) pour la réhabilitation et l'extension de l'IUT de Lille à Villeneuve d'Ascq.



Conserver les bâtiments publics

Ville Renouvelée va rénover énergétiquement le groupe scolaire Descartes. Une priorité pour la Ville de Tourcoing.

L'éclairage
Doriane Bécue,
maire de Tourcoing

Pourquoi la rénovation énergétique du groupe scolaire Descartes était-elle une priorité ?
Ce chantier représente la deuxième étape d'une transformation des équipements scolaires du quartier de la Bourgogne. Ici, il était plus pertinent de conserver et de rénover les bâtiments existants que de reconstruire entièrement. Ce choix s'inscrit dans un projet vertueux qui respecte les objectifs environnementaux, avec la conservation d'un maximum d'arbres. C'est une logique à la fois économique et durable.

Concrètement, qu'est-ce que cette rénovation peut apporter à l'école ?
Ce projet prévoit la création d'un groupe scolaire unique de 14 classes qui comprendra à terme des dortoirs, des salles de motricité et polyvalente, ainsi qu'un restaurant scolaire. Pour les enfants, les familles et les équipes éducatives, cette rénovation apportera un meilleur confort grâce à des performances énergétiques et environnementales renforcées, des locaux adaptés à leurs besoins et une accessibilité complète pour les PMR*. Enfin, cette rénovation s'inscrit dans une dynamique plus large entre les différents équipements du secteur, avec le centre social de la Marlière, le city-stade rénové et les futurs pocket parks du quartier.

*Personnes à mobilité réduite.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE

Le pôle Innovation & Maîtrise d'usage : **l'humain dans la boucle**

Créé il y a quatre ans, le pôle Innovation & Maîtrise d'usage s'est imposé comme une composante à part entière des projets d'aménagement. Son principe : intégrer systématiquement l'expertise des usages dans les processus de conception, pour que les projets urbains répondent aux besoins réels des habitants plutôt qu'aux seules logiques techniques. En 2025, cette approche a été formalisée par la publication d'un accord-cadre couvrant les trois NPNRU portés par Ville Renouvelée - reconnaissance institutionnelle d'une expertise désormais structurée.



Les méthodologies développées s'appuient sur les principes de la ville "low-tech" et de l'innovation sociale : partir des ressources existantes, associer les habitants à la conception, faire de chaque quartier en transition un terrain d'expérimentation.

Économie circulaire : **de l'intention à la pratique**



La montée en compétences sur l'économie circulaire n'est plus un axe stratégique isolé : elle irrigue désormais l'ensemble des projets. En 2025, une convention signée avec la MEL structure le développement de filières locales d'écoproduits, pour ancrer les pratiques dans un écosystème territorial.

Sur le terrain, Ville Renouvelée expérimente de nouvelles techniques de remédiation des sols in situ. Plusieurs expérimentations sont en cours, notamment sur l'Union. Pour aller plus loin et multiplier les pratiques plus vertueuses de conservation des terres, tout en soutenant le développement de filières économiques locales, Ville Renouvelée a répondu, en septembre 2025, en tant que partenaire aux côtés de la MEL, de Junia et de ParisTech Innovation, au projet Horizon, dans le cadre d'un consortium européen.

L'objet est d'expérimenter de nouveaux modèles pour régénérer les sols des friches industrielles grâce à des laboratoires d'innovation territoriale transdisciplinaires et à des solutions fondées sur la nature, tout en s'assurant de la réplicabilité des expérimentations via le développement de filières économiques locales.

La réflexion s'étend aussi à la construction hors site sur les bâtiments des années 1960-1970 aux trames répétitives. Une piste pour réduire coûts et délais de rénovation à grande échelle.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE

Mobilité : **la gestion au service des territoires**

La fin des concessions d'aménagement ne marque pas la fin de l'engagement de Ville Renouvelée sur les sites qu'elle a contribué à construire. La MEL confie désormais à la SPL la gestion des deux parkings silos de l'Union et du parking Campus Gare à Roubaix - soit trois équipements structurants pour la vie quotidienne des quartiers. Ville Renouvelée étend également son offre de stationnement en voirie à Roubaix.

EN CHIFFRES

- **8 parcs en ouvrage exploités**
- **5 500 places en ouvrage**
- **2 674 places en voirie**
- **1,1 million de visiteurs horaires / an**
- **3 300 abonnés (pendulaires, résidents, étudiants)**



L'art et la culture comme **leviers d'innovation urbaine**



Depuis 2015, Ville Renouvelée et la coopérative culturelle Groupe A invitent chaque année des artistes à arpenter les quartiers en transformation pour en restituer les métamorphoses, créer du désir autour des projets et tisser des liens entre les habitants et leur territoire en mutation. Pour célébrer les dix ans du programme Regards d'artistes sur l'urbanisme (RAU), une exposition hors norme a investi la Condition Publique à Roubaix du 19 septembre au 20 décembre 2025. RAU#10 retrace ainsi une décennie d'expérimentations, montrant comment l'art contemporain s'est immiscé dans la fabrique de la ville pour en révéler la sensibilité. Plus qu'un bilan, elle propose une vision de la métamorphose du nord-est de la métropole - et suggère de nouvelles façons d'appréhender la ville comme une "immense agora, un espace du possible".

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE

Une communication **plus stratégique**

Ville Renouvelée a repensé en profondeur son rapport à la communication, passant d'une logique institutionnelle à une approche orientée marketing territorial. 2025 a notamment été marquée par le lancement de la SPL, le déploiement de la nouvelle offre de rénovation énergétique et la refonte du site internet (13 000 utilisateurs, + 9,5 % de recherches autour de "Ville Renouvelée"). Sur le terrain, 50 événements externes ont été organisés, dont 17 protocolaires et 16 dédiés aux habitants, pour une moyenne de 70 participants par événement.



29 août 2025 : pose de la première pierre du futur siège de Ville Renouvelée.

EN CHIFFRES

250

supports de communication ont été édités en 2025.

L'éclairage

Claire Moulins,
directrice de la communication, Ville Renouvelée

"La communication n'est pas uniquement une vitrine, c'est un outil stratégique d'accompagnement et de transformation des territoires."

L'activation territoriale : **une gouvernance davantage partagée**

Ville Renouvelée ne se contente pas d'aménager : elle fédère. Le dispositif "L'Union en Mouvements", porté chaque année avec la Maison de l'Eau, de la Pêche et de la Nature, en est l'illustration la plus visible - 25 partenaires associatifs et institutionnels réunis pour coconstruire six mois de programmation gratuite sur trois villes. En 2025, le dispositif entre dans sa quatrième édition consécutive. Ce modèle de coordination multi-acteurs préfigure une forme de gouvernance partagée des territoires, dans laquelle Ville Renouvelée joue un rôle de facilitateur plutôt que de seul pilote.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE

Ville Renouvelée, **un outil en mouvement**

Le contexte ne laisse pas de place à l'immobilisme en matière d'urbanisme et d'aménagement. Le foncier se raréfie et se renchérit. La demande de logement progresse sans cesse. La loi ZAN impose à toutes les communes de reconstruire la ville sur elle-même, et invite à limiter l'extension pour réinvestir le tissu existant, reconvertir les friches, densifier avec intelligence. Le patrimoine public vieillit dans un contexte financier tendu pour les collectivités. La mixité sociale, portée avec ambition par la métropole, appelle de nouvelles formes d'accompagnement dans la durée. Le bouleversement climatique renforce la nécessité de moderniser et d'adapter le tissu urbain. Ces contraintes sont réelles - et elles sont exactement le terrain sur lequel Ville Renouvelée s'est construite.

Ce que 2025 confirme, c'est que les défis de la ville ne sont plus concentrés sur quelques grands territoires. Toutes les communes, quelle que soit leur taille, font face à des enjeux de renouvellement urbain - logement, équipements, espaces publics, énergie.

Ville Renouvelée a précisément travaillé cette année à élargir son périmètre d'action : structurer des offres modulaires, adapter son savoir-faire aux projets plus modestes, proposer aux collectivités une ingénierie financière et technique qu'elles n'ont pas toujours les moyens de porter seules. La SPL, opérationnelle depuis juin 2025, est l'outil de cette agilité nouvelle.

L'enjeu des prochains mois sera d'ancrer ces évolutions dans la durée. 2026 est une année d'expression démocratique : les élections municipales ouvrent de nouveaux mandats, qui dessinent de nouvelles priorités. Ville Renouvelée n'attend pas : elle arrive avec des projets, des méthodes et des solutions déjà éprouvées. Quarante-cinq ans d'existence témoignent de notre expertise et de notre crédibilité mais il nous appartient de refaire chaque année la démonstration que nous savons anticiper les grandes évolutions. Nous adapter pour adapter la ville est une nécessité, mais c'est d'abord une culture profondément ancrée dans notre manière d'être et de faire.

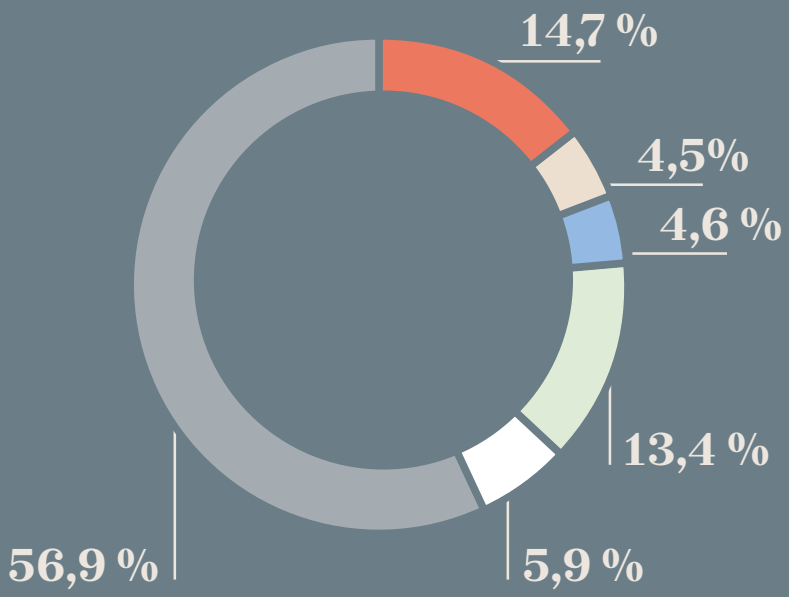
L'évolution du plan stratégique, porté par une nouvelle gouvernance, précisera la feuille de route des prochaines années. Il s'inscrira dans la continuité des orientations engagées, tout en les adaptant aux réalités d'un territoire et d'un secteur en transformation accélérée. L'essentiel, lui, ne change pas : être utile aux territoires et aux habitants, à court terme comme à long terme.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE

Résultats financiers 2025 : une performance au service des territoires

L'exercice 2025 illustre la continuité de notre engagement au service de la transformation urbaine des territoires avec des résultats en progression sur la plupart des activités.

Répartition des résultats par activités :



- Immobilier d'entreprise, gestion locative
- Ville renouvelée Mobilité
- Aménagement
- Construction et maîtrise d'ouvrage
- Pôle ICC
- Autres (dividendes filiales, produits financiers...)

Le pôle aménagement, qui représente **56,9 %** du résultat global (contre 54,5 % en 2024), réalise une bonne année en raison de la clôture de plusieurs opérations. Plus d'un tiers de l'activité provient des opérations du NPNRU, confirmant notre rôle moteur dans la requalification des quartiers et le développement de nouveaux cadres de vie.

Le pôle construction et maîtrise d'ouvrage, avec **14,7 %** du résultat (contre 17,3 % en 2024), continue de répondre aux enjeux du territoire en matière d'habitat et d'équipements.

Les activités de mobilité et d'immobilier d'entreprise, à **19,3 %** (contre 21 % en 2024), accompagnent l'évolution des modes de vie et des attentes des usagers.

Pour la mobilité, le poids dans le résultat a diminué mais le niveau d'activité reste identique avec une légère progression du résultat cette année pour ce service.

Les taux d'occupation restent élevés dans l'immobilier d'entreprise, témoignant de la pertinence de notre offre face aux mutations économiques locales. Sur la fin d'année, nous notons toutefois plus de vacance sur la partie bureaux.

Enfin, les autres produits (dividendes, produits financiers...) s'établissent à **4,6 %**, traduisant une gestion rigoureuse et un soutien constant aux projets à forte valeur ajoutée territoriale.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE





Image de couverture :
Perspective de l'atrium de Blanchemaille à Roubaix (SAA)

Rapport d'activité 2025
Édité en mai 2026

Crédits photos
Ville Renouvelée, Samuel Amez, Studio Art Zone, Charles Delcourt, Jérôme Coton, Anaïs Gadeau Ville de Roubaix, Mathieu Drean Light Motiv

Crédits perspectives
Studio Raclette (Parc des Sports), SAA (Blanchemaille), TAG (Quiétudes), Atelier Philippe Madec et BLAU Architecture Urbanisme (Siège)

Conception-réalisation :
Alcalie

Imprimeur
Nord'Imprim

Activateur Urbain
Ville Renouvelée
75 rue de Tournai - CS 40117 Tourcoing
Tél : +33(0) 3 20 11 88 11
com@ville-renouvelee.fr
www.ville-renouvelee.fr

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_073-DE



ville renouvelée

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le 20/10/2026
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_074-DE

VILLE DE MONS EN BAROEUL

DÉPARTEMENT DU NORD

SÉANCE DU 14 OCTOBRE 2026

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2026-DEL-074

OBJET : PRÉSENTATION DU RAPPORT ANNUEL 2025 DU CONCESSIONNAIRE DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DES MARCHÉS D'APPROVISIONNEMENT

Les marchés d'approvisionnement constituent un élément majeur participant à la qualité de vie des Monsois et à l'activité économique et commerciale de la commune.

La Délégation de Service Public a été retenue comme mode de gestion pour l'exploitation des marchés d'approvisionnement, au regard des avantages qu'elle présente (expertise et compétences spécifiques du prestataire, respect des obligations de service public, exploitation aux frais et risques du délégataire qui recherche d'une optimisation de gestion).

En application de l'article L3131-5 du Code de la Commande Publique, le concessionnaire doit fournir, chaque année, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des services. Ce rapport doit également permettre à l'autorité concédante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Par la délibération 3/2 du 6 mars 2025, la Délégation de Service Public pour l'exploitation des marchés d'approvisionnement a été confiée à la société SOMAREP.

Conformément à l'article L1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission Consultative des Services Publics Locaux, réunie le 17 septembre 2026, a préalablement examiné le rapport fourni par le concessionnaire.

Il est proposé au conseil municipal de prendre acte de la présentation du rapport de synthèse, établi par la société SOMAREP, concernant l'exploitation des marchés d'approvisionnement au cours de l'année 2025.

Le conseil municipal prend acte de la présentation de ce rapport.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et en susdits,

Le/La secrétaire de séance

Pour extrait conforme,

Le Maire

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le 20/10/2026
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_074-DE

SYNTHÈSE DU RAPPORT ANNUEL SUR LA GESTION DU MARCHÉ FORAIN



Ville de Mons-en-Baroeul

VOUS ÊTES BIEN À MONS EN BARŒUL

SAS SOMAREP - 3 Rue de Bassano - 75116 Paris
contact@mandon.fr - 01.53.57.42.60

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_074-DE

Le présent rapport annuel retrace l'activité 2025 du marché forain de Mons-en-Barœul exploité par la société SOMAREP dans le cadre de sa délégation de service public.

Il présente les aspects techniques, commerciaux et financiers de l'exploitation ainsi que les principaux indicateurs de fonctionnement du marché.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_074-DE



SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE - COMPTE-RENDU TECHNIQUE

Règlementation et administration des marchés - Généralités... 1.1
Les commerçants..... 1.2
Le personnel..... 1.3
Les animations..... 1.4
L'attestation d'assurance..... 1.5

DEUXIÈME PARTIE - COMPTE-RENDU FINANCIER

Tarifs et redevance..... 2.1
Les dépenses d'animation..... 2.2
Le compte d'exploitation..... 2.3

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_074-DE

La société SOMAREP est une entreprise française familiale spécialisée dans la gestion, l'organisation et l'exploitation de marchés forains et de manifestations commerciales sur le domaine public.

Fondée en 1869, elle bénéficie d'une expertise historique et reconnue dans l'accompagnement des collectivités territoriales pour la création, le développement et la gestion durable des marchés urbains.

La société intervient sur l'ensemble des composantes nécessaires au bon fonctionnement d'un marché : organisation administrative, gestion des commerçants, perception des droits de place, logistique opérationnelle, propreté des sites, mise en place du tri sélectif, ainsi que coordination des animations et événements associés.

Elle propose également des prestations complètes pour l'organisation de manifestations commerciales et événementielles telles que brocantes, marchés thématiques, marchés de Noël, marchés de l'Art, foires et événements promotionnels, avec une prise en charge globale incluant la communication, la logistique et l'exploitation.

Structurée autour de plusieurs départements spécialisés — marchés, manifestations, marketing et communication, propreté, audit et formation — la société SOMAREP s'appuie sur des équipes expérimentées et des moyens techniques adaptés, garantissant une gestion rigoureuse et continue des sites qui lui sont confiés.

Elle accompagne de nombreuses collectivités locales sur l'ensemble du territoire national et s'inscrit dans une démarche de service public de proximité, visant à assurer la qualité, la sécurité et l'attractivité des marchés au bénéfice des usagers, des commerçants et des territoires.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_074-DE



PREMIÈRE PARTIE

COMPTE-RENDU TECHNIQUE

Ce document est confidentiel. Toute communication, même partielle, nécessite l'approbation de la SAS SOMAREP

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_074-DE



1.1 Réglementation et administration des marchés - Généralités

Ce document est confidentiel. Toute communication, même partielle, nécessite l'approbation de la SAS SOMAREP

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_074-DE

La Ville de Mons-en-Baroeul dispose d'un marché forain dont la clientèle est essentiellement communale et des villes avoisinantes :

	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
Matin							
Après-midi							

Ce document est confidentiel. Toute communication, même partielle, nécessite l'approbation de la SAS SOMAREP

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_074-DE



1.2 Les commerçants

Ce document est confidentiel. Toute communication, même partielle, nécessite l'approbation de la SAS SOMAREP

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_074-DE

Le marché de Mons-en-Baroeul est un marché de plein vent situé Esplanade de l'Europe le jeudi et Boulevard Pierre Mendès-France le dimanche.



Le nombre de commerçants fréquentant le marché de Mons-en-Baroeul est stable par rapport à l'année 2024.

Ce document est confidentiel. Toute communication, même partielle, nécessite l'approbation de la SAS SOMAREP

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_074-DE

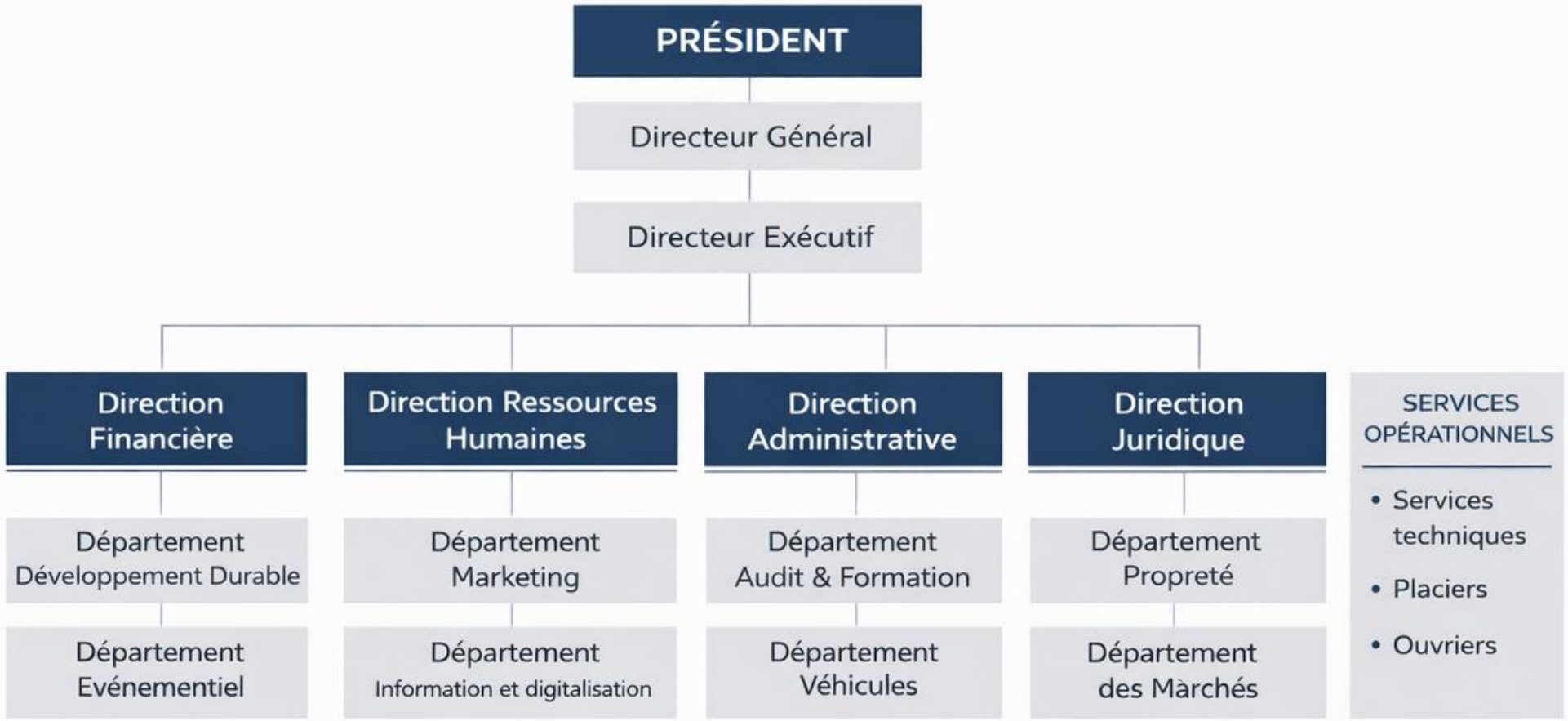


1.3 Le personnel

Ce document est confidentiel. Toute communication, même partielle, nécessite l'approbation de la SAS SOMAREP

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_074-DE

Organigramme de la société



Ce document est confidentiel. Toute communication, même partielle, nécessite l'approbation de la SAS SOMAREP

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_074-DE



1.4 Les animations

Ce document est confidentiel. Toute communication, même partielle, nécessite l'approbation de la SAS SOMAREP

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_074-DE



Le dimanche 25 mai 2025, l'animation Fête des Mères.

Une rose a été distribuée à la clientèle du marché par une hôtesse.

Ce document est confidentiel. Toute communication, même partielle, nécessite l'approbation de la SAS SOMAREP

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_074-DE



Le jeudi 4 et le dimanche 7 septembre 2025, l'animation Pouvoir d'Achat.

80 chéquiers d'une valeur de 20€ (4 bons d'achat de 5€) étaient à vendre auprès de la clientèle au prix de 10€.

Ces bons d'achat étaient valables chez tous les commerçants du marché jusqu'au 30 septembre 2025.

Ce document est confidentiel. Toute communication, même partielle, nécessite l'approbation de la SAS SOMAREP

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_074-DE



Le jeudi 18 et le dimanche 21 décembre 2025, l'animation Fêtes de Fin d'Année.

Des bouteilles de champagne et des assortiments de gâteaux étaient à gagner par tirage au sort par la clientèle du marché.

Ce document est confidentiel. Toute communication, même partielle, nécessite l'approbation de la SAS SOMAREP

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_074-DE



1.5 L’attestation d’assurance

Ce document est confidentiel. Toute communication, même partielle, nécessite l’approbation de la SAS SOMAREP

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_074-DE

NOUS CONTACTER
BERCIER,MOUILLON & ASSOCIES
50 AVENUE LOUIS LUC
94600 CHOISY LE ROI
Tel : 01 48 84 49 64
agence.bmentreprise@axa.fr

Assurance et Banque

SAS SOMAREP

3 RUE BASSANO
75116 PARIS

LE 07 janvier 2025

VOS RÉFÉRENCES

Votre contrat
1995599804

Votre référence client
3033494104

ATTESTATION D'ASSURANCE

Responsabilité Civile

La société **AXA BERCIER MOUILLON ET ASSOCIES** atteste que l'assuré :

SAS SOMAREP
3 RUE BASSANO
75116 PARIS

Est couvert contre les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile qu'il pourrait encourir à la suite de dommages causés au tiers par le contrat n° **1995599804** souscrit auprès d'elle.

Les activités couvertes sont :
GESTION DE MARCHES, HALLES, NETTOYAGE, ORGANISATION DE BROCANTES, GESTION D'EMPLACEMENT DE FETES FORAINES

La présente attestation est délivrée pour faire valoir ce que de droit.

Elle n'implique qu'une présomption de garantie et ne saurait en aucun cas engager l'assureur et son signataire en dehors des limites des clauses et conditions du contrat d'assurance auquel ils se réfèrent.

Elle est valable pour la période allant de sa délivrance jusqu'à la prochaine échéance du contrat, soit **01/01/2026,** et sous réserve du paiement des primes correspondantes.

Fait à Choisy le Roi, le 07 janvier 2025

Pour l'assureur

AXA France IARD - S.A. au capital de 214 799 030€ - RCS Nanterre 722 057 460 - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460 - AXA Assurances IARD Mutuelle - Société d'assurance

Ce document est confidentiel. Toute communication, même partielle, nécessite l'approbation de la SAS SOMAREP

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_074-DE



DEUXIÈME PARTIE

COMPTE-RENDU FINANCIER

Ce document est confidentiel. Toute communication, même partielle, nécessite l'approbation de la SAS SOMAREP

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_074-DE

En 2025, nous avons versé la somme de 1 275€ à la Ville au titre de la redevance.

Pour le compte publicité, nous avons perçu 3 664,52€HT de taxe animation et les trois animations organisées en 2025 ont eu un coût global de 4 154,94€HT pour aboutir à un solde négatif de 490,42€ (solde qui sera pris en compte dans la programmation des animations pour l'année 2026).
Le coût des animations a été le suivant:

- animation fête des mères (mai 2025): 570,44€
- animation pouvoir d'achat (septembre 2025): 2 241,30€
- animation fêtes de fin d'année (décembre 2025): 1 343,20€.

Pour l'année 2025, nous avons perçu 19 879,80€ TTC de droits de place (abonnés et volants).

Ce document est confidentiel. Toute communication, même partielle, nécessite l'approbation de la SAS SOMAREP

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_074-DE



2.3 Le compte d’exploitation

Ce document est confidentiel. Toute communication, même partielle, nécessite l’approbation de la SAS SOMAREP

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_074-DE

RECETTES			
SAS SOMAREP / MONS EN BAROEUL	**2024**	**2025**	**Comparatif 2025/2024**
CA BRUT TTC	**17 382€**	**19 880€**	2 498€
REDEVANCES	1 500€	1 275€	-225€
CA TTC NET	15 882€	18 605€	2 723€
RECETTES HT	**12 985€**	**15 293€**	2 308€

COMPTE DE RESULTAT			
SAS SOMAREP /MONS EN BAROEUL	**2024**	**2025**	**Comparatif 2025/2024**
RESULTATS	**-4 822€**	**2 655€**	7 477€
IMPOT	0€	664€	664€
RESULTAT NET	**-4 822€**	**1 991€**	6 813€

DEPENSES			
SAS SOMAREP/MONS EN BAROEUL	**2024**	**2025**	**Comparatif 2025/2024**
ASSURANCES	60€	295€	235€
FRAIS DE SIEGE	1 169€	1 376€	207€
COÛT DES SALAIRES INDIRECTS	779€	918€	139€
POSTE TIMBRE	15€	58€	43€
SALAIRES	15 784€	9 991€	-5 793€
TOTAL DEPENSES	**17 807€**	**12 638€**	-5 169€

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_074-DE

Les recettes du marché de Mons en Baroeul sont en hausse par rapport à l'année 2024.

Quant aux dépenses, elles ont diminué dans leur globalité entre 2024 et 2025.

En effet, le poste salaires a diminué du fait du départ en retraite du précédent placier en 2024.

Ce document est confidentiel. Toute communication, même partielle, nécessite l'approbation de la SAS SOMAREP



Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_074-DE

SAS SOMAREP

3, Rue de Bassano, 75116 Paris

01.53.57.42.60

Contact@mandon.fr

www.mandon.fr

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le 20/10/2026
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_075-DE

ADOPTÉ

VILLE DE MONS EN BARŒUL

DÉPARTEMENT DU NORD

SÉANCE DU 14 OCTOBRE 2026

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2026-DEL-075

OBJET : AVIS SUR LA DÉROGATION AU REPOS DOMINICAL DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE COMMERCE DE DÉTAIL POUR L'ANNÉE 2027

La loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques a modifié les possibilités d'ouverture dominicale pour le commerce de détail.

L'article L3132-26 du Code du Travail dispose que « Dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé les dimanches désignés, pour chaque commerce de détail, par décision du Maire prise après avis du conseil municipal ».

Depuis 2016, le nombre de ces dimanches potentiellement ouvrables est fixé à 12 par an. La liste des dimanches est arrêtée avant le 31 décembre pour l'année suivante.

Lorsque le nombre de dimanches excède 5, il est nécessaire de requérir, au préalable, l'avis conforme de la Métropole Européenne de Lille. Dans un souci de cohérence métropolitaine, la MEL fixe un cadre métropolitain dans lequel les communes doivent s'inscrire afin d'obtenir l'avis conforme favorable sur le calendrier des ouvertures dominicales des commerces de détail.

Le cadre métropolitain fixé pour la période 2023-2026 a été reconduit pour l'année 2027 et fixe à 8 le nombre maximum d'ouvertures dominicales par an, dont 7 dates communes proposées par la MEL (les 2 premiers dimanches de soldes, le dimanche précédant la rentrée des classes et les 4 dimanches précédant les fêtes de fin d'année).

Au regard de la situation monsoise au cœur du territoire métropolitain, des caractéristiques locales du commerce et de la volonté municipale d'encourager le développement économique de la commune, il est proposé de retenir la proposition équilibrée d'une possibilité d'ouverture dominicale pour 8 dimanches par an, en alignant le choix de ces journées sur la proposition métropolitaine, à savoir 7 dimanches fixes et un dimanche laissé au libre arbitrage de la Ville : le 20 juin 2027.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 059-215904103-20261014-2026_DEL_075-DE

Conformément à la règlementation en vigueur, les organisations professionnelles et de salariés intéressées ont été consultées.

Il est proposé au conseil municipal d'autoriser Madame la Maire, sous réserve de l'avis conforme de la Métropole Européenne de Lille, à :

- autoriser l'ouverture des commerces de détail dans la limite de 8 dimanches pour l'année 2027,
- fixer dans ce cadre les dates suivantes : 10 janvier, 20 juin, 27 juin, 29 août, 28 novembre, 5 décembre, 12 décembre et 19 décembre.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Le/La secrétaire
de séance

MAIRIE DE MONS-EN-BAROEUL
NORD

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et en susdits,
Pour extrait conforme,
La Maire,